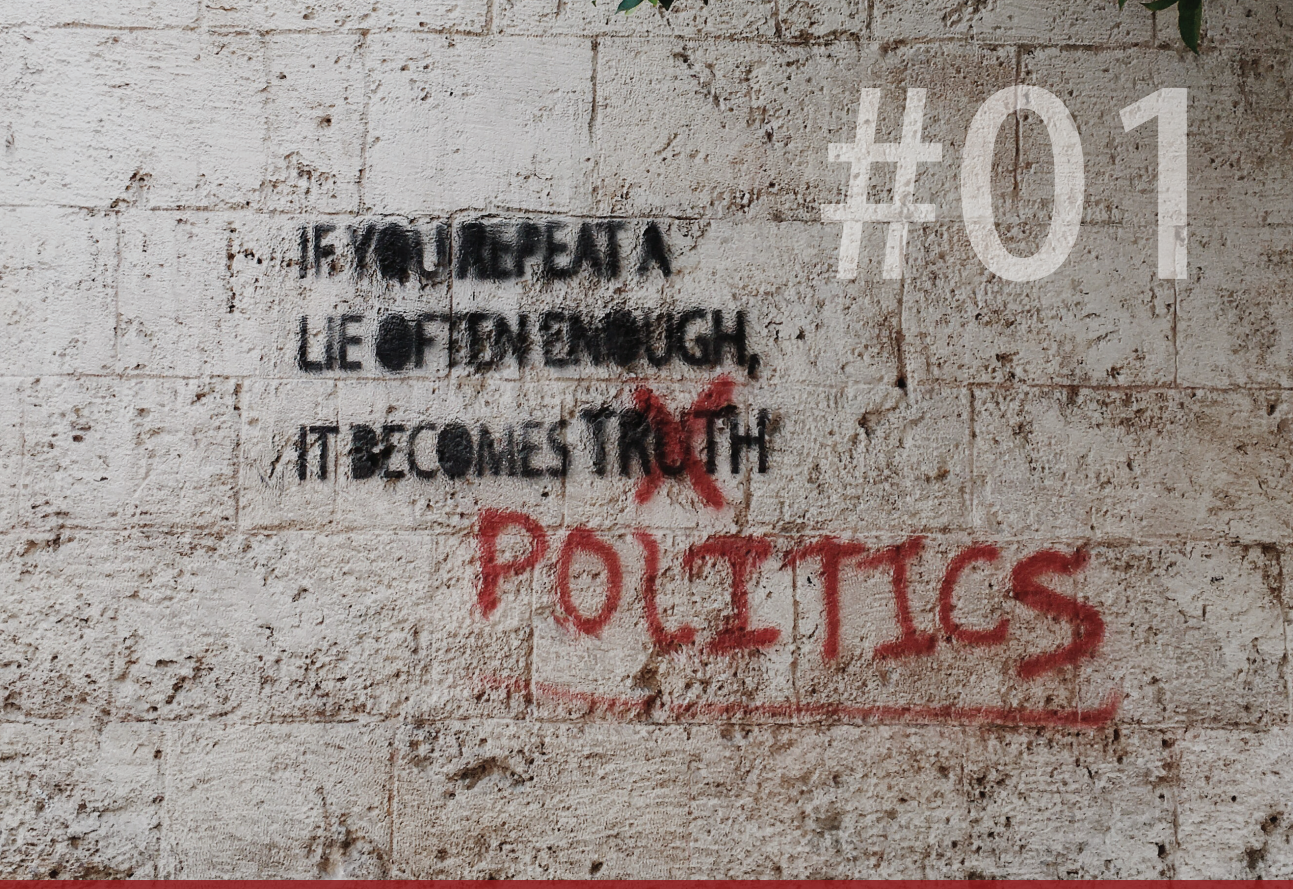


Populisme

La revue | 1/2021

Le premier numéro de Populisme reprend uniquement et exclusivement des articles consacrés au populisme déjà publiés ailleurs et dont les auteurs ont conservé les droits. Il valorise des articles plus anciens mais mis à jour partiellement ou totalement en 2021 ; des articles plus anciens inchangés mais précédés d'un texte introductif qui remet dans le contexte actuel l'article publié par le passé, par exemple en insistant sur les évolutions qui ont suivi la publication. Ce premier numéro de Populisme valorise aussi des articles publiés dans une langue mais inédit dans une autre à l'issue d'une traduction. À travers ces trois formules, ce numéro de lancement vise à donner une deuxième vie à des contributions plus anciennes.

Populisme

La revue | 1/2021

Presses Universitaires de Liège

Tél. : +32 (4) 366 50 22
Courriel : presses@uliege.be
Place de La République française, 41
Bât. O1 (7e étage)
4000 Liège – Belgium
Site : www.presses.uliege.be

© 2021
Tous droits de reproduction,
d'adaptation et de traduction
réservés pour tous pays

Maquette de couverture
et mise en page : Thierry Mozdziej

Populisme

La revue | 1/2021

Presses Universitaires de Liège

À PROPOS

La revue Populisme est une initiative du Professeur Jérôme Jamin et de son centre d'études Démocratie en partenariat avec les Presses Universitaires de Liège. Multidisciplinaire et interdisciplinaire par essence, elle propose deux numéros thématiques par an.

Direction - Jérôme Jamin
Secrétariat de rédaction - François Debras
Mise en page - Thierry Mozdziej
Mise aux normes - Isabelle Beaurain
Site internet - Geoffrey Bourseau

CONTACT

Jérôme Jamin
Courriel : jerome.jamin@uliege.be

Département de Science politique
Faculté de Droit, Science politique et Criminologie
Université de Liège (Bâtiment 31, Bureau r 13)
Quartier Agora
Place des Orateurs 3 Boîte 11
4000 Liège – Belgique

Site : www.populisme.be

LA REVUE POPULISME

S'il existe bien un concept qui fait l'objet d'un intérêt scientifique majeur tout en étant contesté dans sa force, son utilité voire sa validité, c'est le populisme ! Il en est ainsi par ce qu'il est mobilisé dans les médias et l'espace public, bien au-delà des cercles académiques et des revues savantes. Mais aussi parce qu'en fonction de ses significations et des terrains étudiés, il brouille les clivages traditionnels, interroge notre rapport à la démocratie, et s'offre sans réserve comme une injure disqualificatoire.

Multidisciplinaire et interdisciplinaire par essence, la revue ouvre ses pages à la fois aux contributions qui portent sur les formes que le populisme peut prendre à droite, à gauche, dans les milieux progressistes et conservateurs, sur les réseaux sociaux, à la télévision, au sein des partis traditionnels, etc. Mais elle accueille également des articles consacrés à la validité du concept et à l'usage abusif qui est fait de ce dernier dans certains contextes.

COMITÉ DE LECTURE

Nathalie Blanc-Noël - Université de Bordeaux
Jean-Yves Camus - Observatoire des radicalités politiques
Francis Dupuis-Deri - Université du Québec à Montréal
Paul Jackson - University of Northampton
Marlene Laruelle - George Washington University
Nicolas Lebourg - Université de Montpellier
Andrea Mammone - Royal Holloway University of London
François Provenzano - Université de Liège
Nathalie Schiffino - UCLouvain
Koen Vossen - Radboud University in Nijmegen
Pedro Zúquete - University of Lisbon

POPULISME
LA REVUE | 1/2021

“Moins de parlement et plus de participation ?”

Les partis populistes en Belgique et la démocratie (2007-2019)

Benjamin BIARD, Régis DANDOY

Benjamin Biard est docteur en science politique, chargé de recherches au sein du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) et chargé de cours invité à l'Université catholique de Louvain (UCLouvain). Ses principaux intérêts de recherches sont les partis d'extrême droite, le populisme, la politique belge et la démocratie.
CRISP, Place Quetelet 1A, 1210 Bruxelles, Belgique, b.biard@crisp.be

Régis Dandoy est professeur de science politique à l'Universidad San Francisco de Quito (Equateur) et chargé de cours invité à l'ULB. Ses recherches portent principalement sur la politique belge et comparée, les élections et les programmes électoraux.
Université Libre de Bruxelles, Centre d'Étude de la Vie politique (CEVIPOL), Campus du Solbosch - CP 124, Avenue F.D. Roosevelt, 50, 1050 Bruxelles, regis.dandoy@ulb.be

Résumé

Les rapports qu'entretiennent les partis populistes avec la démocratie sont ambigus. Deux grandes traditions politologiques s'opposent notamment quant à la question de savoir si ces partis populistes constituent une menace pour les régimes démocratiques contemporains ou si, à l'inverse, ils renforcent ces derniers. Au-delà de ces débats scientifiques, les partis populistes eux-mêmes se présentent comme étant à la pointe en matière de démocratie alors que leurs opposants dénoncent les risques que ceux-ci lui font courir. Sur la base d'une analyse longitudinale des programmes électoraux de cinq partis populistes belges (VB, FN, LDD, PP, PTB), cet article propose d'explorer empiriquement les relations entre les partis populistes et la démocratie, et ce à travers différents modèles de démocratie. S'il existe des spécificités propres à chaque parti étudié, l'analyse suggère que tous entretiennent un rapport idéologique à la démocratie qui est comparable et que tous se prononcent favorablement ou, au contraire, dénoncent les mêmes modèles de démocratie. L'article conclut que, au regard de leurs préférences en matière démocratique, il n'est pas de distinction à opérer selon le positionnement des partis populistes sur l'axe gauche-droite, selon l'espace linguistique dans lequel ils se développent ou encore selon leur place dans le système politico-médiatique.

Mots-clés

Partis populistes, populisme, démocratie représentative, démocratie participative, démocratie délibérative, technocratie, Belgique, programmes électoraux, élections.

© POPULISME
LA REVUE

1. Introduction[1]

Les rapports qu'entretiennent les partis populistes avec la démocratie sont ambigus. Tantôt présentés comme une menace pour les régimes démocratiques contemporains, ils se veulent pourtant être à la pointe en matière de démocratie, comme en atteste, par exemple, le mot d'introduction de Marine Le Pen dans son programme électoral en vue de l'élection présidentielle française de 2017 (p. 2) :

> « Mon projet, vous pourrez le constater, consiste en une véritable révolution de la proximité. Proximité démocratique : je veux que les décisions soient prises au plus près des citoyens et directement contrôlées par eux […] ».

Bien que la littérature aborde souvent ce rapport entre la démocratie et les partis populistes d'un point de vue théorique, elle l'aborde peu en détail et empiriquement. Ainsi, la démocratie n'est pas un concept unique et différents types de démocratie peuvent être distingués et investigués séparément. Par ailleurs, le populisme est souvent vu en science politique davantage comme un style politique plutôt que comme une idéologie (voy. par exemple Jagers et Walgrave, 2007 ; Jamin, 2009 ; Biard, 2020). Pour des raisons de positionnement dans un système partisan concurrentiel, ce style populiste se greffe alors à une idéologie, qui peut être de gauche ou de droite. Dès lors que nous nous accordons sur cette façon de concevoir le populisme, il convient de comparer ces différents types de populisme – qui sont développés par des partis politiques – afin de comprendre comment ils construisent leur discours face à la démocratie et à ses variantes.

2. Les partis populistes et la démocratie

2.1. Un rapport ambigu avec la démocratie

Le populisme est un concept qui a été au cœur de très nombreux débats scientifiques quant à ce qu'il recouvre. Néanmoins, il devient possible de dégager une définition minimale, ou un « noyau dur » du populisme (Rooduijn, 2014). Celui-ci

1 Cet article se base sur un chapitre publié en 2018 par les mêmes auteurs et en propose une mise à jour, incluant les données relatives à la campagne électorale de 2019. Publication d'origine : Biard B. et Dandoy R., « Les préférences démocratiques au sein des partis populistes en Belgique », *in* Biard B. (dir.), *L'État face à ses transformations*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2018, pp. 231-257.

se base sur l'opposition fondamentale créée entre un peuple homogène – considéré comme étant bon et paré de toutes les vertus – et une élite plurielle – désignée comme poursuivant ses propres intérêts et parée de tous les vices. Les populistes présentent cette opposition comme une opposition verticale, en ce sens que les élites confisqueraient le pouvoir au peuple, alors qu'ils proposeraient, eux, de le lui rendre (Elchardus et Spruyt, 2016). Si cette opposition peuple-élite est essentielle pour caractériser le populisme, le rapport qu'entretient le populisme avec la démocratie est lui aussi très important.

La notion de démocratie fait partie intégrante du concept de populisme, et ce dès les premiers travaux sur la question (voy. par exemple Ionescu et Gellner, 1969 ; Canovan, 1981 ; Taguieff, 1997). Ceci explique d'ailleurs la mutation qu'ont opérée certains partis d'extrême droite dans le courant des années 1990 (Widfeldt, 2010). Si l'extrême droite traditionnelle se caractérise par un antidémocratisme intrinsèque (Betz,1998 ; Mudde, 2007), cela n'est pas le cas du populisme de droite radicale, qui se développe généralement dans un cadre démocratique (Albertazzi et Mueller, 2013). Plus encore, les partis populistes revendiquent un profond attachement à la démocratie et à ses valeurs. En ce sens, ils dénoncent d'ailleurs un déficit démocratique et formulent des propositions visant, selon eux, à démocratiser davantage les processus décisionnels. Comme l'indique Jamin (2009 : 275), « la demande de plus de démocratie et la volonté du peuple d'évincer l'ensemble des parasites qui grouillent entre la volonté du peuple et sa réalisation effective témoignent d'un discours qui se présente comme étant en faveur d'une véritable démocratie ». Les populistes en appellent donc au référendum et/ou à l'initiative populaire afin de prendre des décisions publiques. En outre, même lorsque ces outils de la démocratie directe sont disponibles et régulièrement mobilisés, comme en Suisse, un appel à davantage de démocratie continue à caractériser ces partis et leur rhétorique (Biard, 2019a). En Suisse, par exemple, cela se traduit par une critique du mode de scrutin majoritaire qui s'applique au Conseil des États, ou au mode d'élection (par les parlementaires et non directement par les citoyens) des membres de l'exécutif fédéral (Conseil fédéral).

Outre la défense de la démocratie comme mode de gouvernement, le populisme dans sa version de droite radicale se pose également comme défenseur de la démocratie comme « société prônant des valeurs de liberté, d'égalité et de laïcité » (Debras, 2016 : 554). En ce sens, c'est surtout face à un « prétendu autoritarisme européen ou un prétendu totalitarisme islamique » (Debras, 2016 : 564) que le populisme de droite radicale défend la démocratie. Quelle que soit la conception de la démocratie à laquelle il est fait référence, c'est en relation étroite avec elle que le populisme entend se développer (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2012).

Le rapport qu'entretient le populisme avec la démocratie demeure néanmoins ambigu. Deux types de travaux s'opposent quant à la manière avec laquelle le populisme doit être perçu. Tantôt, il est considéré comme renforçant la démocratie, tantôt comme constituant une menace à son égard. Les chercheurs qui considèrent que le populisme renforce la démocratie saluent essentiellement sa qualité d'inclusion de groupes sociaux marginalisés (comme les Indigènes en Amérique latine) au sein des processus décisionnels, ou encore sa qualité de revitalisation du débat public, en amenant de nouveaux enjeux au centre des discussions (voy. par exemple Laclau, 2005 ; Huber et Schimpf, 2015). Selon d'autres auteurs, le populisme est un danger pour l'état des démocraties, essentiellement dans leurs aspects libéraux (voy. par exemple Akkerman, 2003 ; Albertazzi et Mueller, 2013 ; Urbinati, 2014 ; Gerodimos, 2015). Selon eux, ce sont les droits des minorités, certaines libertés fondamentales (comme la liberté d'expression ou d'association) ainsi que l'équilibre des pouvoirs qui sont menacés par la présence de partis populistes dans le jeu politique. Mudde et Rovira Kaltwasser (2013) mettent en garde quant à ces deux conceptions du populisme puisqu'ils considèrent que, selon le contexte (en fonction de la période historique étudiée ou du système politique, par exemple), le populisme peut soit être un danger, soit un correctif pour la démocratie. De façon moins normative et dépassant cette façon binaire de concevoir le rapport entre populisme et démocratie, Taggart considère enfin que le populisme est un baromètre de la santé démocratique, qu'il est « *a gauge by which we can measure the health of representative political system* » (Taggart, 2000 : 115).

2.2. Préférences démocratiques des partis populistes

Si les rapports théoriques qui existent entre populisme et démocratie ont donc été investigués, ils l'ont peu été d'un point de vue empirique. Sur la base des programmes électoraux de cinq partis populistes belges (Vlaams Belang, Front National, Lijst Dedecker, Parti populaire, Parti du travail de Belgique), cet article entend étudier de façon systématique ces rapports entre populisme et démocratie ; la démocratie étant entendue dans un sens procédural. Ainsi, pour analyser ces rapports en profondeur, quatre modèles de démocratie vont être distingués : la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie délibérative, et la technocratie (Caluwaerts *et al.*, 2017).

Tout d'abord, la littérature a abondamment mis en évidence la critique formulée par les partis populistes de droite radicale à l'égard de la démocratie représentative (voy. par exemple Taggart, 2000 ; Jamin, 2009 ; Godin, 2012). Comme le souligne Moffitt (2016 : 145) : « *populism, in its evocation and performance of 'the people', can […] work to correct notions of democratic politics that see 'the*

people' as a purely constituted democratic subject that exists to delegate power to representatives to rule on their behalf. Rather, in its ability to make politics more accessible and relatable, as well as stressing the power of 'the people', populism acknowledges the constituent power of 'the people' ». Cette remise en cause de la démocratie représentative résulterait, d'une part, de la complexité et de l'opacité qu'elle induit en termes décisionnels et, d'autre part, de l'imperfection de la représentation elle-même. L'éloignement des centres de prises de décision – avec le processus d'intégration européen particulièrement – rendrait la représentation très indirecte et accroîtrait ainsi la distance entre les citoyens et les décideurs publics (Taggart, 2002). Dès lors, critiquer la démocratie représentative devient aisé pour les partis populistes. L'argument traditionnellement avancé par les populistes pour rejeter la démocratie représentative repose en outre sur une supposée trahison des élites. Comme l'indique Surel (2004 : 106), « reprenant d'une certaine façon l'idée rousseauiste selon lequel la représentation suppose nécessairement la trahison, le populisme encourage dès lors un régime faisant une part moindre aux logiques médiatrices ». Étant donné ces constats théoriques dont il est largement fait mention dans la littérature, nous postulons que les partis populistes belges se prononcent en faveur d'une révision profonde du système représentatif belge. Cela passe par la réduction du pouvoir décisionnel du Parlement et des représentants élus, par exemple en diminuant leur nombre ou en renforçant les règles de révision de la Constitution.

> *Hypothèse 1. Les programmes électoraux des partis populistes contiennent des propositions visant à réduire le pouvoir du Parlement et des représentants.*

Cette critique de la démocratie représentative est classiquement formulée en parallèle à certaines propositions visant à défendre la démocratie participative (voy. par exemple Taggart, 2002 ; Debras, 2016). De manière ultime, le but des populistes est de « rendre au peuple sa souveraineté ». La volonté générale du « peuple » est considérée comme étant la base de la démocratie et, en ce sens, ne devrait être limitée en rien ; qu'il s'agisse de partis ou hommes politiques, ou de textes légaux ou constitutionnels (Mudde, 2007). Particulièrement, comme l'indique Mudde (2004 : 554), « *people have become better educated and more emancipated. As a consequence of the egalitarianism of the 1960s, citizens today expect more from politicians, and feel more competent to judge their actions* ». Face à cette « émancipation des citoyens », les populistes proposent une série de mesures leur permettant de participer directement au processus décisionnel. Dès lors, notre deuxième hypothèse postule que les partis populistes proposent, parallèlement à leur volonté de réduire le pouvoir des représentants, de créer de nouveaux mécanismes participatifs, ainsi que de mobiliser davantage ceux qui existent déjà. Étant donné l'absence historique de référendum ou d'initiative populaire en Belgique, une attention particulière peut être portée à l'égard de ces outils de démocratie participative.

Hypothèse 2. Les programmes électoraux des partis populistes contiennent des propositions visant à créer et renforcer les mécanismes participatifs.

De la même manière, il importe de porter notre regard sur la démocratie délibérative. La démocratie délibérative est une conception de la démocratie qui repose sur le discours et l'échange d'arguments entre les acteurs concernés par les décisions (Elster, 1998). Si la littérature ne mentionne quasiment jamais ce modèle de démocratie lorsqu'elle traite du populisme (à quelques exceptions près, notamment Zaslove *et al*. [2020] qui indiquent que les électeurs ayant des attitudes populistes sont plus enclins à soutenir des formes de démocratie délibérative), il importe d'y accorder une attention particulière puisqu'il s'agit, ici aussi, de rendre la parole au « peuple », et donc de diminuer le pouvoir accordé aux élites. Plus fondamentalement, lorsque des recherches traitent du rapport entre le populisme et la démocratie, il est souvent fait mention de démocratie directe ou participative. Néanmoins, distinguer la démocratie participative de la démocratie délibérative est essentiel afin de mieux cerner sur quel modèle de démocratie les partis populistes de droite radicale entendent s'appuyer. Nous posons donc l'hypothèse – intuitive – selon laquelle les programmes électoraux des partis populistes incluent également des propositions visant à renforcer la démocratie délibérative.

Hypothèse 3. Les programmes électoraux des partis populistes contiennent des propositions visant à renforcer la démocratie délibérative.

Enfin, la dernière préférence démocratique n'est pas un modèle de démocratie *per se* puisqu'il s'agit de la technocratie. Par essence, les partis populistes de droite radicale sont reconnus comme rejetant toute délégation de pouvoir aux experts (Canovan, 1981 ; Charaudeau, 2011). Cela découle de la conception antagoniste de la société que créent les populistes, entre le peuple et les élites ; les experts étant assimilés aux élites. Toutefois, si les partis populistes ne se prononcent pas en faveur d'une technocratie, il n'en est pas nécessairement de même pour leur électorat. D'une manière générale, par exemple, il a été démontré que les citoyens belges étaient plus favorables à une technocratie qu'à une démocratie représentative (Caluwaerts *et al*., 2017). Plus spécifiquement, partant du postulat de Pauwels (2014 : 159) selon lequel « *the call for more decision making through referendums is an important motive to vote for populist parties in general* », Bowler *et al*. (2017) ont mené une recherche sur les électeurs des partis populistes de droite radicale et ont montré que, de fait, ces électeurs se montrent les moins satisfaits avec le fonctionnement démocratique et les institutions démocratiques. Néanmoins, contrairement aux attentes de Pauwels, si les candidats de ces partis se prononcent effectivement en faveur de davantage de démocratie participative, ce n'est pas tant le cas des électeurs qui, eux, ne réclament pas plus de participation, par exemple *via* des référendums. Selon les auteurs, ces électeurs seraient ainsi des « *stealth democrats* » (Hibbing et Theiss-Morse, 2002), c'est-à-dire qu'ils ne souhaitent pas être impliqués

davantage dans les processus décisionnels mais que, au contraire, ils préfèrent déléguer le pouvoir décisionnel à des experts qui devraient, selon eux, gouverner de manière empathique et dans le sens du bien commun. Cela permet de questionner légitimement les propositions concrètes formulées par les partis populistes en Belgique à propos de la technocratie. Malgré cette contradiction entre un rejet de la technocratie par les partis populistes et une relative acceptation des experts par l'électeurs populistes, nous estimons que les partis populistes prennent une position claire et négative sur cet enjeu. Nous testerons donc l'hypothèse selon laquelle les programmes électoraux des partis populistes comportent des propositions visant à réduire le rôle des experts dans le processus de prise de décision.

> *Hypothèse 4. Les programmes électoraux des partis populistes contiennent des propositions visant à réduire la technocratie.*

3. Méthodologie

Cet article vise à cerner la place qu'occupe et qu'a occupée la démocratie dans les programmes électoraux des partis populistes. Pour ce faire, les programmes électoraux pour les élections fédérales de chacun des partis étudiés vont être analysés quantitativement. Ensuite, une approche qualitative permettra d'étudier de façon détaillée le type de démocratie que défendent ces partis politiques. En science politique, la méthode la plus commune afin de comprendre les positions d'un parti est celle de l'étude de son programme électoral. Un programme électoral est un document rédigé directement par le parti, bien souvent ses leaders et ses structures internes, et parfois avalisé lors d'un congrès ou d'une assemblée générale. Contrairement aux discours et autres interventions publiques des leaders ou des candidats d'un parti, le programme est donc un document officiel qui engage l'ensemble du parti lors de la campagne électorale, qui sert de source d'information (parfois idéalisée) pour les électeurs et qui souvent sert de guide politique pour le comportement des élus après l'élection. Lors de chaque campagne électorale, les partis politiques rédigent des programmes différents et originaux, rendant l'analyse des programmes électoraux particulièrement ardue, principalement lorsqu'il s'agit de les comparer. Un programme électoral est en effet fortement lié à l'environnement politique et aux thématiques de campagne dans lesquels il se situe. Il n'est pas rare de trouver une grande proximité entre les programmes de différents partis politiques, tout simplement parce qu'ils ont été rédigés au même moment. Comparer le contenu des programmes d'un parti dans le temps nécessite donc de prendre en compte le contexte de la campagne dans laquelle ils se situent.

La comparaison au cœur de cet article repose sur cinq études de cas de partis populistes belges. Cette comparaison est originale en ce sens que la majorité des études portant sur des cas de partis populistes traitent d'un seul cas par pays (De Lange et Mudde, 2015). Par ailleurs, plusieurs études ont mis en évidence que les partis populistes se développent particulièrement dans des démocraties consociatives (Andeweg, 2001 ; Hakhverdian et Koop, 2007). Étant donné le caractère consociatif de la démocratie belge (Lijphart, 1999), il est pertinent d'investiguer des cas de partis s'y développant pour mieux comprendre le rapport qu'ils entretiennent avec la démocratie en termes de propositions électorales. Enfin, pour tester l'ensemble des hypothèses posées, étudier cinq cas de partis populistes – de droite et de gauche – en Belgique est particulièrement adapté.

En effet, la Belgique a de tout temps été un terrain fertile pour l'émergence des partis populistes. Parmi les partis populistes belges les plus étudiés, le Vlaams Blok/Vlaams Belang apparaît à la première marche du podium étant donné sa longévité dans le système politique belge et sa capacité à obtenir un grand nombre de suffrages (voy. par exemple Lubbers *et al.*, 2000 ; Thijssen, 2001 ; Swyngedouw et Ivaldi, 2001 ; Damen, 2001 ; Coffé *et al.*, 2007 ; Pauwels, 2011 ; Poznyak *et al.*, 2011 ; Biard, 2019b). Côté francophone, c'est le Front National qui a souvent été étudié (voy. par exemple Rea, 1996 ; Swyngedouw, 1998 ; Coffé, 2005 ; Delwit, 2007, 2011a), tandis que des travaux plus récents se sont penchés sur la Lijst Dedecker (voy. par exemple Van Aelst *et al.*, 2007 ; De Ryck *et al.*, 2008 ; Pauwels, 2010). À l'inverse, les partis populistes de gauche et le Parti Populaire sont beaucoup moins traités par la littérature (pour quelques exceptions, voy. Delwit, 2011b, 2014 ; Wauters et Pittoors, 2019 ; Van Dijk *et al.*, 2020).

Plus récemment, ces partis sont non seulement parvenus à engranger certains succès électoraux (parfois importants) mais aussi, dans certains cas, à entrer au Parlement. Dans le cadre de cet article, nous analysons tous les partis populistes qui ont obtenu au moins un siège au Parlement fédéral pendant la période de 2007 à 2019. Ainsi, ce ne sont pas moins de cinq partis populistes qui sont analysés, présentant un équilibre entre partis francophones et néerlandophones, de gauche et de droite, radicaux et modérés : le Vlaams Belang (VB, Intérêt Flamand, parti néerlandophone de droite radicale), la Lijst Dedecker (LDD, Liste Dedecker, parti néerlandophone de droite), le Front National (FN, parti francophone de droite radicale), le Parti Populaire (PP, parti francophone de droite radicale) et le Parti des Travailleurs de Belgique (PTB, parti francophone de gauche radicale). Par conséquent, 15 programmes électoraux ont été intégralement analysés, représentant un total de 405.513 mots[2].

2 Nos analyses se basent sur la version en langue française du programme électoral dans le cas de partis rédigeant leurs programmes dans différentes langues (par exemple le PTB-PVDA).

Tableau 1. Longueur des programmes électoraux analysés (en nombre de mots)

	2007	2010	2014	2019
VB	10.394	5.377	13.616	42.629
LDD	15.266	575	n.a.	n.a.
FN	11.087	11.774	n.a.	n.a.
PTB	20.841	27.217	83.364	131.159
PP	n.a.	7.362	17.918	6.934

Note : Le PP n'a été créé qu'en 2009. Le FN a été empêché par la justice de participer aux élections de 2014 et de 2019 sous le nom, le sigle et l'emblème du Front National. En pleine déliquescence, la LDD n'a pas rédigé de programme électoral pour les élections de 2014 et Jean-Marie Dedecker s'est présenté sur une liste N-VA en 2019.

4. Résultats

L'analyse de contenu des programmes électoraux des partis populistes pour les élections fédérales de 2007 à 2019 est éclairante à plus d'un titre. Sur la base d'une analyse quantitative, elle permet d'évaluer la place dédiée à la thématique de la démocratie dans les programmes électoraux. Notre codage a été relativement conservateur puisque toute une série de concepts liés de près ou de loin à la démocratie ont été exclus des calculs. Il s'agit par exemple des thématiques telles que les droits et libertés (droit à la vie privée, liberté d'expression, etc.), le respect et la protection des minorités, ou encore le respect de la Constitution. De même, tout un ensemble de mots et d'expressions n'ont pas été pris en compte (par exemple les mots « social-démocrate » ou « République démocratique du Congo »). La fréquence de phrases et de quasi-phrases liées à la démocratie a été calculée sur l'ensemble de chaque programme électoral et reprise dans le Tableau 2.

En moyenne, les partis populistes consacrent 4,73 % de leurs programmes électoraux à la présentation de leurs propositions et promesses électorales en matière de démocratie. Ce nombre varie fortement selon les élections et les partis. Ainsi la démocratie est plus présente dans les programmes électoraux rédigés pour les élections fédérales de 2019 comparativement aux précédentes élections. Le parti populiste de droite radicale PP met le plus l'accent sur la démocratie, en comparaison des programmes des partis populistes de droite (LDD) et de gauche radicale (PTB) jusque 2014. Notons néanmoins que la LDD ne traite pas du tout de la thématique de la

démocratie dans son programme de 2010, probablement à cause de la brièveté de ce document. Cette exception mise à part, il n'apparaît pas y avoir de lien entre la longueur du programme électoral et le nombre de références à la démocratie. Enfin, il ne semble pas y avoir de larges différences entre les partis francophones et néerlandophones en ce qui concerne la fréquence de leurs promesses électorales en matière de démocratie.

Tableau 2. Fréquence de la thématique « démocratie » dans les programmes électoraux

	2007	2010	2014	2019	Moyenne
VB	5,53 %	4,48 %	0,97 %	5,17 %	4,04 %
LDD	3,67 %	0,00 %	n.a.	n.a.	1,84 %
FN	3,87 %	4,76 %	n.a.	n.a.	4,32 %
PTB	3,07 %	3,16 %	2,69 %	7,88 %	4,20 %
PP	n.a.	10,45 %	3,90 %	10,35 %	8,23 %
Moyenne	4,04 %	4,57 %	2,52 %	7,80 %	

4.1. Démocratie : quelle définition ?

À l'exception de la LDD en 2010, tous les partis politiques populistes belges abordent la démocratie dans leurs programmes électoraux à l'occasion des élections fédérales. Aucun parti ne remet en question les bienfaits de la démocratie ou ses avantages pour le futur de la Belgique. Tous les partis populistes considèrent la démocratie comme un enjeu de valence (*valence issue*), opposé aux enjeux de positionnement sur lesquels les partis sont pour ou contre. Comme l'exprime le VB dans son programme, « *[h]et Vlaams Belang kiest uitdrukkelijk voor de democratie als politiek model* » (VB 2010).

Mais si tous les partis populistes entendent défendre et – dans certains cas – étendre la démocratie, quel type de démocratie envisagent-ils ? L'analyse des programmes électoraux nous renseigne sur cette définition. À la base de la démocratie, nous retrouvons le rôle du citoyen, du peuple ou de la population. « La notion-clé, en régime démocratique, est la participation du peuple à son destin » (FN 2007) tandis que « *Vlaanderen moet een echte democratie worden van vrije burgers die bepalen wat de politici moeten doen* » (VB 2019). Mais la démocratie telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée en Belgique n'est pas pleinement satisfaisante pour les partis

populistes. Pour le PTB, la démocratie est aujourd'hui réduite à une simple et banale activité de marché où les citoyens sont considérés comme les consommateurs de cette politique car ils ne prennent pas/plus part à la politique et à la prise de décision (PTB 2014, 2019).

Ainsi, certains partis populistes souhaitent une démocratie plus directe, plus dynamique, plus axée sur la participation (PTB 2014), tandis que d'autres souhaitent une véritable réinvention de la démocratie et une modernisation du système politique (LDD 2007). L'objectif de ces propositions électorales est donc de remettre le citoyen au centre du processus démocratique et de restaurer la confiance que les citoyens ont dans les institutions. Le FN va plus loin dans cette idée lorsqu'il affirme que « [l]a démocratie implique aussi la possibilité de manifester ou de refuser le consentement du citoyen aux professionnels de la politique » (FN 2005).

La démocratie est en outre souvent définie comme opposition à un système en place. Ainsi, pour de nombreux partis populistes, la démocratie se voit opposée à la particratie et à toutes les pratiques qui en découlent, telles que les nominations politiques, le népotisme ou le clientélisme électoral (FN 2007, 2010, LDD 2007, PP 2010, 2014, 2019, PTB 2014, 2019, VB 2019). Plus particulièrement, le gouvernement est souvent vu comme une menace contre la démocratie, principalement à cause de ses bases particratiques, mais également à cause de sa trop grande perméabilité aux lobbys et aux groupes de pression (PTB 2007, 2010, 2019, LDD 2007) ou au poids important de l'Union européenne sur ses projets de lois (PTB 2014). Les propositions sont ainsi nombreuses pour réduire les pouvoirs du gouvernement, à commencer par une réduction du nombre de ministres (et de leurs salaires), une réduction de la taille des cabinets ministériels (voire leur suppression complète pour le PTB en 2007, 2010 et 2014 et le VB en 2019), ou encore une révocation des mandats politiques[3]. Plus récemment, les programmes électoraux des partis populistes mettent également en avant le déficit démocratique et les conflits d'intérêts issus du cumul de mandats à différents niveaux de pouvoir ainsi qu'au niveau d'autres entités comme les intercommunales ou les sociétés cotées, les multinationales et les banques (VB 2019, PTB 2019), voire proposent une limitation à maximum trois mandats politiques consécutifs pour les députés et les ministres (PP 2019).

La non-séparation des pouvoirs est également vue comme une conséquence de la particratie en Belgique. Face aux partis, l'indépendance du pouvoir judiciaire doit tout particulièrement être préservée. Un autre type de menace pour la démocratie provient des médias. Les médias sont souvent accusés de déformer l'information,

3 Pour le PP et le PTB, une destitution des mandats devrait être instaurée, mais les partis n'en précisent pas les modalités, ni les conditions à l'exception de cas d'enrichissement personnel et de corruption (PP 2010, PTB 2014).

d'influencer les électeurs et les citoyens et surtout de diaboliser les partis non traditionnels. La cause du danger médiatique serait principalement issue de la particratie et de la politisation des journalistes qui en découlerait. Le FN et le VB proposent ainsi que les médias deviennent plus indépendants et objectifs et soient dépolitisés. Ce dernier parti dénonce également le fait que la lutte contre les « *fake news* » est utilisée comme instrument de censure politique envers certains partis (VB 2019).

Afin de préserver le système politique, différentes solutions sont proposées, que nous regroupons en quatre ensembles selon le type de démocratie mobilisée : représentative, participative, délibérative, technocratique[4]. À ces solutions (voy. ci-dessous), il faut également ajouter le respect de la Constitution, considérée comme une des fondations de la démocratie moderne (principalement en ce qui concerne la séparation des pouvoirs), ou la suppression ou une meilleure tutelle sur les intercommunales qui sont accusées d'être composées de manière peu démocratique et d'abuser dans la rémunération de leurs administrateurs.

Dans le cadre de cet article, nous nous concentrons sur les promesses électorales formulées dans les programmes électoraux pour les élections fédérales, s'adressant *de facto* à la démocratie dans un cadre politique belge. Il est néanmoins à remarquer que de nombreux programmes électoraux analysés traitent également du déficit démocratique au niveau européen, voire le caractère totalitaire et fondamentalement non démocratique de l'Union européenne (voy. par exemple le programme du VB en 2019). Leurs propositions mentionnent entre autres une limitation du rôle de la Commission européenne, du Conseil des ministres, et des lobbys (entreprises, groupes financiers, organisations patronales, etc., qui exerceraient une influence considérable sur les institutions européennes, en ce compris la Cour de justice) et un renforcement du Parlement européen[5] dans sa composition et ses compétences et comme outil de contrôle démocratique de la Commission (y compris sa désignation et sa révocation). À l'inverse, le VB propose la suppression pure et simple de la Commission et du Parlement européens, ainsi que des entités telles que le Comité économique et social européen, le Comité des régions ou encore le Service européen pour l'action extérieure (VB 2019). Dans certains scénarios, les citoyens se verraient également accorder le droit de vote lors de référendums pan-européens ou le droit d'initiative législative. Enfin, le PTB souhaite également démocratiser le fonctionnement des Nations unies, en renforçant l'Assemblée générale et en réformant le Conseil de sécurité.

4 Ces concepts de science politique ont percolé dans le vocabulaire programmatique des partis politiques. Ainsi la LDD traite explicitement de « *directe democratie* » et de « *representatieve democratie* » dans son programme électoral de 2007 pour faire référence à certains traits institutionnels présents dans le système politique belge.

5 Certains partis proposent en parallèle de réduire le nombre de députés européens et leurs salaires, ainsi que d'arrêter la délocalisation mensuelle du Parlement européen entre Bruxelles et Strasbourg.

Certains partis populistes ont également une vision englobante de la démocratie, en ce qu'elle dépasserait le cadre strictement politique ou institutionnel et qu'elle concernerait d'autres aspects de la vie en société ou des politiques publiques. Par exemple, le VB oppose deux démocraties : une démocratie en Wallonie qui serait de gauche et marxiste, en opposition à une démocratie en Flandre plus de droite et éprise de liberté (VB 2019). Le parti de gauche radicale PTB insiste dans ses programmes électoraux sur l'importance de la démocratie au sein des entreprises et des sociétés et institutions publiques, dans les secteurs bancaire, de l'énergie (par exemple pour l'électricité et le chauffage), de la numérisation, de la santé (par exemple pour les médicaments), de l'enseignement, de la recherche, de l'environnement, des politiques sociales (par exemple en matière de pauvreté, de handicap et de soin aux personnes âgées) et de la sécurité sociale (par exemple pour les allocations familiales et les pensions), dans les causes de la dette publique ou encore dans la gestion du marché libre, dominé par quelques grandes entreprises multinationales.

4.2. Modèles de démocratie

4.2.1. Démocratie représentative

Les élections sont considérées comme la base de la démocratie par les partis populistes. Elles permettent à tous les citoyens de s'exprimer et de se voir représentés par leurs élus et elles permettent de légitimer les actions de l'État. Les élections permettent souvent à ces partis d'exister dans le débat public et d'essayer d'obtenir un siège afin de raffermir leur position. Les électeurs sont ainsi invités à exprimer un vote protestataire, à l'encontre des partis traditionnels (FN 2010).

Contrairement à l'idéologie du VB dans les années 1980 et 1990 – où la fermeture du Parlement était proposée (Swyngedouw et Ivaldi, 2001) –, les partis populistes étudiés dans cet article sont unanimes : ils souhaitent plus de démocratie représentative. Ils se plaignent non seulement de la période de temps trop longue entre deux élections (FN 2010), mais ils souhaitent également plus d'élections. L'élection directe du bourgmestre est ainsi souvent prônée par les partis populistes (VB 2007, 2010, 2019, FN 2010), ainsi que celle des conseillers de CPAS (VB 2007, 2010), du ministre-président flamand (VB 2019), des présidents de tribunaux et des procureurs (PP 2019), des commissaires de police et chefs de corps (PP 2019), voire celle d'un éventuel président européen (PP 2014, 2019). Dans le même ordre d'idées, mais dans le domaine social, le PTB souhaite que les élections sociales soient élargies à

toutes les entreprises de moins de 20 travailleurs et le droit de vote élargi à d'autres catégories de travailleurs (PTB 2010, 2019)[6].

En ce qui concerne l'institution parlementaire, le point de vue des partis populistes est quasiment unanime : il faut non seulement préserver le Parlement (lisez ici : le Parlement fédéral), mais aussi (et surtout) en renforcer les compétences et/ou les pouvoirs. Le Parlement est ainsi vu par le VB comme le pilier de la démocratie (VB 2010) tandis que pour le FN, le Parlement « doit conserver toutes ses prérogatives » et il convient de « conforter le pouvoir du Parlement » (FN 2007). Pour le PTB, « il serait plus démocratique […] d'octroyer plus de pouvoirs et plus de moyens aux parlementaires élus » (PTB 2007, 2010), ce qui entre en contradiction avec les observations de Delwit (2014) qui indiquent que ce parti se situerait dans le « déni de la démocratie représentative ». Le Parlement est vu comme étant une institution permettant de représenter directement l'opinion des citoyens. Pour le VB, le Parlement (flamand) est d'ailleurs le seul représentant du peuple (flamand) (VB 2007).

Les partis populistes estiment globalement que les pouvoirs du Parlement doivent ainsi être renforcés. Ce renforcement concerne tout d'abord les deux missions traditionnellement attribuées au Parlement : (1) le contrôle du gouvernement et (2) la mise en place de la législation. Le Parlement est ainsi vu comme un rempart démocratique contre le gouvernement et la particratie. Son rôle en matière de contrôle du gouvernement doit être renforcé (FN 2007, LDD 2007). Le PTB va plus loin en proposant que le Parlement national ait le droit d'approuver ou désapprouver au préalable une position que le gouvernement adoptera au sein des instances européennes (PTB 2007, 2010).

Les partis populistes mettent également l'accent sur le renforcement du Parlement en ce qui concerne le processus législatif. Pour le PTB, seuls 5 % des lois sont initiées par le Parlement, le reste étant pris en charge par le gouvernement (qui serait influencé directement par les lobby*s* – principalement patronaux et financiers – ou indirectement dans le cas des transcriptions des directives de l'Union européenne). Cependant pour ce même parti, la préparation des lois ne devrait incomber ni au gouvernement (et ses cabinets), ni au Parlement, mais bien aux fonctionnaires (PTB 2007, 2010). Le pouvoir législatif du Parlement pourrait être complété par un droit d'initiative législatif des citoyens (LDD 2007), ainsi qu'auprès du Parlement européen (PTB 2007, 2010).

6 Pour être complet, précisons que le PTB dénonce dans certains cas le recours à des élections anticipées, qui seraient instrumentalisées afin d'imposer certaines mesures socio-économiques à la population (PTB 2014).

Néanmoins, les programmes électoraux plus récents dénoncent l'organisation concrète du Parlement et ses moyens de fonctionnement. Ainsi, le nombre de députés doit être réduit (VB 2019) – le PP propose par exemple de réduire leur nombre de 150 à 120 (PP 2019) –, tandis que les moyens de fonctionnement du Parlement doivent décroître (VB 2014). Le PTB propose de diviser par deux le salaire des députés, de réduire le montant de leurs pensions, de supprimer leurs indemnités de départ et de rendre public leurs mandats et leur patrimoine (PTB 2019).

Pour le PTB, le plus grand danger pour la démocratie représentative réside dans le poids des lobbys, particulièrement les associations patronales et les groupes financiers et économiques. Au niveau européen, de puissants lobbys parviendraient à dicter 97 % de l'agenda législatif européen (PTB 2007, 2010), principalement en matière socio-économique, et échappent à tout contrôle démocratique (PTB 2014). À l'inverse, le parti de gauche radicale estime que des syndicats forts constituent un pilier de la démocratie et souhaite renforcer l'intégration d'acteurs de la société civile – comme les associations ou différents conseils consultatifs – dans l'élaboration de la législation et des politiques publiques (PTB 2019).

Outre ces deux missions, le renforcement des pouvoirs du Parlement passe aussi par un accroissement de ses compétences ou, à tout le moins, un élargissement des domaines de politiques publiques pour lesquels il est autorisé à légiférer. Ainsi, le Parlement doit être compétent pour le contrôle de la gestion de la sécurité sociale (FN 2007), pour le contrôle du fonctionnement du Comité P et du Comité R (PTB 2019), ou pour les questions européennes avant toute prise de décision au niveau européen (PTB 2014). En ce qui concerne sa composition, elle n'est que peu souvent débattue dans les programmes électoraux populistes, à l'exception du VB qui estime que les francophones sont surreprésentés à la Chambre, car les candidats francophones doivent obtenir moins de voix pour décrocher un siège.

À l'exception du PP jusque 2014, les partis populistes ne remettent pas en question la base du système électoral belge : le Parlement doit être élu grâce à un système proportionnel. Mais les partis populistes vont plus loin dans cette proportionnalité car elle doit être « intégrale » ou « entièrement proportionnelle » (FN 2007, PP 2019, PTB 2019) et ils proposent par exemple de supprimer le seuil électoral des 5 % afin de favoriser la représentation de plus petites listes (PTB 2007, 2010, 2014, 2019, LDD 2007, PP 2019). Le système majoritaire se situerait à l'opposé du système proportionnel, car il ne permet que la représentation des partis qui ont obtenu les plus hauts scores (LDD 2007).

L'instauration d'une circonscription fédérale est également vue comme une manière de renforcer la proportionnalité lors des élections. Les arguments utilisés sont ceux de la liberté, à savoir la liberté pour l'électeur de pouvoir voter pour n'importe quel

candidat, indépendamment de sa langue ou de son lieu de domicile (PP 2010) et celui de l'*accountability* afin que les élus et les ministres puissent rendre des comptes à l'ensemble des électeurs (PTB 2019). Les objectifs de cette proposition sont également de nature communautaire : renforcer la cohérence de la Belgique et les liens entre les différentes entités fédérées, ainsi que lutter contre le séparatisme et le développement de nationalismes extrêmes en Flandre et en Wallonie (PTB 2010, 2014, 2019)[7]. Cette circonscription fédérale concernerait une partie (PTB 2010, 2014, 2019) voire la moitié des députés (PP 2010). À l'inverse, certains partis proposent la création de circonscriptions électorales régionales uniques à la place des circonscriptions provinciales (PP 2019, VB 2019), les élus étant accusés de ne pas agir au nom de l'ensemble de leur région, mais en fonction des intérêts spécifiques de leur circonscription.

Le PP est le seul parti populiste rejetant le système proportionnel, identifié comme servant les intérêts particuliers, favorisant le repli communautariste et le consociationalisme (PP 2010). À l'inverse, le PP propose l'instauration d'un système majoritaire à deux tours, identique au système en place en France, pour les élections fédérales et régionales. Plus précisément, deux types de députés fédéraux seraient élus : une moitié au système proportionnel au sein d'une circonscription fédérale, l'autre moitié au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. L'objectif de ce système majoritaire est la production de majorités et d'oppositions claires et fortes au sein des assemblées pouvant mener à la constitution de gouvernements homogènes et basés sur un seul parti. Le discours du PP est relativement étonnant sur ce point puisque cette proposition est clairement en opposition à sa volonté d'affaiblir les partis, les dérives particratiques et le gouvernement, particulièrement combinée avec l'instauration d'une circonscription fédérale.

Outre la proportionnalité, les autres principes qui devraient guider l'organisation de la démocratie représentative sont la diversité des profils des élus (FN 2010, PTB 2014), ainsi que le renouvellement régulier (FN 2010). Les élus sont en grande partie prédéterminés par leur origine sociale et professionnelle, leur présence dans les structures internes des partis ou *via* leur place sur la liste. Dans cette même logique, certains partis populistes proposent de supprimer le vote de case de tête (LDD 2007), d'élire les candidats indépendamment de leur place sur la liste (PP 2010), voire de supprimer le vote de liste (VB 2019), et d'ouvrir la procédure de sélection des candidats au sein des partis politiques (LDD 2007). Certains proposent également de supprimer les candidats suppléants (PP 2010, VB 2019) et d'instaurer une obligation de siéger pour les élus (PP 2010).

L'idéologie populiste sur la démocratie représentative se combine souvent avec un positionnement de droite radicale. Le droit de vote ne devrait concerner ex-

7 Accessoirement, cette mesure devrait permettre de résoudre l'épineux dossier de BHV (PTB 2010).

clusivement que les « véritables citoyens » de l'État en question (VB 2007). Par conséquent, les résidents étrangers ressortissants de pays hors Union européenne ne se verraient pas accorder le droit de vote lors des élections communales (VB 2007, 2010, FN 2010) tandis que le programme du VB en 2019 propose une suppression pure et simple du droit de vote des étrangers. Pour les partis populistes, le vote obligatoire devrait être supprimé et remplacé par un droit de vote (LDD 2007, PP 2010, 2014, 2019, VB 2019), car il découle d'une vision paternaliste de l'électorat. Le PTB propose d'accorder le droit de vote dès l'âge de 16 ans (PTB 2019), tandis que certains partis soutiennent la création d'organes consultatifs représentant la voix de la jeunesse aux niveaux de pouvoir et disposant du droit d'initiative (VB 2019, PTB 2019). En ce qui concerne le vote électronique, les partis populistes sont partagés. D'aucuns souhaitent sa suppression et un retour au format papier (FN 2007) tandis que d'autres y voient une opportunité et souhaitent aller plus loin en instaurant le vote par internet (PP 2010). L'organisation concrète des campagnes électorales est également évoquée dans les programmes électoraux, comme par exemple la nécessité d'accès aux médias ou d'un temps de parole équitable entre les partis (FN 2007, PTB 2014, 2019).

Néanmoins, la grande majorité des propositions faites par les partis populistes au sujet du pouvoir législatif concernent la Chambre des représentants (ce qui n'est pas surprenant étant donné que nous avons analysé les programmes électoraux pour les élections fédérales). Les conseils communaux et provinciaux sont rarement abordés (ces derniers sont même voués à disparaître étant donné que la suppression du niveau provincial est souvent défendue par les partis populistes – PP 2019, VB 2019).

Les Parlements régionaux sont également présents dans l'idéologie populiste. Ainsi le VB souhaite le renforcement des compétences du Parlement régional flamand en ce qui concerne le contrôle du régulateur flamand des médias (VRM) (VB 2019). Il est à remarquer que le PP suggère néanmoins de réduire la taille du Parlement régional bruxellois (il passerait de 89 à 31 sièges) et de les élire dans le cadre d'une circonscription électorale unique (PP 2010). Cette proposition rendrait beaucoup plus difficile la représentation de la minorité flamande au sein du Parlement bruxellois. Dans son programme de 2019, le PP propose un dégraissage important des assemblées régionales puisque le nombre de députés wallons passerait de 75 à 60, celui des députés bruxellois de 89 à 40 et celui des députés de la communauté germanophone de 25 à 15. Ce dernier élément semble en contradiction avec la promesse électorale faite par ce même parti de supprimer totalement les communautés (PP 2019). Le PTB propose de supprimer les rôles linguistiques séparés pour les élections du Parlement bruxellois (PTB 2019).

Par contre, le Sénat est soit absent des programmes électoraux, soit réformé en profondeur, soit voué à la disparition. Ainsi, le FN propose qu'un tiers du Sénat

soit composé de représentants de la société civile, qui seraient directement élus au sein de leurs institutions respectives (FN 2007). D'autres partis populistes souhaitent la disparition pure et simple du Sénat (PP 2014, 2019, VB 2019). Dans le cas où il serait réformé pour devenir une assemblée paritaire, il deviendrait inacceptable pour la Flandre (VB 2007, 2010). Le Sénat, ainsi que la Chambre et le gouvernement fédéral viendraient de toutes façons à disparaître lors de l'indépendance flamande (VB 2019). Pour le PP, cette assemblée est tout simplement inutile et ne sert qu'à permettre à quelques hommes politiques de terminer leur carrière (PP 2014).

4.2.2. Démocratie participative

La démocratie participative est un leitmotiv chez tous les partis populistes en Belgique, et cette proposition était déjà présente lors du premier congrès du PTB en 1978 (Delwit, 2014). La démocratie participative est vue par ceux-ci comme une implication directe des citoyens dans le processus de prise de décision et comme un complément au système de démocratie représentative (VB 2019). Les arguments utilisés pour justifier le recours à la démocratie participative sont ceux visant à permettre aux citoyens d'exercer directement leur souveraineté à la place de représentants élus (LDD 2007 – voy. également Pauwels, 2010, 2011), de rapprocher le citoyen avec la décision politique et de lui permettre de prendre la parole (FN 2007, VB 2007, 2019, PTB 2019), et d'envoyer un message aux hommes politiques afin qu'ils ajustent leurs décisions aux souhaits des citoyens, renforçant ainsi la légitimité de la politique gouvernementale (VB 2019). Plus étonnamment, l'argument de la période de temps trop longue entre deux élections est également évoqué (FN 2010, PP 2010, PTB 2014). De manière générale, et comme cela a été suggéré dans la littérature (e.g. Pascolo, 2020), la justification première des partis populistes est ainsi d'accroître l'influence, voire le pouvoir, des citoyens sur les processus décisionnels.

Les propositions des différents partis diffèrent néanmoins dans leur degré de précision de ces demandes pour plus de démocratie participative. Certains partis ne font que mentionner l'importance du recours à ce type de démocratie, tandis que d'autres en détaillent sa mise en œuvre. Ainsi, le niveau de pouvoir auquel le référendum ou la consultation populaire serait implémenté est précisé : à tous les niveaux de pouvoir (FN 2007, PTB 2007, 2019, LDD 2007, FN 2010), y compris au niveau européen (PTB 2007) et au niveau des communautés (LDD 2007). Différentes modalités sont également proposées dans les programmes électoraux : la consultation d'initiative populaire (FN 2010) et le référendum d'initiative populaire[8] (FN 2007, PTB 2007, 2019, VB 2007, 2010, 2019)[9], voire un référendum consti-

8 Aussi appelé « consultation populaire contraignante d'initiative populaire » (VB 2007).
9 Le PP ne précise pas quel type de démocratie participative il souhaite mettre en place.

tuant contraignant (VB 2019). Le seuil pour pouvoir introduire un référendum s'établirait à 1 % de l'électorat (PTB 2019), à 50.000 signatures (PP 2010), à 100.000 signatures au fédéral et 40.000 au régional (PP 2014) ou à 100.000 signatures en Belgique et 5 millions au niveau européen (PTB 2007, 2010) ou à 1 million dans 7 États (PTB 2019).

Il est intéressant de remarquer que, pour la LDD, la consultation populaire (non contraignante) n'est pas compatible avec la démocratie (LDD 2007). Ce parti voit la consultation populaire comme un simple « plébiscite » du gouvernement, à l'initiative du gouvernement et non contraignant, ce qui serait à l'opposé de l'idée de démocratie directe que se fait le parti. Ce genre de consultation, fréquemment utilisée dans les régimes dictatoriaux, serait instrumentalisée par le gouvernement afin de renforcer sa légitimité. Au contraire, la LDD propose de suivre le modèle suisse de démocratie participative où le référendum est d'initiative populaire et contraignant pour le Parlement. Ce parti propose enfin que les citoyens puissent envoyer des propositions de lois au Parlement afin d'y être débattues, pour autant que la proposition soit signée par au moins 10.000 citoyens (LDD 2007)[10]. Les signataires de ces propositions bénéficieraient d'une protection semblable à l'irresponsabilité parlementaire en matière de liberté d'expression.

Les thématiques sur lesquelles la démocratie participative porterait sont parfois détaillées : sur les questions environnementales (FN 2007), les investissements publics (PP 2019), le droit de vote des étrangers (VB 2007, 2010), les pensions (PTB 2014), la modération salariale (PTB 2014), la politique de tolérance pour les drogues (VB 2007, 2010), la peine de mort (FN 2010), les questions éthiques et l'euthanasie (PP 2014, 2019), l'adoption par les couples homosexuels (PP 2014, 2019), la Constitution flamande (VB 2019), les enjeux concernant la guerre et la paix (PTB 2019), la Constitution européenne et les traités relatifs à l'Union européenne (VB 2007, LDD 2007, FN 2010, PTB 2014, 2019) ou l'entrée de la Turquie dans l'UE (VB 2007, 2010). Pour certains partis populistes, tous les sujets peuvent faire l'objet d'un référendum ou d'une consultation populaire (VB 2007, 2010, LDD 2007, PTB 2014), en ce compris les questions linguistiques et communautaires (LDD 2007), la création d'un État indépendant Wallonie-Bruxelles ou son rattachement à la France (PP 2014) et la possibilité d'annuler par référendum toutes les lois déjà votées (PTB 2007, 2010, 2014).

10 Le PTB propose un système similaire au niveau du Parlement européen, appuyé par un million de signatures de citoyens européens (PTB 2010).

4.2.3. Démocratie délibérative

La démocratie délibérative est loin de constituer une priorité pour les partis populistes en Belgique : seuls trois programmes électoraux analysés (le FN en 2007 et le PTB en 2014 et 2019) traitent directement de cette thématique. De manière similaire, les arguments mobilisés afin de justifier les propositions d'introduction de délibérations sont peu développés. La démocratie délibérative favoriserait une plus grande participation des citoyens tandis que l'argument de la période de temps trop longue entre deux élections est également évoqué (PTB 2014).

Les délibérations sont principalement envisagées au niveau local en ce qui concerne les budgets locaux (PTB 2014) et les enquêtes publiques sur des questions environnementales (FN 2007), tandis que des délibérations sur les questions sociales seraient organisées au niveau fédéral (PTB 2014). Les modalités concrètes de ces délibérations ne sont pas précisées, mis à part le recours à une consultation électronique pour le PTB : le parti de gauche radicale souhaitant créer une plate-forme numérique délibérative permettant aux citoyens de faire des propositions sur des points concrets, d'en discuter et de les soumettre au débat et au vote du Parlement (PTB 2019). Le parti prévoit en outre que ces consultations soient également accessibles dans les maisons communales « hors ligne » afin d'augmenter la participation.

4.2.4. Technocratie

De manière similaire, la technocratie est relativement peu présente dans les programmes électoraux des partis populistes. Globalement, la vision populiste est négative envers la technocratie. La dérive technocratique est ainsi dénoncée par les partis populistes (FN 2007, LDD 2007) et particulièrement son impact négatif sur l'administration publique (surtout dans le domaine de la justice) et sur le Parlement. Ces deux institutions sont estimées compétentes et capables de mener à bien leurs tâches sans l'aide d'experts extérieurs, de consultants privés et de sous-traitants (PP 2010, PTB 2014). Le gouvernement, les partis ainsi que les institutions européennes sont également accusés d'être trop perméables aux technocrates, comme par exemple lors de la rédaction du CETA entre l'UE et le Canada (VB 2019).

Ces experts représenteraient non seulement un coût budgétaire important, mais ils seraient souvent issus de lobbys et groupes d'intérêts financiers et économiques (FN 2007, PTB 2010, 2014). Qui plus est, ils sont accusés de souvent échapper au contrôle démocratique de l'État. Pour être complets, signalons que le FN est le seul parti populiste à proposer l'introduction de touches de technocratie. Ce parti propose ainsi de remplacer la direction de divers organismes administratifs par des jurys spécialisés en ce qui concerne les matières très techniques (FN 2010).

5. Conclusion

Ambitionnant de contribuer à la littérature sur le populisme et ses rapports avec la démocratie, cet article sur le cas belge a permis de mettre en lumière plusieurs conclusions.

D'abord quantitativement, il a permis de souligner le rôle de l'idée de démocratie au sein des programmes électoraux de cinq partis populistes en Belgique entre 2007 et 2019. Si de fortes variations existent en fonction des élections et des partis politiques, cette idée conserve une place importante au sein des programmes électoraux de ces partis, qu'ils soient de droite radicale ou de gauche radicale. Aucune distinction n'a en outre été établie selon la communauté (flamande ou française) au sein de laquelle se sont développés les partis populistes étudiés.

Ensuite qualitativement, nous avons pu confirmer deux hypothèses (H2 et H4), et en infirmer une (H1). Pour ce qui est de l'hypothèse posée en matière de démocratie délibérative (H3), celle-ci n'a pu être vérifiée, car il ne s'agit pas d'une priorité pour les partis populistes et le faible nombre d'occurrences sur cette thématique a empêché toute analyse. Néanmoins, lorsqu'ils abordent ce type de démocratie, c'est positivement et ce, malgré le peu d'arguments développés pour le soutenir.

Contrairement à nos attentes, les partis populistes ont une position claire et peu ambiguë : ils souhaitent davantage de démocratie représentative. Par exemple, ils proposent explicitement d'augmenter le nombre d'élections ou de renforcer les pouvoirs du Parlement fédéral. Même s'ils divergent sur les réformes à mettre en place – par exemple en ce qui concerne le système électoral ou le droit de vote des résidents étrangers –, ils se rejoignent unanimement sur le rôle central des élections dans un système démocratique et sur sa capacité à intégrer les citoyens à la prise de décision politique.

Par contre, et conformément à nos attentes, les partis populistes réclament aussi davantage de démocratie participative dans leurs programmes électoraux. De manière unanime, ils proposent d'instaurer pleinement différents mécanismes tels que la consultation populaire ou le référendum d'initiative populaire et de l'appliquer à un nombre important de thématiques et à différents niveaux de pouvoir. Enfin, conformément à notre dernière hypothèse, les partis populistes ne se positionnent pas en faveur d'une technocratie étant donné l'aversion à l'égard des experts observée dans leurs programmes électoraux.

D'une manière générale, cet article met en évidence que s'il existe des spécificités selon les cas de partis populistes étudiés, leur rapport idéologique à la démocratie est comparable. Tous les partis populistes accordent une attention particulière à

la démocratie et tous se prononcent favorablement (plus ou moins fortement) à l'égard des mêmes types de démocratie. Corollairement, ce sont les mêmes types de démocratie qui sont également dénoncés. Il semblerait donc qu'il n'y ait pas de distinction à opérer selon le positionnement des partis populistes sur l'axe gauche-droite, selon l'espace linguistique dans lequel ils se développent (en l'occurrence Belgique flamande *vs*. francophone), voire selon leur place dans un système politico-médiatique évoluant au gré du temps et des différentes majorités en place au niveau fédéral.

6. Références

Akkerman T., « Populism and democracy: challenge or pathology? », *Acta Politica*, 2003, 37, pp. 147-159.

Albertazzi D., Mueller S., « Populism and liberal democracy: populists in Government in Austria, Italy, Poland and Switzerland », *Government and Opposition*, 2013, 48 : 3, pp. 343-371.

Andeweg R., « Lijphart *versus* Lijphart: the cons of consensus democracy in homogeneous societies », *Acta Politica*, 2001, 36, pp. 117-128.

Betz H.-G., *The new politics of the right*, New York, St. Martin's Press, 1998.

Biard B., « The influence of radical right populist parties on law and order policy-making », *Policy Studies*, 2019a, 40 : 1, pp. 40-57.

Biard B., « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2019b, pp. 2420-2421.

Biard B., « How do radical right populist parties influence resurging debates over the stripping of citizenship? », *International Political Science Review*, 2020, 41 : 2, pp. 224-237.

Bowler S., Denemark D., Donovan T. et McDonnell D., « Right-wing populist party supporters: dissatisfied but not direct democrats », *European Journal of Political Research*, 2017, 56, pp. 70-91.

Caluwaerts D., Biard B., Jacquet V. et Reuchamps M., « What is a good democracy? Citizens' support for new modes of governing », *in* Deschouwer K. (dir.), *Mind the Gap. Political Participation and Representation in Belgium*, Colchester, ECPR Press, 2017, pp. 75-89.

Canovan M., *Populism*, New York et Londres, Harcourt Brace Jovanovich, 1981.

Charaudeau P., « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », *Mots. Les langages du politique*, 2011, 97, pp. 111-116.

Coffé H., *Extreem-rechts in Vlaanderen en Wallonië: het Verschil*, Roeselare, Roularta, 2005.

Coffé H., Heyndels B. et Vermeir J., « Fertile Grounds for extreme right-wing parties: explaining the Vlaams Blok's electoral success », *Electoral Studies*, 2007, 26 : 1, pp. 142-155.

Damen S., « Strategieën Tegen Extreem-Rechts. Het Cordon Sanitaire Onder de Loep », *Tijdschrift voor Sociologie*, 2001, 22 : 1, pp. 89-110.

Debras F., « L'extrême droite et la démocratie : entre opposition et récupération », *in* Jamin J. (dir.), *L'extrême droite en Europe*, Paris, Bruylant, 2016, pp. 543-567.

Delwit P., « The Belgian National Front and the question of power », *in* Delwit P. et Poirier P. (eds), *Extrême droite et pouvoir en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 141-166.

Delwit P., « Le Front national », *in* Delwit P. et De Waele J.-M. (eds), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011a, pp. 187-213.

Delwit P., « Le parti populaire », *in* Delwit P. et De Waele J.-M. (eds), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011b, pp. 267-271.

Delwit P., *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, 2014.

Delwit P. et Poirier P., *Extrême droite et pouvoir en Europe. The extreme right parties and power in Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007.

De Lange S. et Mudde C., « Political extremism in Europe », *European Political Science*, 2005, 4 : 4, pp. 476-488.

De Ryck C., Maes J. et Ossenblok T., *Lijst Dedecker. Gezond Verstand?*, Antwerp, Universiteit Antwerpen, Faculty of Political and Social Sciences, 2008.

Elchardus M. et Spruyt B., « Populism, persistent republicanism and declinism: an empirical analysis of populism as a thin ideology », *Government and Opposition*, 2016, 51 : 1, pp. 111-133.

Elster J. (dir.), *Deliberative Democracy*, New York, Cambridge University Press, 1998.

Gerodimos R., « The Ideology of Far Left Populism in Greece: Blame, Victimhood and Revenge in the Discourse of Greek Anarchists », *Political Studies*, 2015, 63, pp. 608-625.

Godin Ch., « Démocratie et populisme », *in* Zarka Y.-Ch. (dir.), *Démocratie, état critique*, Paris, Armand Colin, 2012, pp. 215-221.

Goovarts I., Kern A., van Haute E. et Marien S., « Drivers of Support for the Populist Radical Left and Populist Radical Right in Belgium. An Analysis of the VB and the PVDA-PTB Vote at the 2019 Elections », *Politics of the Low Countries*, 2020, 2 : 3, pp. 228-264.

Hakhverdian A. et Koop Ch., « Consensus democracy and support for populist parties in Western Europe », *Acta Politica*, 2007, 42, pp. 104-420.

Hibbing J.R. et Theiss-Morse E., *Stealth democracy: Americans' beliefs about how government should work*, New York, Cambridge University Press, 2002.

Huber R. et Schimpf Ch., « Friend or foe? Testing the influence of populism on democratic quality in Latin America », *Political Studies*, 2015, Online First.

Ionescu G. et Gellner E., *Populism: its meanings and national characteristics*, New York, Macmillan, 1969.

Jagers J. et Walgrave S., « Populism as political communication style », *European Journal of Political Research*, 2007, 46 : 3, pp. 319-345.

Jamin J., *L'imaginaire du complot : discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009.

Laclau E., *On populist reason*, London, Verso, 2005.

Lijphart A., *Patterns of Democracy: Government Forms and Performance in Thirty-Six Countries*, New Haven CT, Yale University Press, 1999.

Lubbers M., Scheepers P. et Billiet J., « Multilevel modelling of Vlaams Blok voting: individual and contextual characteristics of the Vlaams Blok vote », *Acta Politica*, 2000, 35 (4), pp. 363-398.

Moffitt B., *The global rise of populism. Performance, political style, and representation*, Stanford, Standford University Press, 2016.

Mudde C., « The populist zeitgeist », *Government and Opposition*, 2004, 39 : 3, pp. 541-563.

Mudde C., *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Mudde C. et Rovira Kaltwasser C., *Populism in Europe and the Americas. Threat or corrective for democracy?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

Mudde C. et Rovira Kaltwasser C., « Exclusionary vs. Inclusionary populism: comparing contemporary Europe and Latin America », *Government and Opposition*, 2013, 48:2, pp 147-174.

Rea A., « Le Front National. Faiblesse institutionnelle et force électorale », *in* Delwit P. et De Waele J.-M. (eds), *Les partis politique en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1996, pp. 193-204.

Pauwels T., « Explaining the Success of Neo-Liberal Populist Parties: The Case of Lijst Dedecker in Belgium », *Political Studies*, 2010, 59, pp. 1009-1029.

Pauwels T., « Explaining the strange decline of the populist radical right Vlaams Belang in Belgium: The impact of permanent opposition », *Acta Politica*, 2011, 46 (1), pp. 60-82.

Pauwels T., *Populism in Western Europe: comparing Belgium, Germany and The Netherlands*, London, Routledge, 2014.

Pascolo L., « Do political parties support participatory democracy? A comparative analysis of party manifestos in Belgium », *Working paper Constitution-making and deliberative democracy*, 2020, 9, COST.

Poznyak D., Abts K. et Swyngedouw M., « The dynamics of the extreme right support: A growth curve model of the populist vote in Flanders-Belgium in 1987-2007 », *Electoral Studies*, 2011, 30 (4), pp. 672-688.

Rooduijn M., « The nucleus of populism: in search of the lowest common denominator », *Government and Opposition*, 2014, 49 : 4, pp. 572-598.

Surel Y., « Populisme et démocratie », *in* Taguieff P.-A. (dir.), *Le retour du populisme*, Paris, Éd. Universalis, 2004, pp. 95-109.

Swyngedouw M., « The extreme right in Belgium: on a non-existent front national and an omnipresent Vlaams Blok », *in* Betz H.-G. et Immerfall S. (eds), *The New Politics of the Right: Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, [New York], Palgrave Macmillan, 1998, pp. 59-75.

Swyngedouw M. et Ivaldi G., « The extreme right utopia in Belgium and France: The ideology of the Flemish Vlaams Blok and the French front national », *West European Politics*, 2001, 24 : 3, pp. 1-22.

Taggart P., *Populism*, Buckingham, Open University Press, 2000.

Taggart P., « Populism and the pathology of representative politics », *in* Meny Y. et Surel Y. (dir.), *Democracies and the populist challenge*, New York, Palgrave MacMillan, 2002.

Taguieff P.-A., « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1997, 56, pp. 4-33.

Thijssen P., « Extreem-rechts en Politieke Alienatie: Een Causaal Mysterie? Case-Study: Het Vlaams Blok », *Tijdschrift voor Sociologie*, 2001, 22 (3), pp. 243-273.

Urbinati N., *Democracy disfigured. Opinion, truth, and the people*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.

Van Aelst P., Nuytemans M., Lefevere J. et Walgrave S., « Lijst Dedecker: Een Gat in de Politieke Markt? », *Samenleving en Politiek*, 2007, 14 (6), 12-6.

Van Dijk L., Legein T., Pilet J.-B. et Marien S., « Voters of Populist Parties and Support for Reforms of Representative Democracy in Belgium », *Politics of the Low Countries*, 2020, 2 : 3, pp. 289-318.

Wauters B. et Pittoors G., « Populist party leaders in Belgium: an analysis of VB and PVDA-PTB », *Polish Political Science Review*, 2019, 7 (1), pp. 1-23.

Widfeldt A., « A fourth phase of the extreme right? Nordic immigration-critical parties in a comparative context », *Nordeuropa forum*, 2010, 1-2, pp. 7-31.

Zaslove A., Geurkink B., Jacobs K. et Akkerman A., « Power to the people? Populism, democracy, and political participation: a citizen's perspective », *West European Politics*, 2020, Online First.

“Du Vennamoïsme au parti des Finlandais : généalogie du populisme de droite radicale en Finlande”

Nathalie BLANC-NOËL

Maître de conférences HDR en Science politique à l'Université de Bordeaux, Chercheur à l'Institut de Recherches Montesquieu, Co-responsable du Centre Montesquieu de Recherches Politiques. Nathalie Blanc-Noël est spécialiste des systèmes politiques des pays nordiques et a créé la revue Nordiques. Ses recherches portent plus particulièrement sur les idées politiques des partis populistes de droite radicale dans les pays nordiques et leur objectivation.

Université de Bordeaux, Campus de Pessac GRECCAP - Groupement de Recherche Comparative en Droit Constitutionnel, Administratif et Politique, Avenue Léon Duguit, 33608 PESSAC CEDEX, France, nathalie.blanc-noel@u-bordeaux.fr

Résumé

Until the beginning of the 21st Century, Finland was said to be a political exception in Europe, as this country seemed to be untouched by the rise of radical right-wing populism. This situation dramatically changed during the first decade of the Century, especially in 2011, when the Finns party obtained the second best score at the parliamentary election. Since that time, the Finns have been one of the major political forces in Finland. This paper explores the historical origins of the party and its ideology, from the Finnish rural party founded in the 1960's by Veikko Vennamo to the present Finns and Blue reform parties.

Jusqu'au début du 21ème siècle, la Finlande passait pour une exception politique en Europe, n'étant pas concernée par la montée du populisme de droite radicale. Cette situation changea du tout au tout au cours des années 2010, en particulier lorsque le parti des Finlandais obtint le second meilleur score aux élections législatives de 2011. Depuis lors, le parti des Finlandais constitue l'une des toutes premières forces politiques dans ce pays. Cet article explore ses origines historiques ainsi que son idéologie, du Parti rural fondé par Veikko Vennamo dans les années 1960 jusqu'au parti des Finlandais et à Réforme Bleue aujourd'hui.

Mots-clés

Populisme, Finlande, idées, politiques, parti des Finlandais.

© POPULISME
LA REVUE

Au début des années 2000, la Finlande passait pour une exception, car elle était l'un des rares pays européens échappant à la montée du populisme de droite radicale[1] en Europe. Ce courant politique correspond à la définition donnée par le politologue suédois Jens Rydgren : les partis populistes de droite radicale *« partagent un noyau de xénophobie ethnonationaliste et de populisme anti-establishment »* s'accompagnant dans leurs plateformes politiques d'un *« autoritarisme socioculturel général qui met l'accent sur des thèmes tels que la loi et l'ordre et les valeurs familiales »*[2]. Pourtant, le Parti des Finlandais (*Perussuomalaiset* - PS[3]), un parti nationaliste, souverainiste et anti-immigration, n'a cessé de progresser au cours de ces années 2000. Aux élections parlementaires de 2011, que les Finlandais nomment « la grosse secousse »[4], il est arrivé en 3e place avec 19 % des voix, dans un système politique très fragmenté, où un parti ne peut généralement espérer dépasser les 25 %. Aux législatives de 2015, il est arrivé en 2e position et a participé à la coalition gouvernementale avec le parti de la Coalition nationale et du Centre. Après une scission et le départ de son leader, Timo Soini, pour une nouvelle formation appelée Réforme bleue (*Sininen Tulevaisuus*), PS a tout de même obtenu une 3e place à l'élection présidentielle de 2018 (avec 6,9 % des voix)[5], puis il a fortement remonté aux législatives de 2019 où il est arrivé second, au coude-à-coude avec les Sociaux-démocrates (17,48 % des voix pour PS, 17,73 % pour les sociaux-démocrates)[6]. Cette fois cependant, les Vrais Finlandais, dirigés par Jussi Halla-Aho, représentant la ligne dure du parti, ne participent pas à la coalition gouvernementale formée en 2019, les Sociaux-démocrates, les Verts et la Ligue de gauche ayant annoncé à l'avance ne pas souhaiter former de coalition avec eux[7].

1 Le politologue allemand Herbert Kitschelt écrivait encore en 2007 qu'il était très peu probable qu'une droite radicale se développe en Finlande et en Suède. Kitschelt Herbert, « Growth and Persistence of the Radical Right in Post-Industrial Democracies: Advances and Challenges in Comparative Research », *West European Politics*, 2007, vol. 30, n° 5, pp. 1176-1206.

2 Rydgrén Jens, « Introduction », *in* Rydgren Jens (éd.), *Class politics and the radical right*, London, Routledge, 2013.

3 Le terme *Perussuomalaiset* signifie plutôt « les Finlandais ordinaires » ou « typiques ». La traduction par l'expression « Vrais Finlandais » a été jugée vexatoire pour les Finlandais n'appartenant pas à ce parti, c'est pourquoi, en 2011, le parti a décidé de traduire son nom finlandais par « Parti des Finlandais ». *Cf.* True Finns name their party « The Finns », *Yle*, 21 août 2011, disponible à l'adresse suivante : http://yle.fi/uutiset/quottrue_finnsquot_name_their_party_quotthe_finnsquot/2807245.

4 *Iso jytky*, parfois traduit par « la grosse bombe » dans la presse. Ce terme évoquant une explosion avait été utilisé par le leader du parti des Vrais Finlandais, Timo Soini, pour désigner le phénomène par lequel son parti, un petit parti d'opposition, avait rapidement émergé pour devenir un parti de gouvernement.

5 Dans un contexte particulier opposant un président Niinistö, très populaire, à un ensemble de partis très fragmenté.

6 Aux européennes de 2019, il est arrivé en 4e position avec 13,8 % des voix.

7 La coalition formée après les élections législatives de 2019, dirigée par Sanna Marin, réunit le Parti social-démocrate, le Parti du centre, la Ligue verte, l'Alliance de gauche, et le Parti du peuple suédois.

À première vue, le populisme finlandais est un phénomène paradoxal : s'il a d'indéniables traits du populisme d'extrême droite, sous le leadership de Timo Soini, il siégeait au centre de l'*Eduskunta*, alors même qu'il a été membre fondateur du groupe « Europe libertés démocratie » au Parlement européen, avec le UKIP britannique et le Parti du peuple danois. Après avoir un temps siégé au groupe « Conservateurs et réformistes européens », aujourd'hui, sous le leadership de Jussi Halla-Aho, il est membre du groupe Identité et démocratie, avec notamment la Ligue du nord italienne, le FPÖ autrichien, le Parti du peuple danois et le Rassemblement national. À l'*Eduskunta*, il siège à droite depuis les législatives de 2019. Autre paradoxe, le Parti des Finlandais est un parti anti-immigration dans un des pays européens les moins concernés par ce phénomène… Pour comprendre ces paradoxes, nous allons nous livrer à une généalogie du parti, avant d'en étudier le programme. Mais auparavant, il nous faut souligner deux particularités de la vie politique finlandaise héritées de l'histoire du pays, qui ont été des préconditions propices à l'avènement du populisme : l'héritage culturel et l'héritage de la guerre froide.

1. Les préalables historiques au populisme finlandais

La Finlande a fait partie du royaume de Suède pendant plus de cinq siècles[8] avant de devenir un grand-duché de l'empire russe en 1809. Elle gagna son indépendance en 1917, puis une guerre civile opposant « Rouges » et « Blancs » déchira le pays. Ce conflit politique s'inscrivait dans le prolongement d'un double clivage social et linguistique[9]. Au milieu du XIX^e^ siècle, l'étroit segment de population situé en haut de la pyramide sociale était suédophone, de même que les classes moyennes urbaines (commerçants, artisans), dans une Finlande encore très majoritairement rurale. L'éveil du nationalisme finlandais se fit au cours de la période où le pays fut un grand-duché de l'empire russe. Il s'appuya sur les institutions héritées de la période suédoise (la Finlande au sein de l'empire russe conserva ses lois et ses infrastructures, ce qui lui permit notamment de développer un parlementarisme moderne). Au cœur du jeune nationalisme finlandais était la question linguistique :

8 Le roi Erik de Suède lança des croisades en direction de la Finlande en 1150, la conquête fut achevée en 1323 et la Finlande fit partie intégrante du royaume de Suède jusqu'en 1809 ; elle devint alors un grand-duché de l'empire russe.

9 Engman Max, « Finns and Swedes in Finland », *in* Tägil Sven (éd.), *Ethnicity and Nation Building in the Nordic World*, London, Hurst, 1995. Klinge Matti, *Från lojalims till rysshat*, Stockholm, Ordfront, 1988. Mac Rae Kenneth, *Conflict and Compromise in Multilingual Societies. Finland*, Helsinki, The Finnish Academy of Science and Letters and Wilfrid Laurier University Press, 1999.

le développement du finnois accompagnait le projet de création d'un État-nation indépendant[10]. Á la fin du XIXe siècle, une élite finnophone se développa (alors que beaucoup de suédophones émigraient vers les Amériques). Le clivage linguistique et social se prolongea en politique[11]. Au cours de la guerre civile, les suédophones furent surreprésentés dans les rangs des Blancs, opposés à la domination de la Russie ; les Blancs l'emportèrent, sous la direction du maréchal Mannerheim, et la Finlande put devenir une république (dont la Constitution assurait la garantie des droits des deux groupes linguistiques). Lénine, qui avait espéré une révolution marxiste dans le pays, avait reconnu l'indépendance de la Finlande le 31 décembre 1917. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Finlande s'opposa à deux reprises à l'URSS (Guerre d'hiver puis Guerre de continuation). Elle fut défaite, mais ces épisodes ont cimenté le jeune nationalisme finlandais, et gommé certaines divisions qui avaient déchiré le pays durant la guerre civile[12].

Pour autant, des enquêtes d'opinion menées au cours des années 1970 et 1990[13] ont montré que la population finnophone partageait des valeurs plus conservatrices, plus nationalistes, et était plus attachée aux valeurs traditionnelles que la population suédophone. De plus, les finnophones étaient plus critiques envers les hommes politiques, les partis et les fonctionnaires que les suédophones[14]. Or, le discours du populisme finlandais s'adresse prioritairement à cette population. PS a ainsi tenté de ranimer la vieille querelle linguistique en proposant de supprimer l'enseignement obligatoire du suédois à l'école, en reprenant l'argumentaire du tout début du XXe siècle, selon lequel le suédois apparaissait comme un élément étranger – argument qui s'accompagnait à l'époque de l'idée que ceci constituait un risque pour la sécurité d'un jeune État-nation. Le nom choisi par l'actuel parti populiste ne va pas sans rappeler celui du mouvement des « Vrais Finlandais »[15], un club politique créé à Helsinki en 1923, et dont le but était d'abolir le bilinguisme, de réduire le statut du suédois à celui de dialecte régional et de réduire dans le même temps les fonds

10 L'Ordonnance sur la langue de 1863 déclara que le *« finnois est sur un pied d'entière égalité avec le suédois pour toutes les questions concernant directement la partie finnophone de la population »*.

11 Les premières manifestations de ce clivage politique se situèrent dans les années 1870 : au Parlement, deux états (noblesse et bourgeoisie) étaient dominés par le Parti suédois et les deux autres (clergé et paysannerie) par les partis représentant des finnophones. Lorsque le suffrage universel fut mis en place en 1906, le Parti du peuple suédois fut créé. Selon P. Pesonen et O. Riihinen, *« les disputes linguistiques furent très importantes entre la fin des années* 1880 et la fin des années 1930 ». La loi constitutionnelle de 1919 reconnut le suédois et le finnois comme langues officielles du pays et garantit le droit de chaque citoyen d'utiliser sa propre langue. Pesonen Pertti et Riihinen Olavi, *Dynamic Finland, The Political System and the Welfare State*, Helsinki, Studia Fennica, Historica, 2002.

12 Mac Rae Kenneth, *Conflict and Compromise in Multilingual societies*, *op. cit.*

13 *Ibid.*, pp. 166 et s.

14 Les suédophones représentent autour de 5 % de la population finlandaise de nos jours.

15 Le club créé en 1923 s'appelait « *Aitosuomalainen kerho* » (*aito* = authentique, äkt en suédois).

publics alloués à la culture suédoise[16], revendications reprises à l'identique par le parti contemporain, bien que celui-ci n'ait pas vraiment exploité cette concordance.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Finlande fut le seul pays limitrophe de l'URSS à ne pas être incorporé au bloc de l'Est, mais elle dut signer en 1948 un Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle avec Moscou, qui l'aurait obligée en cas d'attaque à combattre à ses côtés. C'est pourquoi, pendant la guerre froide, la vie politique finlandaise s'est déroulée en tenant compte de la proximité de l'URSS, dans un climat d'autocensure, situation que les étrangers ont appelée « finlandisation ». De plus, les traités de paix de Moscou (1944) et de Paris (1947) interdisaient les partis fascistes, d'extrême droite ainsi que les organisations racistes en Finlande.

Le tout-puissant président Kekkonen, président de la République de 1956 à 1981, était personnellement en relation avec le Kremlin. Au motif de la situation précaire dans laquelle se trouvait son pays, il réussit à dominer le jeu politique, choisissant ministres et Premiers ministres comme le permettait la Constitution (en respectant le résultat des élections mais en tenant compte, à certains moments difficiles, des préférences de Moscou)[17]. En matière de politique intérieure, et plus encore en matière de politique étrangère, le consensus et l'autocensure étaient considérés comme indispensables pour la sécurité du pays. Le grand public finit par laisser l'exercice d'un jeu politique biaisé et dangereux aux élites. Á la fin de la guerre froide, la situation changea et la Finlande passa « d'une culture silencieuse, régulée et basée sur le *self-control* à une culture bruyante et tapageuse et d'une certaine manière 'dirigée par le peuple' »[18]. La scène politique finlandaise est aujourd'hui très différente de ce qu'elle était dans les années 1980 : la parole s'y est véritablement libérée, et

16 Pekka
La similarité entre les deux noms, si elle existe, n'a pas vraiment été exploitée par le PS.
Hämäläinen Kalevi, *Nationalitetskampen och språkstriden i Finland, 1917–1939*, Helsingfors, Holger Schildts Förlag, 1969.

17 Voy. par exemple : Karvonen Lauri, *Parties, Governments and Voters in Finland*, Colchester, ECPR Press, 2014. C'est surtout au cours de son troisième mandat (1968-1974) que la politique de Kekkonen fut autoritaire, le président se posant en seul gardien de l'intérêt national. À ce titre, il mena une diplomatie personnelle avec le Kremlin (par ex. affaire de la négociation de la frontière finno-soviétique en juin 1968), tandis que la politique de sécurité devint pour lui une compétence personnelle. Il parvint aussi à dominer le Parlement et la vie politique (avec par exemple l'éviction du parti conservateur de la Coalition nationale des gouvernements entre 1966 et 1987 pour des « motifs généraux ». Pour plus d'exemples, *cf.* Arter David, *Scandinavian Politics Today*, Manchester, Manchester University Press, 1999, pp. 332 et s. De nombreux débats et controverses ont eu lieu, après la guerre froide, sur le rôle de Kekkonen dans la politique finlandaise. *Cf.* Lavery Jason, « All of the Presidents' historians: The Debate over Urho Kekkonen », *Scandinavian Studies*, 2003, vol. 75, n° 3, Fall, pp. 375-398.

18 Korhonen Johanna, « Ten Paths to populism, How Silent Finland Became a Playing Field for Loud Populism », *in* C. M.et L., *Populist Fantasies – European Revolts in Context*, *Counterpoint*, septembre 2012, p. 220.

son bouillonnement se prolonge jusque sur internet (les Finlandais étant comparativement très connectés[19]). Le populisme finlandais a particulièrement bénéficié de ce moyen d'expression, ainsi que de la libération de la parole politique qui s'est produite à ce moment-là.

2. L'ascension du populisme en Finlande

Le populisme était déjà présent sur la scène politique du pays au cours de la guerre froide ; PS est l'héritier d'un mouvement plus ancien, le « vennamoïsme ». Dans les années 1960, le pays se modernisa, s'industrialisa, l'exode rural augmenta, ainsi que la pauvreté dans les campagnes et le mécontentement des classes rurales. Le Parti du centre, parti agrarien qui avait traditionnellement représenté les classes paysannes, perdit du terrain et nombre de ses électeurs se tournèrent vers un nouveau venu, le Parti rural finlandais (SMP), issu d'une faction du Parti du centre. Ce parti, fondé par Veikko Vennamo en 1959, était typiquement populiste. Très lié à la personne de son fondateur, un personnage au verbe haut, le « vennamoïsme » sut exploiter la déception des électeurs ruraux vis-à-vis du Parti du centre et la désorientation liée à la modernisation du pays pour prôner un retour aux valeurs paysannes. Vennamo critiquait les élites, en particulier politiques, qu'il appelait « les seigneurs délinquants ». Ce pourfendeur de la corruption et du népotisme s'en prenait aussi aux bureaucrates, aux experts de tout poil et aux intellectuels. Vennamo visait en particulier la toute-puissance du président Kekkonen – en disant que son pays était devenu une véritable « Kekkoslovaquie »[20]. Il opposait aux élites le petit peuple, honnête et travailleur, le peuple « oublié » mais plein de bon sens. Il défendait des valeurs conservatrices, chrétiennes et la culture finnoise. Les succès du SMP furent fluctuants. Son meilleur score fut de 10 % en 1970. Il entra deux fois au gouvernement dans les années 1980 puis son succès diminua. Les années 1990 furent marquées par une terrible récession, et le Parti du centre reprit la main.

Lorsque le vennamoïsme s'effondra, quatre de ses membres fondèrent le Parti des Finlandais (PS *Perussuomalaiset*). Parmi eux, Timo Soini, qui avait été le dernier

19 Le taux de pénétration d'internet en Finlande était en 2019 de 94 %, soit l'un des plus élevés en Europe. Internet World Stats, https://www.internetworldstats.com/stats4.

20 La toute-puissance du président Kekkonen (avec l'appui de Moscou) était telle qu'en 1973 une loi d'urgence étendit ses pouvoirs pour quatre années supplémentaires, ce que le président justifiait en disant que s'il ne restait pas au pouvoir, les Soviétiques n'accepteraient pas que la Finlande signe le traité de libre-échange qu'il était en train de négocier avec la CEE. Aux élections de 1978, le candidat Kekkonen, ayant obtenu le soutien de neuf partis, se fit réélire en refusant de débattre avec ses opposants.

secrétaire du parti rural, devint président de PS en 1997. La progression de ce parti fut régulière : il entra au Parlement en 1995. Aux élections européennes de 2009, il fit un peu moins de 10 % et aux élections parlementaires de 2011 (baptisées « la grosse bombe » dans la presse internationale, « la grosse secousse » en finnois), PS obtint 19 % des voix (3e parti en nombre de voix). Mais Soini refusa d'entrer dans la coalition gouvernementale, au motif que cela l'aurait obligé à soutenir une politique européenne avec laquelle il était en désaccord. Le chercheur Tapio Raunio[21] a émis l'hypothèse qu'à ce motif « officiel » s'ajoutait une autre raison : le parti connaissait des dissensions internes, notamment au sujet de l'immigration : il abritait en effet en son sein une « faction » anti-immigration, menée par Jussi Halla-Aho et représentant 5,5 % du total des candidats en 2011 – soit une quinzaine de députés après cette élection. Mais une autre explication, de nature plus stratégique, peut être avancée : 34 des 39 députés de PS élus en 2011 n'avaient pas encore d'expérience de la vie parlementaire ni du gouvernement, et le souvenir de l'expérience du SMP était encore vivace : ce parti se mit à décliner lorsqu'il participa à des gouvernements. Ses scores baissèrent ensuite, mais aux européennes de 2014, ils remontèrent à presque 13 % (3e position). Aux législatives de 2015, ils conservèrent cette position avec 17,65 % des voix (2e position). PS entra alors au gouvernement. Timo Soini obtint le portefeuille des Affaires étrangères et PS obtint aussi ceux de la Justice et de l'Emploi, de la Défense et des Affaires sociales. Ces portefeuilles correspondaient aux principaux thèmes développés par le parti : l'Europe, la sécurité, l'aide aux démunis et bien sûr l'immigration.

L'ascension de PS repose sur des facteurs très comparables à ceux ayant favorisé le vennamoïsme : PS s'est développé lors d'une mutation de l'économie ; cette fois le passage d'une économie industrialisée à une économie basée sur les technologies de l'information. Il a bénéficié à la fois d'un désaveu du Parti du centre et du Parti social-démocrate, à une période où l'économie finlandaise était en difficulté, les suites de la récession des années 1990 se faisant toujours sentir[22]. Depuis le milieu des années 1990, PS a fait son lit du thème du chômage, pourtant comparativement faible dans le pays (le chômage a baissé de 16 % en 1992 à 6,5 % en 2008 et en février 2020, il était à 6,6 %[23]. Il a su rallier les déceptions et les craintes éprouvées par certains citoyens face aux changements sociétaux : rigueur économique, réforme de l'État-providence, entrée dans l'Union européenne… puis crise des migrants.

21 Raunio Tapio, « The Finns: Filling a Gap in the Party System », *in* Grabow K. et Hartleb F. (eds), *Exposing Demagogues. Right-Wing and National Populist parties in Europe*, Berlin, Center for European Studies, Konrad Adenauer Stiftung, 2013.

22 Lefèvre Alain, « La Finlande dans la crise et l'évolution de son modèle social », *Nordiques*, 2010, n° 23, pp. 27-39.

23 https://www.statista.com/statistics/328297/unemployment-rate-in-finland/.

La figure du leader est particulièrement déterminante dans la trajectoire et l'ascension des partis populistes. C'est Timo Soini qui a structuré le Parti des Finlandais sur l'héritage du vennamoïsme, tout en le modernisant. Soini est un leader charismatique, avec une personnalité simple, aimant le contact avec les gens, la culture populaire. Tout comme Vennamo avant lui, il utilise un ton radicalement différent de celui des autres politiciens, qui a fait son succès dans les médias. Sa popularité est très grande : aux élections municipales de 2008, aux européennes de 2009 et aux législatives de 2011, il a été le candidat ayant obtenu le plus de voix à titre individuel[24]. Employant une rhétorique simple et dénonçant les politiciens « classiques », il a porté la parole de tous les déçus de la politique, en particulier après les gouvernements de coalition « arc-en-ciel » menés par Paavo Lipponen (1995 et 2003)[25]. Des sondages ont montré que, dans les années 2000, les Finlandais en étaient arrivés à confondre les partis politiques[26]. Soini a également su exploiter les scandales sur le financement des partis, qui ont particulièrement affecté le Parti du centre[27] qui perdit des voix au profit de PS. Cela lui a permis de se positionner comme le seul parti différent de tous les autres. Il a aussi exploité la montée de l'immigration, qui est un phénomène très récent en Finlande. Enfin, PS a bénéficié de son opposition constante à l'Europe et aux plans de sauvetage des pays surendettés – Portugal, Irlande, Grèce – avec l'argument que les Finlandais ne devaient pas payer pour les dettes des autres États.

Mais une fois au gouvernement, Soini n'a pu tenir toutes ses promesses : il a choisi le portefeuille des Affaires étrangères (alors que celui de ministre des Finances lui revenait de droit). Or, ce poste, l'amenant à voyager et à rencontrer les grands de ce monde, le faisait appartenir à un univers qu'il avait dénigré dans ses campagnes. Pire, il fit profil bas sur les questions européennes, ce qui fut certainement la première trahison vis-à-vis des électeurs qui l'avaient soutenu sur cette question – la seconde étant la crise des migrants au cours de laquelle la Finlande accueillit sa part de réfugiés. Quelques mois après l'entrée au pouvoir de PS, un sondage indiquait en octobre 2015 que près de 60 % des électeurs de PS auraient reconsidéré leur vote si les élections s'étaient tenues alors… Au sein du parti, l'opposition entre l'aile modérée représentée par Soini et l'aile dure, ouvertement raciste, représentée par Jussi Halla-Aho, se fit plus rude. Au moment de la réélection du leader du parti, Soini

24 Les Finlandais votent à la fois pour des partis et pour des noms.

25 La coalition arc-en-ciel du gouvernement Lipponen II réunissait les Sociaux-démocrates, l'Alliance de gauche, le Parti de la coalition nationale, la Ligue verte, et le Parti populaire suédois.

26 Jokela J. et Korhonen K., « No longer a model pupil in European politics? Finland's EU policy after the general elections », *Commentary*, 28 avril 2011, n° 6, European Policy Institutes Network. www.epin.org[adresse internet???].

27 Les responsables de ce parti avaient « omis » de déclarer toutes leurs sources de financement pour la campagne de 2007 (ce qui est obligatoire mais non sanctionné par la loi).

annonça qu'il ne serait pas candidat et Halla-Aho l'emporta. Soini quitta le parti, entraînant avec lui les modérés, qui formèrent un nouveau parti, « Réforme bleue » *(Sininen Tulevaisuus)*. C'est ce parti qui siégea au gouvernement Sipilä jusqu'à son terme, dans une situation étrange, puisqu'il n'avait pas été élu. Réforme bleue se dit conservateur et plus modéré que PS ; il critique les autres partis, souhaitant respecter les traditions tout en ayant des visées réformatrices en particulier pour maintenir l'État-providence. Il a récemment évolué vers des positions plus dures vis-à-vis de l'immigration. Pour l'instant, c'est un parti aux résultats très modestes, qui n'a pu présenter aucun candidat à l'élection présidentielle de 2018. Aux législatives de 2019 (en l'absence de Soini, celui-ci ayant quitté la vie politique), il n'a obtenu aucun siège au Parlement. En revanche, PS, écarté du pouvoir, a rapidement reconstitué ses forces jusqu'à se hisser à la 2e place de l'élection législative de 2019. Certes, aux élections européennes, son score n'a pas été aussi brillant, mais il est tout de même arrivé en 4e position avec des candidats dont le profil n'était pas « facile » (mais néanmoins séduisant pour une partie de l'électorat de PS) : Laura Huhtasaari est une enseignante créationniste, et Teuvo Hakkarainen, auteur de propos racistes, a été condamné pour harcèlement sexuel…

3. L'idéologie du Parti des Finlandais : un populisme de droite radicale

L'idéologie de PS, telle qu'elle a été formulée par Soini, s'inscrit dans la lignée du vennamoïsme : on pourrait même dire qu'il en est une adaptation à la situation contemporaine de la Finlande, le communisme en moins et la mondialisation en plus. Il se base sur la défense de la nation et de la culture finnoise face à la mondialisation. On reconnaît dans son discours les thèses de l'ethnonationalisme.

Quelques ajustements ont été opérés par Jussi Halla-Aho, qui a rectifié le tir par rapport à quelques échecs essuyés par son prédécesseur, mais globalement, le cap est le même. Les Vrais Finlandais sont un parti nationaliste, visant la défense de la culture finlandaise dans le monde, et s'adressant au « vrai peuple » finlandais, fait de travailleurs modestes, mais pleins de bon sens. Le programme de principe de 2018 débutait ainsi : « L'accent est mis sur la valeur des citoyens finlandais ordinaires et leur rôle et leur voix dans la politique, l'économie et la culture de la Finlande… »[28].

28 The Finns Party, *Principle Program*, 19 octobre 2018, disponible à l'adresse suivante : https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2019/06/Periaateohjelma-19.10.2018_SU_In-English.pdf. La question était également très développée dans le programme de 2007.

Soini inscrivait clairement son message dans la tradition du nationalisme finlandais, qui reposait sur la question linguistique. Celle-ci figurait en effet dans les quatre points principaux du programme électoral de 2015, aux côtés de la politique économique, de la politique de sécurité et de la politique d'immigration[29]. Soini avait formulé l'objectif majeur de supprimer le bilinguisme de la Constitution[30], d'abolir l'obligation de suivre des cours de suédois à l'école et de réduire les émissions en suédois des télévisions publiques, mais aussi de faciliter l'apprentissage du finnois pour les immigrés. Le parti organisa une pétition contre l'enseignement obligatoire du suédois et recueillit les 50.000 signatures nécessaires pour inscrire la question à l'ordre du jour de l'*Eduskunta*. Mais les députés votèrent massivement contre cette proposition (134 voix contre 48). Depuis ce désaveu, le parti semble avoir pris quelques distances avec le nationalisme linguistique.

Le nationalisme de PS s'accompagne d'une prise de position contre le multiculturalisme, que PS présente non pas comme un fait social, mais comme une idéologie dangereuse ou comme une idée à la mode[31]. Dans le programme pour les législatives de 2007, on pouvait lire par exemple : « Nous n'accepterons jamais les décisions qui impliquent de contraindre la population autochtone à sacrifier ses propres traditions pour s'accommoder à des cultures étrangères »[32]. Il était expliqué que si les immigrés ne s'intègrent pas à la société, mais constituent des sous-cultures, cela finirait par menacer la culture finnoise… Sous Halla-Aho, la charge contre le multiculturalisme est formulée différemment, et non sans ambiguïté. PS semble reconnaître une certaine diversité culturelle en Finlande (les suédophones et les Sames étant des électeurs potentiels) : « Le cœur de la culture finnoise n'est pas constitué d'une seule tradition, attitude, opinion ou d'un 'style' unique – c'est une combinaison de la langue, de l'histoire, des coutumes, des valeurs et des symboles » […] « Un Finlandais sait ce que cela signifie d'être finlandais, et être finlandais 'c'est reconnaître quelque chose dans l'esprit' »[33].

29 The Finns Party, *Finns Party – Elections 2015. The Main concerns*, disponible à l'adresse suivante : https://www.perussuomalaiset.fi/kielisivu/in-english/.

30 L'article 17 de la Constitution finlandaise de 2000 stipule que « les langues nationales de la Finlande sont le finnois et le suédois ». Il garantit le droit de chacun à utiliser sa propre langue devant les administrations, et accorde également aux Sames et aux Roms, le droit de développer leur propre langue et culture.

31 Voy. les propos de la sociologue Anna Rastas et de l'ombudsman contre les discriminations Kirsi Pimiä *in* « Researcher: Populists use misleading immigration language to their advantage », *Helsinki Times*, 30 juillet 2015.

32 *Perussuomalaisten eduskuntavaaliohjelma*, 2007, disponible à l'adresse suivante : https://www.perussuomalaiset.fi/tietoa-meista/puolueohjelma/.

33 The Finns party, *The Finns Party Principle Program*, 19 octobre 2018, disponible à l'adresse suivante : https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2019/06/Periaateohjelma-19.10.2018_SU_In-English.pdf.

La lutte contre l'immigration au nom de la défense du peuple finlandais, dans sa culture, mais aussi en ce qui concerne son bien-être matériel, constitue le cœur de l'idéologie du parti. Ce qui est paradoxal, c'est que le nombre d'immigrés en Finlande est l'un des plus faibles en Europe, même s'il est en augmentation : en 2018, selon *Statistics Finland*, 7 % de la population était née à l'étranger (par ordre d'importance : en Russie, Estonie, Suède, Irak, Somalie…). PS est sans doute conscient du fait qu'il s'est positionné comme un parti anti-immigration dans un pays où le phénomène est longtemps resté quasiment anecdotique. En fait, il joue sur le fait que l'immigration, qui était très marginale en Finlande, a très récemment augmenté (en 2015, le nombre de citoyens nés à l'étranger était encore de 4 % contre 7 % aujourd'hui), ce qui a provoqué des réactions assez négatives de la part d'un peuple qui avait très peu de contacts avec des étrangers jusqu'alors. Comme les autres partis populistes de droite radicale en Europe, PS a su catalyser les craintes et les rancœurs de segments de la population qui se sent déclassée (Soini désignait son parti comme « un parti de travailleurs sans socialisme »), non adaptée à la mondialisation, et concurrencée par l'arrivée d'étrangers sur son sol[34]. De plus, il ne cesse d'agiter l'épouvantail d'autres pays européens : la Suède, la France, la Grande-Bretagne sont décrites comme des catastrophes, l'immigration y ayant engendré des « ghettos », des crises sociales et du chômage. La crise migratoire récente a été une opportunité pour renforcer ce discours. Avec Halla-Aho, le parti, qui se désigne dans son programme de principe de 2018 comme un parti *« du franc-parler »*[35], est devenu plus hostile à l'immigration et plus ouvertement raciste (durant la campagne de 2019, il a largement exploité une affaire d'abus sexuel ayant impliqué des immigrés à Oulu[36]). Sous Soini, PS faisait une distinction entre une immigration qui serait une charge pour le pays, et une immigration profitable, en raison du manque de main-d'œuvre en Finlande. Sous Halla-Aho, l'accent est plutôt mis sur le fait que l'immigration *« n'amène pas de nouveaux contribuables en Finlande »* et que de ce fait *« le retour des migrants dans leur pays d'origine est le plus important*… Le parti des Finlandais doit stopper toute l'immigration nuisible qui a été si coûteuse et dommageable pour la société finlandaise »[37] (ce qui se prolonge par des allusions à une montée de la criminalité et de l'insécurité liée à l'immigration).

34 Jussi Halla-Aho se positionne davantage comme le seul vrai parti de droite et est parvenu à attirer des électeurs plus urbains et plus favorisés.

35 The Finns Party, *Principle Program*, 19 octobre 2018.

36 L'affaire a sa page Wikipedia : https://en.wikipedia.org/wiki/Oulu_child_sexual_exploitation_scandal.

37 The Finns Party, *Vote Back Finland, Election program 2019*.

L'argumentaire anti-immigration de PS est lié à un « chauvinisme d'État-providence »[38] : pour PS, *« le patriotisme c'est un égoïsme au service de la communauté finlandaise »*[39]. Selon le parti, il faut à tout prix éviter que les immigrés ne viennent pour profiter des conditions de vie généreuses offertes par l'État-providence. Timo Soini prenait soin de ne pas critiquer l'immigration en soi, mais les mauvaises politiques d'immigration, et disait que s'il fallait diminuer l'immigration, c'était pour que les immigrés aient de bonnes conditions de vie… et qu'ils réussissent leur assimilation à la société finlandaise sans mettre en péril la culture finnoise. Alors que sous Soini, l'objectif de PS était une politique d'assimilation ne tolérant pas d'échec (le parti prévoyait différents cas de renvoi des étrangers), sous Halla-Aho, il est davantage question de stopper toute immigration « dommageable ». De plus, l'accent est mis sur l'attribution des ressources aux Finlandais les plus modestes. En 2019, la liste de ses priorités était la suivante : « Maintien de bons services sociaux, de bons salaires et conditions de travail, de bonnes écoles, de bonnes attitudes sociales incluant le respect de l'égalité et du consensus social et d'une manière générale, une bonne Finlande », ceci s'opposant au gaspillage, par les gouvernements précédents de *« milliards »* dépensés pour « l'immigration et l'amélioration du monde » (alors qu'il est urgent de réparer des « écoles infectées par de la moisissure et de l'air vicié »[40]. En matière sociale, plus généralement, PS reproche aux partis classiques d'avoir mal géré l'État finlandais. Il propose des mesures visant à redresser les finances publiques, tout en assurant la sécurité et le bien-être du citoyen finlandais ordinaire. PS affirme la nécessité de maintenir les aides aux personnes âgées, aux handicapés, aux familles modestes. La solution est toute trouvée : les coupes budgétaires doivent résulter d'une diminution des aides aux immigrés et à l'aide internationale au développement. Toutefois, la conception qu'a le parti de l'État-providence est particulière : il souhaite renforcer la responsabilité personnelle du citoyen. Cet élément, déjà présent sous la direction de Soini, semble se renforcer avec J. Halla-Aho. S'il a pour objectif une réduction du coût de la vie pour les plus modestes, le programme de principe de 2018 affirmait que « [l]e parti est opposé à l'attitude selon laquelle le gouvernement est toujours là pour fournir ce qui manque. Le parti est favorable à des services fondamentaux fournis par le gouvernement lorsque les impôts sont raisonnables et utilisés de façon compétente au bénéfice des

38 Le *welfare state chauvinism*, concept difficilement traduisible, désigne le fait de réserver les prestations sociales de l'État-providence à une catégorie de la population, notamment définie sur des bases ethniques, au lieu de les attribuer selon des principes égalitaristes et universalistes.

39 *Fit for the Finns – The Finns's party election programme for 2011 – summary*, disponible à l'adresse suivante : https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2013/04/Perussuomalaisten_eduskuntavaaliohjelma_2011-english_summary_2.0.pdf.

40 *Vote Back Finland*, *op. cit*.

Finlandais »[41]. Par ailleurs, le programme électoral de 2019 affirme que « le présent et le futur du bien-être des citoyens finlandais nécessitent la promotion et le soutien du travail productif et d'un entrepreneuriat efficace »[42]. Si certains ont cru voir dans ce volet social un programme de gauche visant à conserver le modèle nordique, il mélange une approche très sociale, mais chauvine de l'État-providence à des mesures très libérales, ce qui est typique des partis populistes de droite radicale.

Le contenu de la politique d'immigration voulue par PS s'est précisé lors du passage de PS au gouvernement Sipilä. Une série de mesures fut annoncée au sujet de l'immigration : les immigrés devaient être pris en charge dans des « programmes d'intégration » obligatoires, avec cours de finnois et aide à la recherche d'emploi, mais on leur attribuerait des aides sociales inférieures à celles accordées aux citoyens finlandais. Les critères de la réunion familiale devaient être durcis, l'expulsion des immigrés délinquants accélérée. En 2016, le ministère des Affaires étrangères, dirigé par Timo Soini, avait communiqué sur les réseaux sociaux afin de décourager les demandeurs d'asile potentiels de postuler en Finlande. Réforme Bleue, qui apparaissait plus modéré au début, a également été en ce sens avec quelques propositions faites en vue de la campagne des législatives de 2019. Ces initiatives ne sont pas sans rappeler la politique danoise qui, sous la houlette du Parti du peuple danois, est devenue l'une des politiques d'immigration les plus dures en Europe[43].

Les positions prises par le Parti des Finlandais amènent à évoquer renvoient à la question du racisme. Nombre de ses membres, dont les plus éminents, ont publiquement tenu des propos racistes sans en être exclus. Jussi Halla-Aho[44] et Olli Immonen ont tenu des propos insultants sur l'Islam (« religion de pédophiles »[45] et « d'idéologie totalitaire et fasciste »[46]). Halla-Aho a été condamné par la Cour suprême pour « troubles contre les cultes religieux » et « agitation ethnique ». Olli Sademies, élu à Helsinki, a quant à lui recommandé de stériliser les Noirs, parce qu'ils ont trop d'enfants, ceci afin d'éviter un naufrage de l'aide sociale… Il n'a pas été, lui non plus, exclu du parti. Les sanctions semblent plus fréquentes pour des propos pro-nazis ou fascistes que pour des propos racistes : Jussi Halla-Aho a été exclu pour deux semaines de l'*Eduskunta* (Parlement) pour avoir déclaré que « ce qu'il faudrait à la Grèce, c'est une junte militaire ». Et l'un des rares cas d'exclusion

41 *The Finns party Principle Program*, 19 octobre 2018, *op. cit*.

42 *Ibid*.

43 Blanc-Noël Nathalie, « Régner sans gouverner – ou presque : le cas du parti populiste danois, un populisme établi », *Politeia*, automne 2013, n° 24.

44 Jussi Halla-Aho est député européen et député à l'*Eduskunta*.

45 Propos tenus sur *Scripta*, le blog de Jussi Halla-Aho, en juin 2008, disponible à l'adresse suivante : http://www.halla-aho.com/scripta/.

46 Toisinajattelijana Suomessa – Policyn haastattelussa Jussi Halla-aho, *Policy*, 1/2008, p. 16.

de PS est celui de James Hirvisaari, qui s'est fait photographier en faisant le salut nazi devant l'*Eduskunta*. Timo Soini, pour sa part, s'est toujours gardé d'exprimer des propos xénophobes, mais il a eu, à l'évidence, une attitude très laxiste vis-à-vis des membres de son parti, cultivant une grande ambiguïté à leur égard. Néanmoins, il a lui-même été mis devant ses contradictions par un journaliste de la BBC, à qui il a expliqué qu'il ne pouvait être derrière chacun des membres de son parti. Sur la question de l'exclusion, sa position était qu'en tant que simple humain il ne pouvait condamner plus que la justice[47]. Finalement, Timo Soini trouva un moyen de couper court aux accusations de racisme qui lui était régulièrement faites : il boycottait les journaux qui l'accusaient. De son côté, Halla-Aho a un profil plus tranché. Dans son blog appelé *Scripta*, dont le thème est *« l'immigration, le multiculturalisme*, la tolérance, le racisme, la liberté de parole et le politiquement correct », qui compte entre 3.000 et 6.000 lecteurs par jour, il exprime des idées très critiques envers l'immigration et le multiculturalisme. Il y a notamment écrit que la critique « d'idéologies totalitaires et fascistes comme l'Islam ne devrait pas être considérée comme du racisme ni ne devrait être considérée comme une infraction »[48]. De nombreux chercheurs ont observé que la montée de PS a coïncidé avec une très nette augmentation des propos racistes sur les réseaux sociaux. De plus, plusieurs membres du parti, dont Halla-Aho, sont membres d'une association ultra-nationaliste appelée *Suomen Sisu*[49].

La posture ethno-nationaliste de PS s'accompagne de valeurs très conservatrices. PS défend la famille, l'éducation religieuse, la morale et l'ordre. Il souhaite une plus

47 « BBC Hard Talk grills Timo Soini on Racism », février 2013, disponible à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=2tqn9BrpEkA.

48 Toisinajattelijana Suomessa – Policyn haastattelussa Jussi Halla-aho, *Policy*, 1/2008, p. 16, Helsingin yliopiston Valtio-opin Opiskelijat ry. Voy. aussi : Soeren Kern, « Muslim Immigration Transforms Finland », 28 avril 2011, Gatestone Institute, disponible à l'adresse suivante : http://www.gatestoneinstitute.org/2075/finland-muslim-immigration. On peut trouver sur *Wiki quote* un florilège de déclarations racistes, mais aussi pro-nazies écrites par Jussi Halla-Aho sur le blog *Scripta*. M. Halla-Aho publie également des textes sur le blog d'extrême droite *Gates of Vienna*, sur le blog *Multicultural discourse in Finland and Sweden* et sur divers blogs extrémistes, tels *Homma*, un blog anti-immigration. Le terroriste et néo-nazi Anders Breivik, auteur de la tuerie d'Utøya en Norvège en 2011, avait cité Jusssi Halla-Aho comme une source d'inspiration idéologique… À noter qu'un des créateurs du blog *Homma*, Mattias Turkkila, est devenu rédacteur en chef du journal du parti PS, *Perussuomalainen*.

49 Cette association se dit nationaliste et patriote. Elle est opposée à l'immigration, au multiculturalisme, défend la souveraineté de l'État et s'oppose à la supranationalité. Les députés Olli Immonen, James Hirvisaari et Juho Eerola, élus en 2011, en sont membres. Jussi Halla-Aho en a démissionné en 2019. Jutila Karina et Sundell Björn, « The Populism of the Finns Party, Fun or Ugly? », E2 Think tank, disponible à l'adresse suivante : http://archive.gef.eu/uploads/media/Full_Article_The_Populism_of_The_Finns_Party_-_Fun_or_Ugly.pdf. Arter David, « The Breakthrough of Another West European Populist Radical Right Party? The Case of the True Finns », *Government and Opposition*, 2010, vol. 45, n° 4, pp. 484-504. Grönroos Simo, *Suomen Sisun 10-vuotishistoriikki*, Helsinki, Suomen Sisu, 2008, disponible à l'adresse suivante : https://www.suomensisu.fi/esittely/.

grande sévérité pour punir les criminels : le boxeur Tony Halme, élu à Helsinki, voulait envoyer les pédophiles, les violeurs et les dealers dans les prisons russes… Par ailleurs, sous Soini, PS a proposé une politique d'éducation très rétrograde : il souhaitait favoriser l'enseignement de l'artisanat et du design folklorique à l'école et rendre l'étude du *Kalevala* obligatoire à l'école ; ce recueil de légendes populaires fut compilé par Elias Lönnrot au XIXe siècle afin de promouvoir la culture et la langue finnoise à l'époque de la construction du nationalisme finlandais. Plus « droitières » encore furent les propositions de « mettre davantage l'accent sur l'éducation physique » parce que « c'est une matière concernant à la fois la santé physique et *mentale* »[50], de noter les élèves pour leur conduite, et de réduire le nombre d'admissions dans les universités… Il est vrai que PS fustige les élites et les intellectuels. De même, les derniers programmes du parti mettent l'accent sur les valeurs *« finlandaises et occidentales traditionnelles basées sur des fondamentaux chrétiens bien établis »*[51].

En matière de politique étrangère, le programme de PS vise à défendre la souveraineté du pays. PS est hostile à une adhésion à l'OTAN, et à l'intégration européenne. PS est le parti dont la position anti-européenne a été la plus radicale et la plus constante en Finlande. Il accuse l'UE de ne pas être démocratique et de favoriser les intérêts du grand capital. PS souhaite remplacer l'UE par « une confédération souple d'États indépendants travaillant pour le libre-échange et des bénéfices économiques »[52]. Le parti est également favorable à un retrait de l'union monétaire et envisage de renégocier l'adhésion à l'Union[53]. Selon lui, les intérêts du peuple finlandais ne sont tout bonnement pas assurés dans le système européen actuel.

4. La fin de l'exception finlandaise

L'examen de l'idéologie de PS permet de constater qu'il s'agit bien d'un parti populiste possédant les caractéristiques définies par Jens Rydgren, à savoir ethno-nationalisme, xénophobie, autoritarisme et style populiste. Alors qu'il siège aujourd'hui à droite, les auteurs finlandais ont eu tendance à classer le Parti des Finlandais au centre, du fait de sa filiation agrarienne mais aussi pour deux raisons : d'une part,

50 *Fit for the Finns – The Finns party's election programme for the parliamentary election 2011*, *op. cit.*

51 *The Finns' party European Union policy*, 21 janvier 2019, disponible à l'adresse suivante : https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2019/05/EUpolitiikkaENG_2019.pdf.

52 *Ibid.*

53 *Ibid.*

ses prises de positions oscilleraient entre droite et gauche et, d'autre part, il serait dépourvu de lien avec des organisations néo-nazies ou néo-fascistes.

Or, on peut observer que la défense de l'État-providence n'est pas une exception parmi les autres partis populistes européens, même de droite. Lorsque Timo Soini définissait son parti comme un *« parti ouvrier* sans socialisme », il utilisait quasiment les mêmes mots que Jörg Haider, qui définissait le FPÖ autrichien comme un parti *« social, sans socialisme »*. De plus, la conception particulière que PS a de l'État-providence, dans lequel l'individu est responsable de son bien-être, est justifiée en termes nationalistes : le programme de 2011 stipulait que « la santé et le bien-être sont les fondements du succès d'une nation »[54]. Et le parti martèle toujours que les bénéfices de l'État-providence finlandais doivent être destinés aux Finlandais… Cette conception est celle d'un « État-providence national qui protège les intérêts du Finlandais ordinaire tout en protégeant la souveraineté politique et culturelle de la Finlande »[55]. Le seul point du programme de PS qui soit nettement « à gauche » est son programme fiscal, visant à décourager la consommation « outrancière » en augmentant les impôts sur les hauts revenus et le capital. Mais cela n'a rien d'étonnant de la part d'un parti qui prend fait et cause pour « le Finlandais ordinaire ».

Sur la question des liens avec des organisations extrémistes, ils n'ont pas été démontrés. Cependant des sympathies se sont exprimées : nous avons évoqué le salut nazi du député James Hirvisaari, nous pourrions aussi mentionner ses propos sur l'admiration qu'il portait à Jörg Haider ou la déclaration d'admiration du député Jurho Eerola pour Mussolini… Fait plus troublant, sur la page d'accueil du blog de Jussi Halla-Aho, se trouve un lien renvoyant vers le site *Gates of Vienna*, un site donnant la parole à des néo-nazis et tenants de la thèse du grand remplacement entre autres, où écrivait Anders Breivik[56]. Il y avait également un lien vers le blog de Mikko Elillä, aujourd'hui désactivé pour cause d'incitation à la haine raciale[57]. Au total, l'examen du programme de PS ne laisse guère entrevoir de différences significatives avec ceux des autres partis populistes de droite radicale, tels le Rassemblement national en France : leurs positions anti-européenne, nationaliste, anti-immigration et pour le maintien d'une protection sociale étendue sont comparables. Si l'on examine l'électorat de PS, on constate qu'il a le profil-type de l'électorat d'extrême droite en Europe : les électeurs sont plutôt jeunes, masculins, peu diplômés et se sentent exclus ou déçus par les partis traditionnels. Depuis 2011, cet électorat s'est

54 *Fit for the Finns*, *op. cit*.

55 Nordensvald Johan et Ketola Markus, « Nationalist reframing of the Finnish and Swedish Welfare State: the Nexus of Nationalism and Social Policy in Far-right Populist parties », *Social Politics and Administration*, mai 2015, vol. 49, n° 3.

56 https://www.halla-aho.com/scripta/johdanto_uudelle_lukijalle.html (consulté le 26 juin 2020).

57 http://mikkoellila.thinkertothinker.com/ (consulté le 26 juin 2020). Voy. aussi note 44.

élargi à une partie de l'électorat social-démocrate et de l'électorat du Parti de la coalition nationale, plus les abstentionnistes (1/5e des électeurs de PS en 2001 s'étaient abstenus aux élections de 2007). Ce profil d'électeurs reste vrai en 2019, même si PS, se présentant aujourd'hui comme le « seul » parti authentiquement conservateur face à des partis représentant diverses facettes du libéralisme, a réalisé de bons scores dans certains quartiers favorisés, en particulier à Helsinki[58].

Pour toutes ces raisons, il semble bien que la théorie de « l'exception finlandaise » soit périmée. Le succès de PS est en passe de marquer durablement la vie politique finlandaise. Dans un premier temps, les autres partis l'ont considéré comme un parti « comme les autres » et ont, pour le centre et les conservateurs, accepté de siéger avec lui au cabinet Sipilä. Certes, cette période fut celle d'échecs notables pour PS : en termes de politique, ce furent l'échec par exemple de son projet de finnisation de l'éducation, de sa campagne contre la loi pour le mariage pour tous, ou en matière d'immigration puisque durant la crise des migrants, la Finlande dut accueillir son lot de réfugiés, contrairement à ce qu'avait promis PS lors de sa campagne (néanmoins, si ce dossier fut un échec pour Réforme bleue, remplaçant PS au gouvernement après la scission du parti, il fut très bénéfique à PS passé dans l'opposition). Tout cela semble plaider en faveur de l'argument que les partis populistes en général résistent mal à l'épreuve du pouvoir[59]. Quelques mois après son entrée au gouvernement en 2015, les sondages indiquaient que les électeurs commençaient à être déçus des concessions faites par le parti au sein de la coalition (en octobre 2015, un sondage indiquait que près de 60 % des électeurs ayant voté pour PS auraient reconsidéré leur vote si les élections s'étaient tenues alors, et qu'une partie de ces votes se serait reportée sur les Sociaux-démocrates[60]).

Pour autant, ce que l'on constate, c'est que le phénomène du populisme radical de droite s'est profondément inscrit dans la vie politique finlandaise. Le discours de PS a brisé le consensus traditionnel et a amplifié l'expression des mécontentements et des craintes envers les évolutions sociétales. Il a libéré la parole xénophobe avec une intensité étonnante et d'une manière qui aurait été impensable il y a une vingtaine d'années. La fulgurante ascension du populisme de droite radicale en

58 Grönlund Kimmo et Strandberg Kim (eds), *Voting and public opinion in Finland, The parliamentary election of 2019*, Åbo Akademi, Institutet för samhällsförskning, 2019, disponible à l'adresse suivante : https://www.abo.fi/wp-content/uploads/2019/07/Voting-and-Public-Opinion-in-Finland.pdf.

59 Blanc-Noël Nathalie, « When governing is losing advantage. Denmark and Finland, two opposite cases of radical right parties' influence on policy making », *in* B. L.et H.-G. *Do They Make a Difference? The Policy Influence of Radical Right Populist Parties in Western Europe*, [Colchester???], ECPR Press/Rowman and Littlefield International, 2019.

60 « Fewer than half voters would recast their vote for Finns party », *Helsingin Sanomat*, 23 octobre 2015.

Finlande a obligé les autres partis à se positionner vis-à-vis de lui, voire à reprendre ses thèmes. On peut par exemple citer le très remarqué discours du président de la République, Sauli Niinistö (du Parti du centre), lors de l'ouverture de la session parlementaire de février 2016. Le président a parlé du phénomène migratoire comme « d'un problème sérieux » mettant en question « l'Europe, la Finlande, le mode de pensée occidentale et nos *valeurs* »… « Encore quelques années auparavant, nous exportions nos valeurs et les considérions comme indiscutables, maintenant nous devons nous demander si nous pourrons les préserver »[61]. Quant à la gauche, en particulier les Sociaux-démocrates, ils ont été obligés de se positionner par rapport à PS.

Le Parti des Finlandais est bien parti pour marquer, de façon durable, la scène politique finlandaise par ses idées. Aux législatives de 2019, le nouveau PS, sous la houlette de Jussi Alla-Aho, a raffermi ses thèses sur l'immigration et sur l'Europe (affirmant que l'objectif est de la quitter à plus ou moins long terme, ainsi que de quitter la zone euro). Il a obtenu 17,7 % des voix, soit la seconde place au scrutin après les Sociaux-démocrates. Sa position actuelle, dans l'opposition, lui donne l'avantage de développer sa critique des gouvernants sans endosser d'éventuels échecs politiques… Tout en jouissant d'une liberté de parole lui permettant de pousser le bouchon toujours plus loin hors des limites du droit et de la morale, en particulier sur le thème du racisme[62]. La Finlande s'était crue immunisée contre le populisme de droite radicale, mais en réalité elle semble emprunter le même schéma que beaucoup de pays européens et elle assiste à un développement auquel elle n'était pas préparée, tant sur le plan des instruments juridiques (la loi anti-discrimination ne date que de 2004), que sur le plan des mouvements sociaux : les associations de lutte contre le racisme, quoiqu'en plein développement, sont encore débutantes, ce pays n'en ayant jamais connu le besoin auparavant. À l'heure où nous écrivons, les sondages indiquent que le Parti des Finlandais, depuis plusieurs mois, est le parti ayant le plus fort soutien populaire dans le pays[63].

61 Niinistö Sauli jyrähti : « Polttopullo rakennukseen on minulle vieläkin murhapoltto », *Uusi Suomi*, 1er janvier 2016.

62 Blanc-Noël Nathalie, « When governing is losing advantage. Denmark and Finland, two opposite cases of radical right parties' influence on policy making », *op. cit.*

63 Plus d'un cinquième des électeurs (21,7 %) ont exprimé leur soutien à PS et ces mêmes sondés sont aussi ceux qui sont le plus sûrs de leur choix, déclarant à 61 % être « absolument certains » de voter pour PS. « Finns Party leads way, support for ruling parties at 53 % », 13 février 2020, Alma Media, disponible à l'adresse suivante : https://www.helsinkitimes.fi/finland/finland-news/politics/17326-alma-media-finns-party-leads-way-support-for-ruling-parties-at-53.html.

Les partis d'extrême droite européens et la crise sanitaire du Covid-19

Jean-Yves CAMUS

Jean-Yves Camus est Senior Fellow, Centre for the Analysis of the Radical Right (CARR) et Directeur de l'Observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean Jaurès. Dernier ouvrage paru : Avec Nicolas Lebourg : *La extrema derecha en Europa. Nacionalismo, xenophobia, odio*, Clave intelectual, Madrid 2020 et Capital intelectual, Buenos-Aires, 2020.

21 rue Robert et Sonia Delaunay, F-75011 Paris, France, jycamus75@yahoo.fr

Résumé

Les partis de la droite radicale européenne ont vu, dans la pandémie de COVID-19, une occasion de faire avancer leur agenda politique, en particulier leur critique de la mondialisation et des élites, ainsi que l'idée d'un rétablissement des contrôles aux frontières sur les hommes et les marchandises, que partagent tous les mouvements souverainistes. Bien qu'ils n'aient pas adopté une attitude commune, les contextes sanitaires nationaux étant très disparates, la plupart ont accentué leur critique des élites, jugées responsables d'une réponse tardive et insuffisante face à l'épidémie. Ils ont également accusé les gouvernements en place de mettre en danger la vie des personnes âgées, de ne pas suffisamment soutenir les commerçants, artisans et professions indépendantes touchées par l'arrêt de l'activité économique. L'aspect le plus novateur de leur positionnement est la défense, qu'ils ont prise, des libertés individuelles des citoyens, face aux mesures de confinement dont ils estiment qu'elles instaurent une « dictature sanitaire ».

Mots-clés

Extrême-droite, Souverainisme, crise sanitaire, complotisme, libertés publiques, mondialisation, élites, Chine.

© POPULISME
LA REVUE

Pour mémoire, le nombre de morts va de plus de 30.000 (Royaume-Uni et Italie) puis 26.000 (Espagne et France), jusqu'à des chiffres inférieurs à 300 (République tchèque, Serbie, Finlande, Moldavie, Grèce, Luxembourg), voire même à moins de 100 dans les pays baltes et une partie des Balkans. L'impact politique et psychologique de la maladie est évidemment différent selon ces chiffres. Il diffère aussi selon que les pays ont pris des mesures de confinement drastiques limitant les déplacements individuels ou ont choisi un confinement limité aux activités collectives (Pays-Bas, Suède) ainsi que selon le calendrier du confinement et son retard par rapport à la progression de l'épidémie (Royaume-Uni).

D'une manière générale, la communication des partis de la droite radicale ou extrême a porté sur trois axes principaux : la remise en cause de l'origine animale de l'épidémie à partir de la Chine, par le recours à plusieurs théories complotistes ; la critique de la mondialisation et de l'ouverture des frontières, présentées comme la cause première de la propagation du virus ; et, selon les pays et les partis, la demande contradictoire de mesures gouvernementales plus strictes pour limiter l'épidémie, combinée à une critique des atteintes supposées que le confinement impose aux libertés individuelles des citoyens.

1. L'origine de l'épidémie : les théories alternatives

La droite radicale aime l'idée des « causes cachées » selon laquelle tout événement historique, tout fait même vérifié, est en réalité provoqué par des causes mystérieuses que « le pouvoir », notamment les médias et « les élites », voudraient cacher au peuple pour lui masquer l'action déterminante, souterraine et concertée de « lobbies » qui dirigeraient le monde. Or, la pandémie du Covid-19 se prête aux questionnements sur l'origine du virus qui, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est d'origine animale et située en Chine, à Wuhan. Des théories alternatives circulent, notamment sur les réseaux sociaux qui contestent le constat de l'OMS, au motif notamment que cette organisation internationale serait sous l'influence de la Chine. L'influence chinoise au sein de l'organisation l'aurait ainsi rendue dépendante des données fournies par la Chine, retardant le déclenchement des mesures internationales contre la pandémie. Cette idée est en elle-même acceptable et mérite un débat. Elle a été rapportée, sous forme de questionnement, par de

nombreux médias *mainstream* et de *think tanks* d'orientation politique différente[1], y compris de la droite radicale identitaire[2]. Ce questionnement légitime a conduit plusieurs acteurs de la droite radicale à réactiver le thème de l'Occident en lutte contre le communisme, incarné non plus par Moscou mais par la Chine. Ainsi le député européen des Démocrates suédois, Charlie Weimers, a accusé la Chine d'avoir utilisé l'opacité et le mensonge pour minorer l'ampleur de l'épidémie, attitude qui selon lui découle de la nature même du communisme[3]. Cette déclaration semble se situer dans l'optique des critiques adressées par la droite conservatrice américaine, et par le président Trump lui-même, à l'égard de la Chine en tant qu'adversaire idéologique, et pas seulement rival commercial.

D'autres partis ou personnalités ont évoqué non seulement la responsabilité du gouvernement chinois dans une réponse tardive et inappropriée à la pandémie, mais l'idée selon laquelle le virus se serait échappé accidentellement du laboratoire de virologie de Wuhan. Cette théorie, énoncée comme une probabilité par le secrétaire d'État américain Mike Pompeo notamment, a été propagée à la mi-avril par le Professeur Luc Montagnier, prix Nobel de Médecine 2008 et a été abondamment commentée, en France, par les élus du Rassemblement national Julien Odoul et Gilbert Collard, comme par l'ancien député européen Jean-Yves Le Gallou, animateur de la Fondation Polémia. Leurs commentaires ne sont pas une approbation, mais l'expression d'un doute : et si le scientifique français avait raison contre la « vérité officielle » énoncée par l'OMS et les gouvernements européens ? Le Rassemblement national n'a toutefois pas emboîté totalement le pas aux propos du Professeur Montagnier : la députée européenne Annika Bruna réclame pour sa part la création d'une commission d'enquête internationale sur les origines de l'épidémie, réclamant surtout que la Chine donne à cette commission l'accès à son territoire, mais privilégiant l'hypothèse d'une transmission animale liée à l'activité des « marchés humides » et au contact de l'homme avec des animaux sauvages impropres à la consommation[4].

1 En France, l'Institut Montaigne, d'orientation libérale ; les quotidiens *Le Figaro*, *Le Monde*, l'édition française du journal *Epoch Times*, qui rapporte le 6 avril le lancement d'une campagne intitulée *Taïwan for All*, inspirée par la ligne très anticommuniste et anti-Pékin de ce quotidien qu'on dit proche du mouvement Falun Gong et qui attribue au Parti communiste chinois une action concertée de soutien au « terrorisme islamiste » comme à Yasser Arafat et à l'OLP, avec le soutien de « l'extrême-gauche occidentale ». *Cf.* comment le spectre du communisme dirige le monde, disponible à l'adresse suivante : https://fr.theepochtimes.com/chapitre-15-les-racines-communistes-du-terrorisme-1282929.html.

2 Voy. l'article du 24 avril, « L'OMS est-elle sous l'influence de la Chine ? », sur le site Breizh-Info, disponible à l'adresse suivante : https://jeune-nation.com/natio-europe/delegation-francaise-a-dresde-pour-la-commemoration-des-victimes-des-criminels-bombardements-allies-photos.html.

3 *Cf.* https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/123562/CHARLIE_WEIMERS/home.

4 *Cf.* https://rassemblementnational.fr/communiques/pour-combattre-les-causes-du-coronavirus-exigeons-une-commission-denquete-internationale-independante-sur-son-origine/.

D'autres théories, cette fois carrément complotistes, se diffusent et, parmi elles, celle qui attribue à Bill Gates un plan secret selon lequel le milliardaire américain voudrait profiter d'un vaccin contre le Covid-19, issu de la recherche financée par sa fondation, pour y intégrer une puce RFID devant « traquer » la population mondiale. Cette idée, qui est partagée par des complotistes qui n'appartiennent pas à l'extrême droite, est notamment défendue sous une autre forme par Marian Kotleba, leader du parti d'extrême droite Parti populaire « Notre Slovaquie » (LSNS, 8 % des voix) persuadé que le traçage des personnes testées positives au Covid aboutira à ce qu'on implante des puces sous la peau de tous les citoyens.

2. La perspective d'une société orwellienne : la droite radicale en défense des libertés publiques

La société orwellienne est celle, de type totalitaire, décrite par l'écrivain britannique George Orwell dans son roman *1984*, publié en 1949. Elle repose notamment sur l'omniprésence d'un État surveillant les citoyens, leur comportement et leurs pensées, abolissant la liberté d'expression. La crise du Covid-19 a permis à la droite radicale et extrême de développer l'idée selon laquelle les « élites » profiteraient sciemment de l'urgence sanitaire pour accélérer l'imposition d'une forme autoritaire de gouvernement. Cet autoritarisme peut se manifester, selon ces critiques, de plusieurs manières. L'ancien militant phalangiste et désormais élu européen de Vox, Jorge Buxadé[5] reproche ainsi au gouvernement de gauche de Pedro Sanchez d'avoir soustrait au contrôle parlementaire les mesures de confinement qui ont limité la liberté de circuler. Le Rassemblement national français, qui prépare un Livre noir de la crise du Covid-19, a protesté contre la pédagogie adoptée par le gouvernement qui, au moment de faire voter début mai une prolongation de deux mois de l'état d'urgence sanitaire, a choisi, selon le député Bruno Bilde, d'utiliser « la culpabilisation, l'infantilisation et les menaces » à l'égard des Français, en insinuant que l'État pourrait reporter la fin du confinement, voir supprimer les départs en vacances, si les citoyens ne respectaient

5 Avocat, il était en 1995 candidat du mouvement Falange Espanola de las JONS aux élections dans la province de Tarragone, avant de rejoindre en 1996 un groupe concurrent, Phalange espanola, puis le Partido Popular (droite conservatrice)

pas assez les mesures de précaution[6]. D'autres mouvements plus marginaux et activistes, qui n'ont pas à se soucier de leur crédibilité à gouverner, ont carrément manifesté contre la « dictature sanitaire », tel le parti néofasciste et catholique intégriste italien Forza Nuova, voire, comme le président du Parti de la France Thomas Joly, ont dénoncé le principe même du « confinement de type totalitaire » qui « ruine le pays » et « sous le prétexte fallacieux de la santé publique », va permettre à l'État de « pérenniser un grand nombre de mesures liberticides »[7]. De manière plus étonnante pour ceux qui ignorent son évolution tactique, le parti nationaliste hongrois Jobbik, qui cherche désormais à vaincre Viktor Orbàn en s'alliant au besoin à l'opposition de centre-gauche, s'est exprimé par la voix du député Koloman Brenner pour dénoncer les atteintes à la liberté des médias que le gouvernement du FIDESZ (droite conservatrice) a justifiées par la pandémie[8]. Cette question du pluralisme de l'information a été à l'ordre du jour en France aussi, lorsque le gouvernement a mis sur son site internet une rubrique « Désinfox Coronavirus » destinée à recenser des articles jugés « sûrs et vérifiés » mais issus de cinq médias seulement, dont aucun de droite. Cette manière maladroite de lutter contre les *fake news* a été présentée comme étant une instauration du ministère de la Vérité annoncée par Orwell, par exemple sur la chaîne télévisée nationaliste et identitaire TV Libertés (uniquement présente sur internet), le mensuel national-conservateur *L'Incorrect*, le site identitaire Paris Vox et l'ensemble de la sphère dite de « réinformation » proche de la droite nationaliste. Si ceux-ci ont réagi avec leur vocabulaire propre, il faut souligner que l'ensemble des rédactions de la presse française, de toutes opinions politiques, ont vivement désavoué l'initiative gouvernementale, qui tendait à instaurer une information officielle en indiquant aux lecteurs ce qu'ils devaient lire et ce qu'ils devaient éviter.

3. Contre les « élites » et leur « responsabilité »

Dans pratiquement tous les pays, la droite radicale et extrême a tiré à boulets rouges sur les gouvernements en place, les accusant de ne pas avoir été à la hauteur

6 *Cf.* https://rassemblementnational.fr/communiques/culpabilisation-infantilisation-menaces-le-gouvernement-renvoie-les-francais-a-lecole-maternelle-avant-la-deconfiture/.

7 *Cf.* son interview au site Riposte laïque, dont la raison d'être quasi obsessionnelle est la dénonciation non pas de l'islamisme, mais de l'islam sous toutes ses formes : https://ripostelaique.com/le-confinement-impose-un-controle-de-masse-de-type-sovietique-et-ruine-le-pays.html.

8 *Cf.* https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/17/entre-campagne-municipale-et-crise-du-coronavirus-le-chemin-de-croix-d-agnes-buzyn_6033395_823448.html. Koloman Brenner est un universitaire appartenant à la minorité allemande de Hongrie.

dans la gestion de l'épidémie. Le meilleur exemple de ce positionnement politique est l'attitude de Marine Le Pen, selon laquelle le président Macron et l'ensemble du gouvernement ont pratiqué le « mensonge d'État », c'est-à-dire ont donné aux Français des informations incomplètes ou fausses afin de masquer leur incompétence dans le domaine de la santé publique, par exemple en cachant la pénurie de masques, puis en promettant l'arrivée de tests qui, à ce jour, n'ont pas été massivement distribués et, plus gravement, en cachant les raisons qui ont motivé les autorités sanitaires à refuser la distribution massive du traitement par l'hydroxychloroquine, un médicament contre le paludisme recommandé par le professeur marseillais Didier Raoult. Alors que ce refus est motivé à la fois par les graves effets secondaires du traitement et par les critiques méthodologiques émises à l'encontre des essais thérapeutiques conduits par ce médecin non conformiste, le député européen du RN, Gilbert Collard, a publié sur le site du parti une tribune libre mettant en cause les supposés « intérêts » conjoints de l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn et de son mari Yves Lévy, ancien directeur de l'INSERM (Institut *national de la santé et de la recherche médicale)* à écarter le professeur Raoult[9] afin d'asseoir leur pouvoir exclusif sur le milieu de la recherche médicale. Le RN a donc été, dès le mois de mars, le seul parti politique français à refuser absolument toute politique d'union nationale face à la pandémie non pas en raison de son opposition à la politique gouvernementale de restrictions budgétaires qui a diminué les capacités des hôpitaux publics à faire face à l'afflux de malades, mais parce que le parti de Marine Le Pen, parce que c'est un parti antisystème, doit pour garder sa crédibilité, s'opposer frontalement à tout pouvoir en place. La vision du monde du RN repose sur l'opposition entre le peuple et les élites, les « enracinés » et les « nomades », les « patriotes » et les « mondialistes » : il ne peut donc que partir du préjugé selon lequel le gouvernement trahit les intérêts du peuple en lui mentant sur la pandémie. Le président de la République et le ministre de la Santé expliquent avec raison qu'on est face à une crise sanitaire inédite et avec un virus que les meilleurs scientifiques du monde n'ont pas encore réussi à cerner. L'électeur lepéniste, lui, ne croit pas aux incertitudes : pour lui, le pouvoir « sait » ou « doit savoir ». S'il hésite dans ses décisions, c'est qu'il « cache » quelque chose en plus d'être incompétent.

Là où le confinement a été le plus strict, les droites radicales ont instruit un réquisitoire contre ce pouvoir jugé incompétent et menteur. Outre le RN en France, ce sont les nationalistes conservateurs espagnols de Vox qui ont utilisé les adjectifs les plus forts contre le gouvernement (« gestion criminelle » ; « obscurantisme » ; « perte

9 *Cf.* https://rassemblementnational.fr/tribunes-libres/covid-19-et-chloroquine-mais-quel-courroux-anime-le-couple-buzyn-levy-contre-le-professeur-raoult/.

de toute crédibilité » ; « insulte » faite aux Espagnols)[10] et plus encore contre la Généralité de Catalogne dirigée par les indépendantistes, accusée de « sectarisme » et de « haine »[11]. Cette virulence peut s'expliquer par la tactique du mouvement, qui cherche à gagner des voix allant pour l'instant au parti conservateur, le Partido Popular, obligé à davantage de retenue, comme le sont en France les Républicains face au RN. La situation en Italie incitait également la Lega de Matteo Salvini à attaquer durement la coalition formée par ses anciens alliés du Mouvement Cinq Étoiles (M5S) et le Parti démocrate de centre-gauche. Sorti du gouvernement, Salvini a tenté dans la nuit du 29 au 30 avril un coup d'éclat en occupant avec une dizaine d'autres élus l'hémicycle du Sénat pour dénoncer le blocage de l'économie, les retards dans le versement des aides promises, les limitations de la liberté de circuler et la mise entre parenthèses des pouvoirs parlementaires par le gouvernement Conte, pendant la durée de la crise sanitaire. Son efficacité politique a toutefois été diminuée par le fait que la Lombardie, région que le parti dirige, dont elle est le fief et dont le gouverneur Attilio Fontana n'a pas semblé performant, alors même que Milan et sa région étaient l'épicentre de la pandémie en Italie. Changeant souvent de discours entre le mot d'ordre d'un *lockdown* total pour sauver des vies et celui de retourner vite au travail, pour plaire aux petits entrepreneurs, commerçants et employés qui sont sa clientèle électorale, Salvini a également été accusé de double discours car lui qui reproche au gouvernement en place d'avoir agi sans le Parlement avait, en août 2019, quitté la majorité en demandant aux Italiens de lui donner les « pleins pouvoirs » lors d'élections législatives anticipées qu'il n'avait pas obtenues. Un sondage réalisé le 8 mai par la société Omnibus prouve que si la Lega reste en tête des intentions de vote avec 26,7 %, elle est en baisse depuis le début de la crise sanitaire, tandis que le Parti démocrate et le M5S sont en légère hausse (21,3 % et 16,2 %). La surprise provient d'un autre parti de droite, Fratelli d'Italia, qui, avec 14,1 %, fait plus que doubler son score (6,2 %) des européennes de 2019. Ce parti conservateur, souverainiste, dirigé par une femme, Giorgia Meloni, a eu un discours très dur contre le gouvernement Conte, mais plus constructif et beaucoup moins hystérique que celui de Salvini. Son idéologie ressemble beaucoup à celle des post-fascistes de l'Alliance nationale aujourd'hui disparue, avec une composante catholique forte qui insiste sur les valeurs familiales, le conduisant à demander pendant l'épidémie un congé parental payé à 70 % du salaire et une allocation mensuelle de 500 euros pour la garde d'enfants à domicile[12]. Dans les pays scandinaves et aux Pays-Bas, confrontés à une épidémie moins dramatique et à un confinement

10 *Cf.* https://www.voxespana.es/actualidad/abascal-el-gobierno-pide-un-cheque-en-blanco-mientras-nos-insulta-20200413.

11 *Cf.* https://www.voxespana.es/vox-opinion/la-gestion-criminal-del-covid-19-convierte-las-residencias-de-ancianos-en-morgues-20200413.

12 *Cf.* https://www.fratelli-italia.it/coronavirus/.

plus souple, les partis populistes de droite ont dû réagir d'une manière différente. Les Démocrates suédois ont ainsi, par la voix de leur chef Jimmie Akesson, focalisé leurs attaques sur les insuffisances du « package » d'aides financières présenté par le gouvernement pour aider l'économie et en particulier les petites et moyennes entreprises. Le Forum pour la Démocratie du néerlandais Thierry Baudet a soutenu le Premier ministre Mark Rutte face aux pays du sud de l'Europe qui souhaitaient la mutualisation des aides de l'Union européenne aux États membres, ce à quoi s'opposaient l'Allemagne comme les Pays-Bas, soucieux de ne pas donner aux électeurs l'impression qu'ils allaient devoir payer davantage d'impôts pour financer des pays, en particulier du sud de l'Europe, accusés régulièrement de ne pas maîtriser leurs déficits publics et d'avoir une administration peu efficace.

4. Une cause pointée du doigt partout : la mondialisation

Finalement, d'un bout à l'autre des droites radicales et extrêmes, comme chez bon nombre de dirigeants populistes plus « *mainstream* », la crise sanitaire s'est avérée être l'occasion de dénoncer encore et l'Union européenne (qui laisse pourtant la compétence sur la santé aux États membres) et surtout la mondialisation, avec un discours sur la nécessité absolue du retour aux frontières : comme le dit Thierry Baudet, « l'État-Nation, c'est l'avenir ». Les partis de la droite radicale, Rassemblement national en tête, ont eu en commun de répéter qu'ils étaient les premiers à avoir averti des dangers de la délocalisation d'industries pouvant s'avérer stratégiques (comme la production de masques et de respirateurs). Ils ont continué à considérer que l'immigration aggravait la crise sanitaire, soit parce que le virus s'était déclaré dans des régions ayant des échanges considérables avec la Chine (comme la Lombardie), soit parce que l'afflux d'immigrants arrivant en Grèce depuis le Moyen-Orient et l'Afrique allait accélérer la propagation du Covid (telle a été et d'une mondialisation qui génère d'incessants mouvements massifs des personnes. L'idée générale est d'abord que la pandémie a été causée par la mondialisation elle-même, parce que celle-ci génère des flux continus d'immigration et de voyages. Ainsi Marine Le Pen et le FPÖ autrichien ont été les premiers à demander des contrôles sanitaires aux aéroports, y compris pour les voyageurs intra-européens. Pour ces partis, il existe une « idéologie mondialiste », partagée par les libéraux de gauche comme de droite, dont l'objectif est de supprimer les frontières pour que le marché, au sens économique du terme, soit le plus vaste et le plus ouvert possible. La mondialisation, assurent certains partis, permet à certaines multinationales

de faire des profits financiers en période de crise sanitaire. Le parti hongrois Mi Hazànk (Notre patrie, 3,31 % des voix aux européennes de 2019), écrit : « Nous sommes heureux de constater que le gouvernement a accepté notre idée d'une taxe spéciale de solidarité sur les multinationales et les banques. Dans le même temps, nous attirons l'attention du gouvernement sur le fait que ceux qui gagnent le plus d'argent en raison de la situation épidémiologique, c'est-à-dire les multinationales numériques tels que Facebook, ainsi que les entreprises de télécommunications, ont été oubliés de sa proposition de taxation ». Poursuivant sur ce sujet, le parti hongrois aborde une question qui rejoint les critiques habituelles des droites radicales contre une mondialisation qui touche les plus démunis, les plus faibles, dans les sociétés occidentales : Mi Hazànk demande un moratoire sur les dettes et les expulsions[13], tandis que partout, les personnes âgées sont décrites comme doublement victimes : de l'épidémie qui les frappe plus que la moyenne ; du manque de moyens financiers qui leurs sont destinés dans les établissements hospitaliers et dans l'aide à domicile, puisque les contraintes budgétaires imposées par l'Union européenne et les gouvernements libéraux acquis à la globalisation feraient des seniors un « poids » pour la société et l'économie. Les Espagnols de Vox ont dénoncé le « goulag » des maisons de retraite[14] alors que Geert Wilders, du parti néerlandais de la Liberté (PVV, 6,46 % aux législatives de 2019) se mettait en scène sur Twitter en train de rendre visite aux personnes âgées à leur domicile[15] et protestait contre le fait que les médecins demandaient aux citoyens âgés s'ils souhaiteraient être mis sous respiration artificielle en cas de contamination, comme pour suggérer qu'il y avait là une volonté proche de l'euthanasie, de ne pas soigner les malades les plus exposés à la mort quand elles contractent le virus[16].

5. Conclusion : la droite radicale a mal exploité la crise sanitaire

La droite radicale ou extrême semble avoir échoué à élaborer des réponses cohérentes à la crise sanitaire. La rapidité avec laquelle la pandémie s'est propagée,

13 *Cf.* https://mihazank.hu/a-mi-hazank-a-torlesztesi-moratorium-kiterjeszteset-keri/.

14 *Cf.* https://diariopatriota.com/santiago-abascal-pide-que-pedro-sanchez-e-iglesias-paguen-por-la-muerte-de-ancianos-en-las-residencias/.

15 *Cf.* https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/17/entre-campagne-municipale-et-crise-du-coronavirus-le-chemin-de-croix-d-agnes-buzyn_6033395_823448.html.

16 *Cf.* https://www.dagelijksestandaard.nl/2020/03/geert-wilders-gaat-los-op-ouderen-bellende-huisartsen-respectloos-angstaanjagend/.

sans aucun lien avec les flux migratoires limités observés fin février sur l'île de Lesbos puis ailleurs en Grèce, a totalement invalidé l'exploitation du thème de l'immigration comme vecteur de maladie. Le voyage en Grèce des députés européens RN Jordan Bardella et Jérôme Rivière, début mai, n'a eu qu'un écho minime. Si les néo-nazis grecs de l'Aube dorée et leurs collègues de l'ELAM (Front populaire national) à Chypre, ont pu envoyer des militants à la frontière gréco-turque où ils ont agressé des migrants et tenté de s'opposer physiquement à leur arrivée[17], ils ont joué un rôle négligeable dans une situation qui a été gérée par le gouvernement conservateur en place à Athènes, sa police et son armée. La menace de l'immigration comme vecteur de la pandémie a principalement été utilisée sous la forme d'une dénonciation du supposé non-respect du confinement dans certains quartiers à forte population immigrée, en particulier musulmane. Le mouvement Génération identitaire, des polémistes de droite comme Éric Zemmour, des sites comme le très fréquenté www.fdesouche.com et des élus du Rassemblement national ont relayé cette mise en cause de ceux qui sont souvent désignés comme « les racailles », jeunes d'origine étrangère vivant dans les banlieues des grandes villes, décrits comme n'ayant aucun souci de la santé collective et de l'intérêt général. Les droites radicales entendent montrer qu'un double standard s'appliquerait : d'un côté, la restriction des libertés du citoyen et, de l'autre, le laxisme vis-à-vis de l'immigration, qui continuerait clandestinement. Nigel Farage, fondateur de UKIP, se plaint ainsi d'avoir été visité par la police parce qu'il était allé à Douvres tourner un reportage sur l'arrivée clandestine d'immigrants. Marine Le Pen a choisi quant à elle de mettre en cause les libérations de détenus des prisons (dont une proportion significative est d'origine étrangère) et s'est indignée de la faible mobilisation face aux actes terroristes de Romans, de Toulouse et de Colombes, commis par des islamistes radicaux contre des passants et, dans le troisième cas, contre des policiers. Toutefois ce type de récit, qui lie aussi immigration et délinquance, est apparu bien antérieurement à la crise sanitaire et imprègne le discours du parti depuis déjà quelques décennies, de sorte que l'épidémie ne l'a pas globalement modifié.

La droite radicale échoue pour d'autres raisons. Dans des pays comme la Hongrie et la Pologne, une droite très conservatrice, nationaliste, est au pouvoir et lui laisse très peu d'espace. La Hongrie a fermé très vite ses frontières, la pandémie y est restée très limitée, comme en Pologne où le gouvernement s'est toutefois mis en difficulté en maintenant, contre toute prudence, l'élection présidentielle du 10 mai avec un vote uniquement par correspondance et en s'avérant ensuite incapable de l'organiser. Mais Kryzstof Bosak, le candidat de la droite radicale (coalition Konfederacja Wolność i Niepodległość), crédité de 9 % des intentions de vote

17 *Cf.* https://cyprus-mail.com/2020/03/15/tales-from-the-coffeeshop-coronavirus-diplomacy-enough-is-never-enough/ et http://www.xrisiavgi.com/enimerosi/view/epicheirhsh-ths-tourkias-na-prowthhsei-metanastes-me-koronoio-se-ellhnika-n.

la veille du scrutin, reste pour le PiS un adversaire de second rang. Une autre difficulté des droites radicales est que les gouvernements des pays les plus touchés, Espagne et Italie, ont bien géré la crise, tout comme en Allemagne la chancelière Merkel a permis à son pays d'être relativement épargné, de sorte de l'AfD n'a pas eu beaucoup d'arguments, atteint son plus bas niveau d'intentions de vote depuis 2017[18] et se trouve même confrontée à la naissance d'un parti, Widerstand 2020 (Résistance 2020), né des manifestations de rues contre le confinement, à forte tonalité complotiste (il évoque le « mensonge des médias » au sujet de l'épidémie qu'il considère comme une simple grippe et comprend de nombreux adversaires de la vaccination). À ce stade, deux formations de ce courant semblent profiter de la crise, selon les sondages. Le premier est le Vlaams Belang (VB) en Belgique, passé en tête dans les intentions de vote en Flandre devant la N-VA (Nouvelle Alliance flamande, parti nationaliste flamand) dirigé par le bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever. Dès 2019, le VB était crédité de 27,3 % des intentions de vote contre 22 % pour son rival. Alors que la NVA envisage, sous conditions, de participer une nouvelle fois à un gouvernement fédéral belge, le VB a joué à fond, face à l'épidémie, la carte du chauvinisme linguistique contre les francophones et de la xénophobie envers la population d'origine marocaine et turque. Lorsque la NVA a fait distribuer des documents d'informations multilingues sur les mesures de prévention à la population anversoise, elle a été immédiatement prise à partie par le Vlaams Belang pour qui, je cite, il fallait protéger « les nôtres d'abord » et n'informer qu'en néerlandais. Au 14 mars, un sondage établissait le rapport de forces à 28 % pour le VB et 20 % pour la NVA[19]. Enfin la cote de popularité de Marine Le Pen, dans un sondage ELABE du 7 mai, connaissait une hausse de 3 points, à 26 %, alors que le taux de confiance dans l'action du président Macron face à la crise était en forte baisse (34 %, soit -10 %) et la confiance dans celle du Premier ministre Edouard Philippe également à 34 % (-2 %).

18 Un sondage Kantar du 18 avril pour l'hebdomadaire *Bild am Sonntag* le place à 9 % des intentions de vote. Voy. https://www.bild.de/politik/inland/politik-inland/sonntagstrend-afd-stuerzt-ab-niedrigster-wert-seit-der-bundestagswahl-70125644.bild.html.

19 *Cf.* https://sceptr.net/2020/03/peiling-vlaams-belang-blijft-de-grootste-ook-pvda-mag-juichen/.

POPULISME
LA REVUE | 1/2021

The Antinomies of Populist Reason

What Ernesto Laclau and Chantal Mouffe Tell Us About Politics and What They Don't Know About Democracy

Manuel CERVERA-MARZAL

Manuel Cervera-Marzal is postdoctoral researcher in political science at FNRS (Université de Liège, PragmaPolis). He is the author of seven books, including: *Post-vérité. Pourquoi il faut s'en réjouir* (Bord de l'eau, 2019) and *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise* (La Découverte, 2021).

Université de Liège, Bât. B31, Sociologie des identités contemporaines, Quartier Agora, place des Orateurs 3, 4000 Liège 1, Belgique, manuelcerveramarzal@gmail.com

Abstract

Populism is one of the most studied political phenomena of our time. However, what do we mean by this term? Many scholars have attempted to remedy the vagueness and uncertainty of the concept of populism. Among these attempts at theorizing, the one developed by Ernesto Laclau and Chantal Mouffe has met with some success. Populism is not just one aspect of their philosophy, but the key to reading all of their work. This article proposes to show how their theory of populism provides an extremely stimulating political ontology but a particularly poor theory of democracy. The Laclau-Mouffian ontology breaks with social contract theorists and then contemporary liberal philosophers. This dominant conception sees politics as a *contract* between *individuals* on a *rational* basis. Conversely, the two theorists of populism view politics as a *conflict* between *collectives* on an *affective* basis. Here we have a triple opposition – between individual and collective, between reason and affects, between consensus and conflict – which testifies to the originality of Laclau and Mouffe's theory of politics. But – this is the paradox – Mouffe and Laclau adopt a sketchy, conventional and unsatisfactory theory of democracy. They associate democracy with political parties, elections, representation, the state and even the existence of a charismatic leader. Doing so, they adhere to the most common ideas of modernity and they miss the true nature of democracy.

keywords

Populist reason, Democracy, Politics, Leadership, Chantal Mouffe, Ernesto Laclau.

© POPULISME
LA REVUE

Calling a force "populist", especially in Europe, is often a way of disqualifying it. It is always possible, of course, to reverse the stigma. Thus Marine Le Pen, December 9, 2010, on the set of *France 2*: "Yes, if, as I believe, [populism] is to defend the forgotten against the elite who is in the process of squeezing them the throat, yes, then there, in this case, me, I am populist". A reverse also operated by Jean-Luc Mélenchon, in an interview with *L'Express* on September 16, 2010: "I no longer want to defend myself against the accusation of populism. This is the loathing of the elites – do they deserve better? Let them all go! I appeal to the energy of the greatest number against the sufficiency of the privileged. Populist, me? I assume!". To add to the confusion, Emmanuel Macron, who regularly presents himself as the bulwark against the populists, affirmed on November 21, 2018 before the mayors of France: "We are real populists, we are with the people, every day".

Everyone agrees: populism is a fuzzy notion. Chantal Mouffe and Ernesto Laclau attempted to remedy this by giving it specific content. They are not the only ones to have tried to circumscribe the concept. Other theorizations deserve to be taken into account.[1] But, judging by the number of comments their approach has garnered, we can say that this is one of the most exciting leads of recent years. So we have to face it. This article offers a critical assessment of their main arguments. Their theory of populism is condensed in Laclau's *Populist Reason*[2] and Mouffe's *For a Left Populism*,[3] but these two books are part of a global economy that goes beyond them; so that attention will be paid here to the work of Laclau and Mouffe in their entirety.[4] Moreover, to facilitate the discussion, we will amalgamate here the thought of these two authors, even though their approaches are not perfectly superimposable.

Indeed, it should be borne in mind that Mouffe and Laclau have published only one four-handed work,[5] do not have the same writing style (Laclau is dense, sometimes obscure, Mouffe is didactic, sometimes repetitive), start from distinct political phenomena (South American populism for Laclau, European social democracy for Mouffe), dialogue with different traditions (Marxism is Laclau's privileged interlocutor, while Mouffe also dialogues with the liberalism and conservatism) and are

1 Among the theorizations of populism that have found a certain echo within the academic community: Canovan Margaret, *Populism*, New York, Hartcourt Brace Janovitch, 1981; Mudde Cas et Rovira Kaltwasser Cristobal, *Populism. A Very Short Introduction*, New York, Oxford University Press, 2017; Müller Jan-Werner, *What is populism?*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

2 Laclau Ernesto, *On Populist Reason*, London, Verso, 2005.

3 Mouffe Chantal, *For a Left Populism*, London, Verso, 2018.

4 Laclau tackles the question of populism in his first book, published in 1977: Laclau Ernesto, *Politics and Ideology in Marxist Theory. Capitalism, Fascism, Populism*, London, Verso, 1979 [1977].

5 Laclau Ernesto et Mouffe Chantal, *Hegemony and Socialist Strategy*, London, Verso, 1985.

not inspired by exactly the same authors (Lacan, Derrida and Foucault for Laclau, Schmitt, Lefort and Wittgenstein for Mouffe). The fact remains that, on the three issues that interest us (populism, politics and democracy), their views converge. This is why we allow ourselves to jointly process their work. The thesis defended here is simple: the theory of *populism* of Mouffe and Laclau presents quite appreciable heuristic gains concerning the conception of *politics* but this theory remains trapped in a narrow conception of *democracy*.

1. Populism as a reaction to the oligarchic drift of liberal democracy

To understand what populism is, one can start by clarifying what it is not. To Laclau, this is not an ideology.[6] Populism has no political colour. It can be right, left or centre. It can even escape the lateral structuring of the political field. The Italian Five Star Movement, founded in 2009 by comedian Beppe Grillo, is difficult to classify on the left-right axis. As for the Argentine President Carlos Menem (1989-1999) and his Peruvian counterpart Alberto Fujimori (1990-2000), artisans of an uninhibited and authoritarian neoliberalism, who were accused of populism, they are proof that the latter is not the monopoly of extremes (right and left).

In Laclau's eyes, populism is not either a political regime,[7] like democracy, dictatorship, or theocracy. In this sense, it is wrong to qualify Venezuela or Bolivia as populist regimes. Because populism is the reverse of a regime, it designates a *moment* of crisis, that is, a situation in which a political regime cracks, a hegemony is contested to its very foundations.[8] Populism refers to a specific, and relatively rare, historical context in which a certain political regime, in this case liberal democracy, falters.

What is liberal democracy? Empirically, Mouffe and Laclau consider that all the states of law (United States, Belgium, etc.) belong to this category. Theoretically, liberal democracy means, as its name suggests, a mixed regime, an alloy between two elements: democracy and liberalism. However, the alliance between these two elements is far from natural.

6 Laclau Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008, p. 28.

7 Laclau Ernesto, *Política e Ideología en la teoría marxista. Capitalismo, fascismo y populismo*, Buenos Aires, siglo XXI editores, 1980.

8 Mouffe Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018, p. 17.

Why do liberalism and democracy have a tumultuous relationship? Because the liberal's primary concern is to limit power – i.e. to fight against the abuse of power – while the democrat's primary concern is to share power – i.e. to fight against the confiscation of power. A liberal asks himself "*how* is power exercised?" If power is exercised in such a way that it respects individual rights, the liberal is satisfied; whether power is held by the people, a monarch or a clique of oligarchs is a secondary question. The democrat, on the contrary, asks himself "*who* exercises power?" If the power is exercised by the people, the democrat is satisfied; whether this power can infringe the rights of individuals or minorities is a secondary question. The democrat and the liberal therefore do not have the same priorities: equality or freedom, collective or individual, represented or representatives, people or elites. The liberal and the democrat care about the two poles, but they do not put the cursor in the same place.

Liberal democracy holds these pairs of opposites together. Consequently, this political regime is of a paradoxical nature,[9] explains Chantal Mouffe. It is a precarious, unlikely, fragile and unstable regime. In normal times, liberal democracy manages to curb this instability, to ease the tension between its two components. But liberal democracy sometimes goes into crisis. War is open, tensions are growing between equality and freedom, people and elite, collective and individual. Liberal democracy enters into crisis when its liberal component takes precedence over its democratic component. The balance is upset. The elites sink into corruption, the representatives no longer represent the represented, the freedom becomes the freedom to exploit the weakest, the individual turns into a selfish one.

There is a crisis when the liberal elites stop taking into account the well-being of the popular classes and the respect due to them. Populism arises in these moments in order to restore the initial balance, to counterbalance the liberal tendency with a democratic leap, to stop the oligarchic drift of the regime. Populism is restoring the role of the people in the face of representatives who take themselves for the whole of society. Populism refers to a democratic eruption in a context where liberal democracy turns into pure liberalism.

Hence this decisive point, in the eyes of Laclau and Mouffe: the function of populist parties is not to eliminate liberal democracy but, on the contrary, to save it, by restoring the initial balance between democracy and liberalism. A populist party does not "disengage" the leaders. It is content to put them back in their place, that is, to put them back in the service of the people rather than in the service of finance. The real enemies of liberal democracy are not the populists but the ultra-liberals

9 Mouffe Chantal, *Le paradoxe démocratique*, Paris, Beaux-Arts de Paris Éditions, 2016 [2005], pp. 47-68.

who, having lost their civic sense, are driving a methodical liquidation of democratic gains.

Who is this people that populism is pushing to the forefront of the political scene? The conservatives and part of the liberals assimilate the people to the nation, that is to say to a community united by a language, a history, a culture, values and a territory. Pushed to its ultimate consequences, this doctrine associates the people with the race, united by ethnic and biological criteria. In *Hegemony and Socialist Strategy*, Mouffe and Laclau reject these definitions.[10] But they also reject the Marxist approach which equates the people with the popular classes, that is, individuals forced to sell their labour power to meet their needs.[11]

These three definitions attribute to the people an essence – exploitation, nation, race – whereas, for Mouffe and Laclau, the people are defined on the contrary as a project, open and indeterminate. In addition, all three consider that the unity of the people is given whereas, according to Mouffe and Laclau, this unity is the fruit of a tedious work of unification. At the outset, there was no popular unity but heterogeneous groups with divergent interests and specific demands. The work of political parties is therefore not to reflect an already existing people but to build this people, to fabricate its missing unity, to make it exist by endowing it with homogeneity. Carrying out politics consists in articulating the disparate demands that emerge from the different sectors of the population, that is to say in providing men and women, the unemployed and employees, nationals and foreigners, students and retirees, of a common project.

A populist party is attached to this task. He creates the people by instilling unity where there is multiplicity. It forms a bloc by establishing a chain of equivalence between dispersed claims, which have nothing in common except being dissatisfied. Mouffe and Laclau's theory therefore differs from conservatism, liberalism and Marxism on the following point: it is not the people who make politics but, on the contrary, it is politics that make the people. A party does not express the will of a people that preexisted it; he builds this people by endowing it with the unity that it lacked.

How to create this unity? By emphasizing the common adversary. While the different dominated sections of society do not have the same interests, do not have the same demands and do not have the same values, they still have the same adversary.

10 Laclau Ernesto et Mouffe Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste*, Besançon, Les Solitaires Intempestifs, 2009 [1985], pp. 243-259.

11 Laclau Ernesto, Mouffe Chantal (coll.), « Post-Marxism Without Apologies », *in New Reflections on the Revolution of Our Time*, Londres, Verso, 1990, pp. 97-132.

The making of an "we" involves the designation of a "them".[12] To engage in politics is to designate the adversary of the people in order to unify it. The adversary takes on a different face according to each political sensibility. The right assimilates the people to the nation by pointing the finger at the immigrant. The liberal equates the people with entrepreneurs by pointing the finger at the lazy. The left equates the people with the workers by pointing the finger at the bankers. Despite their differences, all political families carry out a discursive operation of the same type: appointing those who do not belong to the community (immigrants, lazy people, bankers). In this sense, there are no populist parties and non-populist parties. All parties are populist, since all parties build their people. Populism is not just one political strategy. It is "the ontological constitution" of all political activity, according to Laclau.[13]

At the end of this presentation, we realize that populism exists at two levels in the minds of Mouffe and Laclau. At a first level, it designates the logic specific to any political action: equivalence of disparate demands in order to build a collective identity. At a second level, it designates one rhetoric among others: appeal to the "people" against the "oligarchy". The first plane of existence of populism can be called *ontological* and the second *strategic*. For Mouffe and Laclau, these two plans are intertwined. But this confusion does not always facilitate the understanding of their theory of populism.

2. The affective texture of politics

The Laclau-Mouffian theory of populism is therefore, beyond its strategic recommendations, an ontology of the political. This ontology breaks with the way social contract theorists and then contemporary liberal philosophers conceive politics. Summarized in the extreme, this dominant conception sees politics as a *contract* between *individuals* on a *rational* basis. Conversely, the two theorists of populism view politics as a *conflict* between *collectives* on an *affective* basis. Here we have a triple opposition – between individual and collective, between reason and affects, between consensus and conflict – which testifies to the originality of Laclau and Mouffe's approach.

The fact that we are currently in a fragmented, atomized, individualistic society does not change the diagnosis of Mouffe and Laclau: political subjects are not in-

12 Mouffe Chantal, « La politique et la dynamique des passions », *Politique et Sociétés*, 2003, vol. 22, n° 3, p. 147.

13 Laclau Ernesto, *La raison populiste*, *op. cit.*, p. 85.

dividuals. Political intervention takes place on the basis of collective identities.[14] When we place ourselves at the level of individual behavior, we remain a prisoner of morality or economics, and we miss the specificity of politics. As Carl Schmitt says, "liberal thought eludes or ignores the State and politics in order to move in the characteristic and ever-renewed polarity of two heterogeneous spheres: morality and economics, mind and business, culture and wealth".[15] Chantal Mouffe agrees with Schmitt on this point, but she then makes a correction, stressing that modernity has enshrined the importance of "individual freedom" and that it is out of the question to come back to this.[16] In this sense, Mouffe criticizes Schmitt, but also communitarian philosophers such as Michael Sandel, for locking the individual into his home community; what she calls "organicism".[17]

The second point of Mouffe and Laclau's ontology concerns the agonistic dimension of politics. The collective identities mentioned above are not only plural but contradictory. Building an identity requires establishing a difference and even a hierarchy (eg black / white, male / female, etc.). This is why Laclau and Mouffe borrow from the philosophers Henry Staten the notion of "constitutive exterior".[18] Starting from the observation that an identity is systematically established in the affirmation of a difference "which makes the other an exterior",[19] Mouffe comes to reformulate the Schmittian thesis of the friend / enemy.[20] If the German jurist had the genius to understand that all social relations are marked by insurmountable antagonisms, Mouffe refuses on the other hand, like Schmitt, to equate political conflict with war-like confrontation. The crucial issue is indeed to establish a We / Them distinction which remains compatible with the principle of pluralism; which does not allow a conception of politics directly modelled on war. "A democratic politics supposes that the others are seen not as enemies to be defeated, but well as adversaries whose ideas can be fought, sometimes with fierceness, without ever, however, their right to defend them to be called into question".[21]

In the eyes of Laclau and Mouffe, politics is therefore not a matter of contracts between insensitive individuals, guided by strict rationality and by calculations of interests. Of course, reason and interest play a role in politics. How could it be

14 Laclau Ernesto, Mouffe Chantal, [référence à compléter], *op. cit.*, p. 105.
15 Schmitt Carl, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 1992 [1933], p. 115.
16 Mouffe Chantal, *Le politique et ses enjeux*, Paris, La Découverte, 1994, p. 87.
17 *Ibid.*, p. 57.
18 Staten Henry, *Wittgenstein and Derrida*, Oxford, Basil Blackwell, 1985, pp. 16-24.
19 Mouffe Chantal, « La politique et la dynamique des passions », *op. cit.*, p. 147.
20 Schmitt Karl, *La notion de politique*, *op. cit.*, p. 64.
21 Mouffe Chantal, « La politique et la dynamique des passions », *op. cit.*, p. 149.

otherwise? But these two factors have often been overestimated, to the point of forgetting a third element, just as important, if not more: affects.

Mouffe and Laclau – this is one of their main merits – emphasize the emotional dimension of political life. A people unites itself by its affects, its feeling of belonging to a collective adventure, this carnal thrill that runs through the skin during major collective episodes: a world cup final, a monster event, the national or international anthem that echoes in your bowels, etc. I recognize those of my people by being affected by what affects them. As Ernesto Laclau writes about the texture of the social, which is still politically instituted: "Something of the order of affects plays a primordial role in the discursive construction of the social. Freud already knew it: the social bond is a libidinal bond. Affects are not an optional supplement to signification but are consubstantial with it".[22]

Mouffe and Laclau recognize that this idea – the affective texture of politics – has already been developed by Spinoza[23] and Freud.[24] Before being a reflection on the most effective action, politics is a decision, in the most brutal sense: I decide which camp I am on. Decision precedes reflection. I take sides, with my guts, with my body. This commitment to one camp is preceded by another commitment: that of getting involved in politics, because some people stay away from politics all their lives. They take refuge in their backyard and their private pleasures. Others, on the contrary, find meaning in their lives only in collective commitment.

So, no politics without desire. And desires, as we saw above, are carried by conflicting collective identities. As Machiavelli remarks: "In all countries, in fact, we find two opposing moods: on the one hand, the people do not want to be commanded or oppressed by the great; on the other hand, the great desire to command and oppress the people".[25] A strength of Laclau and Mouffe's ontology is to rehabilitate the role of desire in politics. The desire to give of his person for a cause that is beyond us, the desire to unite with those who share our values, the desire to confront injustice, to confront some of our fellow human beings, not for what they are but for what they do, the desire to be there, to influence the collective destiny, the desire to be an actor and not a spectator, the desire to proclaim loud and clear thoughts that have been stifled for too long in my heart, the desire to be able to say "I was there", "history was made that day, and I was there", the desire not to win but to have tried,

22 Laclau Ernesto, « Atisbando el futuro », *in* Critchley Simon et Marchart Oliver (dir.), *Laclau. Aproximaciones críticas a su obra*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2008, p. 402.

23 Spinoza Baruch, *Ethics*, book III, 1677.

24 Freud Sigmun, *Le malaise dans la civilisation*, Paris, Seuil, 2010 [1930]; Freud Sigmund, *Psychologie des masses et analyse du moi*, Paris, Points, 2014 [1921].

25 Machiavel Nicolas, Œuvres politiques de Machiavel, Paris, Carpentier éditeur, 1881, p. 42.

to have tried everything, because if those who fight are not sure of winning, those who do not fight have already lost (Bertolt Brecht).

A political idea – justice, democracy, liberty, equality, the people, the republic, but also race, merit, inequality, election, honour, competition, progress, conservation – is not an idea like any other. It is an idea that arouses an affect in everyone: sympathy, mistrust, understanding, confidence, attraction, hatred, disgust, respect, reverence, hilarity, perplexity, incomprehension, curiosity, devotion, anger, indignation. A political idea never leaves us indifferent. It touches us. Thinking of a screwdriver doesn't make us hot or cold, except perhaps if we are a handyman. But everyone has something to say about democracy, about Nazism, about terrorism. Some may be afraid to say it, they can't find the right words, they don't know how to express themselves, they don't feel qualified. But everyone is affected by politics, because politics is affective.

If politics has a link with the idea of truth, it is therefore less a question of a factual truth or a logical truth than of an existential, sensitive truth, that is to say of a capacity to identify what I feel then to stick to it. In politics, truth denotes lucidity and loyalty to oneself. It is a mistake to believe that politics is outside of us, in ministers' offices, in political party headquarters or in Parliament. Politics is housed within us, deep within our being. It circulates in our bowels. Aristotle said that man is a political animal to emphasize his social nature: I access humanity only through the collectivity. But his thesis can also be understood in the following sense: institutions are not the only home of politics, which is also housed in each individuality. Politics is about intimacy, about the subjective relationship to oneself.

To engage in politics by addressing the vested interests of voters is to doom oneself to defeat. Examples: the left addresses workers who vote for the right, explaining that they are acting "against their own interests"; the right adresses executives who vote on the left with the same speech. This rhetoric is ineffective because it ignores the fundamental springs of electoral choice, which rests on the affective part of our being.

The great political movements, which were able to unite millions of souls behind them and secure their loyalty, addressed human aspirations far deeper than the individual inconveniences of each and every one. There was in Christianity the promise of a hereafter, of a redemption that would give meaning to the sacrifices made here below. There was in fascism a promise of order and purity, an exaltation of greatness and strength, a national mystique. There was in communism a project of emancipation, a quest for social justice, a project of equality. There was in capitalism a promise of prosperity, an ideal of individual fulfillment through leisure and consumption. Capitalism, fascism and communism sold dreams, in tune with

popular anger. They were far from the accounting arrangements, technical proposals and esoteric controversies that now fuel partisan competition.

Politics is fueled by affect, and every recent successful candidate has understood this truth. Whatever their ideological differences, Trump, Obama, Macron, Chavez, Morales, Correa, Netanyahu and Orban play the same score. The only one that works. We may disagree with them, but we must recognize their ability to resonate with popular aspirations, an ability that their rivals sorely lack. Has anyone ever thrilled while listening to a speech by Hilary Clinton, Manuel Valls, Ed Miliband or Martin Schultz? Their respective defeats are due less to their political ideas than to the way they are packaged: arguments, figures, reasoning, restraint, coldness, expertise, which prove to be powerless in the face of frenzied projects and enchanting promises carried by populists. There is no intrinsic strength of the true idea, said Spinoza: a lie fervently asserted is more convincing than a well-argued truth.

A populist is one who grasps the emotional nature of politics and conforms to it. Populists are re-enchanting politics at a time when it has lost its charms by allowing itself to be contaminated by technocratic vocabulary, the economic imaginary and the pragmatic imperative. Politics is no longer a dream because it has denied itself. She left the monopoly of transcendence to the religious. She left the monopoly of fiction to television series. She left the monopoly of greatness to traders. She left sports competitions a monopoly on emotion. Politics has become a small, stunted, shrunken, petty, outdated thing. Something subject to other spheres of human activity. Politics has lost its primacy. She has swallowed up her ambitions. She has become a boring profession as a chartered accountant.

Populism, Laclau and Mouffe explain, is a reaction to this (de)monetization of politics. It lowers abstention, it arouses vocations, it revives democratic fervor. It reactivates conflicts in a world that is bogged down in the soft, honeyed and gelatinous consensus of liberal doxa. It encourages collective engagement in a world plagued by solipsistic withdrawal. This is why, say Mouffe and Laclau, lovers of politics can only rejoice in the rise of populism.

3. The impovershiment of democracy

On the one hand, populism offers a stimulating conception of politics. On the other hand, as we will see now, it offers a narrow conception of democracy. This ambivalence of populism – re-enchantment of politics, impoverishment of democracy – is perceptible on two levels: *in the practice* of populist leaders, who often revive politics while abusing democracy; and *in the theory* of populism developed by

Mouffe and Laclau. Let us focus on this theory, which in fact constitutes the political matrix of several populist left forces.

Mouffe and Laclau propose a sophisticated, original and convincing political ontology. By showing that politics is about conflict (not consensus), collective identity (not individuals), and affects (not interests), they reverse dominant representations. Yet – this is the paradox – Mouffe and Laclau adopt a sketchy, conventional and unsatisfactory theory of democracy. They adhere to the most common philosophemes of modernity. And as modernity is mistaken about the nature of democracy, Mouffe and Laclau renew this error, itself renewed by the populist candidates who draw from Mouffe and Laclau their theoretical substrate.

We have to explain what philosophemes these are, what commonplaces the populists are renewing. This point – the renewal of commonplaces – is crucial: populists abuse democracy because they adhere to the prejudices of our time and that this time is itself undemocratic. In other words, the populists are no more undemocratic than their political rivals. They are just as important, and they are for failing to stand out from their rivals. If one wanted to be provocative, one could say that populist reason understood everything about politics and nothing about democracy. Therein lies its antinomy.

At the risk of ruminating: populism is a threat to democracy, but it is only one component of a larger and older threat: the elitist conception of democracy, developed and promoted by liberal thinkers two centuries ago. Populism, as theorized by Laclau and Mouffe, remains entangled in elitist prejudices.

"The *sine qua non* for an effective practice of democracy" is, according to Chantal Mouffe, the existence of a "real choice", "clearly differentiated options", that is to say the reactivation of the left-right cleavage.[26] A democracy is healthy when the right is right (it usually is) and the left is left (it is less often the case). Democracy weakens when opponents reconcile around the liberal consensus. Jacques Rancière refuses this assimilation between choice and democracy: "Democracy must be brought back to the side of action, of decision, out of this frenzy of choosing such and such a program".[27] Because choosing who has to choose is no longer choosing. It is to surrender its power to the representatives. To delegate is to dispossess, as Pierre Bourdieu has shown.[28]

26 Mouffe Chantal, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016, pp. 10-11.

27 Rancière Jacques on *France Culture*, at *La grande table* on May 3, 2017: https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/revaloriser-la-democratie-avec-jacques-ranciere.

28 Bourdieu Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *in Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, vol. 52-53, pp. 49-55.

For populists, "democracy necessarily has a partisan character". Chantal Mouffe explains: "Without Podemos, who managed to capitalize all the energy of the Indignados, this movement would not have given anything at all. It would have drifted into a sort of skepticism and cynicism which would have led to abandoning the field and leaving it free to the reactionaries. This is why it seems essential to me to channel these protest movements in a direction whose objective is to enter the institutions, in order to transform them. The protest explosion is a first step, and the second step must lead to channeling the protest, otherwise this movement can take a non-progressive turn".[29]

Chantal Mouffe addresses only one criticism of the social democratic parties: having converted to social liberal ideology. This criticism is valid, but insufficient. It passes over in silence the essential evils. Because it says nothing about the oligarchic functioning of parties, known and deciphered for more than a century.[30] It says nothing about the capture of leadership and elected office by the upper classes.[31] It does not say anything about the dispossession of activists for the benefit of leaders who are dubbed with simple sympathizers.[32] It says nothing about the divide between civil society and state-funded political parties.[33] Finally, it says nothing about the de-ideologization of political parties, which are reducing their doctrinal base in order to broaden their electoral base.[34]

Mouffe and Laclau ultimately have little to say about political parties. Populist movements generally adopt this form of collective organization, ignoring the damage parties cause to democracy. Populists would be wise to re-read Simone Weil's plea for the general suppression of political parties. This 1940 text, several passages of which may seem outrageous today if we forget that, in writing it, Weil had in mind two totalitarian parties (CPSU and NSDAP), contains truths that can hardly be denied: "A man who joins a party has likely seen things in that party's action and propaganda that he thinks is right and good. But he never studied the party's position on all issues in public life. By joining the party, he accepts positions he ignores. Thus he submits his thought to the authority of the party. When, little by

29 Mouffe Chantal, *Construir pueblo*, Madrid, Icaria, 2015, p. 96 et p. 62.

30 Michels Robert, *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, London, Hearst's International Library Co., 1915.

31 Boelaert Julien, Michon Sébastien, Ollion Étienne, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

32 Lefrebvre Rémi, *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

33 Katz Richard, Mair Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party politics*, 1995, vol. 1, n° 1.

34 Kirchheimer Otto, « The Transformation of Western European Party Systems », *in* La Palombara Joseph, Weiner Myron (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, pp. 177-200.

little, he comes to know these positions, he will admit them without examination. This is exactly the situation of one who adheres to Catholic orthodoxy conceived as St. Thomas does".[35]

The fact that populist reason conveys an impoverished conception of democracy is perceptible through a second symptom: the fate of the anti-austerity mobilizations that have spread after the crisis of 2008. Since the Arab Spring of 2011, via Occupy Wall Street, the Spanish Indignados, Maïdan, Taksim Square, the Umbrella Revolution and until Nuit debout, citizens in search of democracy have occupied the public squares of planetary metropolises. These movements were marked by multiple limits: they brought together a minority of activists while the majority of the population followed the events behind his television station, they did not always succeed in bringing down the hated regime, they sometimes led to a further more dramatic situation than the initial situation, they were put to the test by the phenomena of alcoholism, sexism and racism which crossed their ranks, they were divided on the attitude to be taken towards the media and the police, as well as on the relationship to violence and institutions. But, in spite of these difficulties, the movements of places constitute a powerful democratic manifestation since they established – in an admittedly limited space-time – a government of the people, by the people and for the people, resuscitating forms of organization which at other times, in other places, were called soviets, communes or councils. These movements refused political representation, which is the tomb of democracy.

But populist reason condescendingly views these movements of places, as evidenced by the sentence of Chantal Mouffe quoted above about the Indignados who would have given nothing without the irruption of Podemos. For the populists, the movements of places are at best the first step towards political maturity, namely the transformation into a political party. At worst, these movements are deluded. Illusion of horizontality, which leads the protagonists to boycott the elections. Populists regard this boycott as an admission of helplessness and a mark of cowardice. And the illusion of homogeneity because, by deciding by consensus, these movements would reject the principle of majority proper to democracy.

By adopting the liberal thesis of a "tyranny of the majority", populist reason abuses the conception of democracy in a third way. Liberalism maintains a natural distrust of democracy, suspected of undermining individual freedoms. This idea is in the pen of all eminent liberals. John Stuart Mill, for example: "The will of the people means in practice the will of the many. […] It is therefore possible that the 'common people' are tempted to oppress some of their own; it is also an abuse of power which

35 Weil Simone, *Note sur la suppression générale des partis politiques*, Paris, Climats, 2006 [1950], p. 60.

must be guarded against in the same way as any other. That is why it remains essential to limit the power of government over individuals. […] Thus we rank today, in political speculations, the tyranny of the majority among those evils against which society must protect itself".[36] Alexis de Tocqueville, two decades earlier, already equated democracy with "the despotism of the majority".[37]

While the populists are generally opposed to the liberals, the former nevertheless take up this idea dear to the latter. Chantal Mouffe seriously doubts the compatibility between democracy and freedom: "Does democracy guarantee individual freedom? In order to be able to guarantee it, is it not necessary to have, alongside democratic institutions, other institutions that would rather have to do with what I will call the question of pluralism? And so, basically, that's why, for me, the best regime is always a mixed regime".[38]

To curb the liberticidal drift of democracy, a dose of liberalism must be introduced into it: "Pluralism, and this is a crucial point, is in no way intrinsic to the democratic idea, as it is identified with popular sovereignty. On the other hand, it is at the centre of the vision of the world which can be qualified as 'liberal', and this is why it is necessary to recognize that what characterizes modern democracy, as a new political form of society (regime), it is the link between liberalism and democracy".[39] Chantal Mouffe and John Stuart Mill are right on one point: democracy can undermine fundamental freedoms. It is not immune to error, aberration or crime. The majority can guillotine opponents, place unwanted people under house arrest, restore the death penalty, incarcerate undocumented migrants or prevent journalists and judges from practicing their profession.

But possibility is not fatality. And, even more, where Mouffe and Mill's argument is incomplete, it is that neither shows how liberalism guarantees individual freedoms *better* than democracy. As far as we know, liberal regimes have committed monstrosities – colonization, slave trade, extermination of American Indians, atomic bomb, overthrow of democracies in favor of subservient dictators in Latin America and Africa, military invasions, environmental devastation – which the democratic regimes – ancient Athens, France in 1793 and 1871, the Russian Soviets of 1917 and Germany of 1918, the Hungarian councils of 1958 – have never matched.

36 Mill John Stuart, *De la liberté*, Paris, Gallimard, 1990 [1859], pp. 65-66.

37 De Tocqueville Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1981 (1835), p. 230.

38 Mouffe Chantal, *in* Castoriadis Cornelius, *Démocratie et relativisme*, Paris, Mille et une nuits, 2010, pp. 109-110.

39 Mouffe Chantal, « Penser la démocratie avec, et contre, Carl Schmitt », *Revue française de science politique*, 1992, vol. 42, n° 1, p. 87.

As Cornelius Castoriadis notes, "There is no way to eliminate the risks of a collective hubris. No one can protect humanity from insanity or suicide".[40] Not democracy. But neither is liberalism, which, basically, is a rather banal recommendation: to entrust power to the representatives rather than to the people. However, explains Castoriadis, "it is not the representatives who guarantee individual freedoms, it is the constitutional provisions. And if the Constitution is valid, if we are certain that, for example, in the United States or in France the restoration of slavery is impossible or – there is nothing impossible – extremely improbable, it is not because the Constitution says so, we would be morons; it is because we know that if there was a proposal for the restoration of slavery, an overwhelming majority of the people will be ready to fight for that restoration not to take place".[41] Ultimately, therefore, it is the action of the people, that is to say democracy, that protects freedom. While populists and liberals argue about the tyranny of the majority, a minority oppresses the rest of society with impunity. The art of distracting attention.

4. Conclusion: the deficient people of populists

In conclusion, one cannot avoid the controversial question of the status of the leader in populist theory and practice. If this question is controversial, it is precisely because it reveals how little populist reason takes democracy and the power of the people seriously. Populist movements are often embodied in a charismatic leader. Ernesto Laclau, moreover, establishes the existence of such a leader as a general law of the functioning of human societies, a law from which we can no more escape than the law of universal gravitation: "The need for a leader always exists. – for structural reasons".[42]

What are these structural reasons? Laclau does not say a word about it. He confers on a simple personal belief the status of objective truth. The existence – or rather the urgent necessity – of the leader constitutes the bedrock of populist theory. A people can only be born by having a Chavez, a Morales, a Sanders, an Iglesias or a Corbyn. Laclau: "The symbolic unification of the group around an individuality – and on

40 Castoriadis Cornelius, *Domaines de l'homme*, Paris, Seuil, 1986, p. 371.
41 Castoriadis Cornelius, *Démocratie et relativisme*, *op. cit.*, pp. 116-117.
42 Laclau Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 [2005], p. 76.

this point I agree with Freud – is inherent in the formation of a 'people'".[43] Mouffe: "I don't think there can be a populist moment without a leader, that's obvious".[44] In fact, as Laclau admits, populist theory is "in a situation comparable to that of the sovereign of Hobbes":[45] it is the representative who constitutes the represented, and not the represented who obtains a representative.

In liberal theory as in populist theory, the people suffer from an ontological deficiency. These two philosophical paradigms challenge the idea of self-constitution of the people. The latter only exists through its representative or leader. For Laclau, it is always a minority that brings about the people, through a metonymic type of operation (the part becomes the whole). "The person represented depends on the representative for the constitution of his identity".[46] Concretely, this means that the people is the product of the action of a vanguard or a party. It cannot be the fruit of its own *praxis*. Populist reason is a negation of popular self-government.

In Laclau and Mouffe, the people is not only stricken with ontological deficiency, but he is also stricken with rational deficiency. We stressed, above, that their ontology had the advantage of putting affects back at the centre of politics. But we must now underline a blind spot in their approach. It seems that Laclau and Mouffe do not treat all political actors the same. In their eyes, the people move mainly under the effect of passions, while rationality is monopolized by the leader – who uses his charisma to mobilize the people – and by the philosopher – who describes the functioning of space. Politics. This inequitable distribution of political rationality can only lead the people to be submitted to the leader and the philosopher.

According to Laclau and Mouffe, the presence of a leader is an inherent characteristic of any populist movement. However, history allows us to refute this thesis of the inevitability of the leader. Populism is a phenomenon whose origins date back to the end of the 19th century in the United States. In the 1880s, faced with the accentuation of economic inequalities, peasants from the southern plains of the United States – especially Texas and Kansas – gathered in purchasing, production and sales cooperatives, in order to fight against the banks and the big railroad companies. In 1886, this movement of smallholder farmers joined forces with an industrial union, the Knights of Labor, which brought together 20% of the American working class, or more than 800,000 members. The two main parties – Republican and Democrats – opposed the demands of this vast popular movement, which ended up creating a new party, the People's Party. The members of this party are

43 *Ibid.*, p. 123.
44 Mouffe Chantal, Errejon Iñigo, *Construir pueblo*, Madrid, Icaria, 2015, p. 98.
45 Laclau Ernesto, [référence à compléter], *op. cit.*, p. 122.
46 *Ibid.*, p. 187.

described as "populist" by an American journalist and, quickly, they take up this term to their account by endowing it with a positive content. American populists defend the nationalization of the railways and the post office, the use of the popular referendum, the right to vote for women and the limitation of the number of terms. They put forward a candidate for the presidential election of 1892 (James Weaver), but this movement was not led by a charismatic leader.

At the same time, in Russia, the second historical root of populism emerges: the narodniki, a movement of young revolutionary intellectuals, from the bourgeoisie, opposed to the tsarist regime and in favor of a kind of agrarian communism inspired by the mir, a traditional common property. Russian populists, like American populists, do not submit to a leader. They advocate a form of egalitarian and democratic organization. The experiences of the People's Party and the Narodniki thus show that a popular movement can do without a leader, and that not all populism is caesarist. In fact, it was not until the second third of the twentieth century to witness the personalization of the populist phenomenon, with Juan Perón in Argentina (1946-1955) and Getúlio Vargas in Brazil (1930-1945). The South American caudillos, often from the military, proceed to industrialize their countries, siding with the lower classes against the traditional social elites. It was during this time that populism became associated with the figure of a providential man; proof that this link is contingent in nature.

POPULISME
LA REVUE | 1/2021

L'étude du populisme et du nationalisme sous le prisme de la théorie du discours : distinctions et articulations

Benjamin De Cleen, Yannis Stavrakakis
Version anglaise originale (2017) traduite par Cédric Tant

Benjamin De Cleen (Vrije Universiteit Brussel). Benjamin.de.cleen@vub.be

Yannis Stavrakakis (Aristotle University of Thessaloniki).

Résumé

Les liens empiriques étroits que partagent le populisme et le nationalisme ont rendu naturel un chevauchement plutôt trompeur des deux concepts dans les débats tant universitaires que publics. Ce faisant, la relation que les deux concepts entretiennent n'a pas reçu une attention systématique. S'inspirant de la perspective post-structuraliste de la *Discourse Theory* formulée à l'origine par Laclau et Mouffe, cet article identifie distinctement le populisme et le nationalisme comme des manières distinctes de construire discursivement le « peuple » ainsi que de prétendre à le représenter, respectivement comme « ceux d'en bas » et comme nation. Ces constructions distinctes du « peuple » peuvent également être identifiées et mises en évidence d'un point de vue spatial, en considérant l'architectonique du populisme et du nationalisme comme tournant respectivement autour d'un axe (vertical) bas/haut et d'un axe (horizontal) intérieur/extérieur. À partir de ce cadre, l'article conclut que la co-occurrence du populisme et du nationalisme doit être étudiée au travers du prisme de l'articulation. Encore une fois, l'architectonique discursive permet de comprendre comment différents projets politiques construisent différents discours en reliant les éléments constitutifs du populisme et du nationalisme de manière particulière. L'étude de ces articulations, basée sur une distinction claire entre le populisme et le nationalisme, est une étape nécessaire pour approfondir davantage notre compréhension de la complexité et de la variété des politiques populistes.

Mots-clés

Populisme, nationalisme, *discourse theory*, articulation, Laclau.

© POPULISME
LA REVUE

1. Introduction[1]

Il n'est pas surprenant que les débats scientifiques et publics à propos du populisme aient tenu pour acquis le chevauchement troublant des concepts de populisme et de nationalisme. Un grand nombre des politiques populistes les plus connues étaient également nationalistes, y compris la droite radicale populiste – principalement européenne – et la plupart des populismes latino-américains. En outre, tant le nationalisme que le populisme tournent autour de la souveraineté du « peuple », le même signifiant étant utilisé pour désigner les deux sens du « peuple » dans de nombreuses langues (*das Volk*, par exemple).

De plus, bien que le pouvoir de décision réel des États-nations ait considérablement diminué, l'État-nation demeure le contexte primordial de la représentation politique démocratique et du débat public, rendant les références à la « nation » inévitables pour la plupart des discours politiques. Fonctionnant généralement dans un contexte national, même les formes de politique populiste qui n'approuvent pas un programme nationaliste ont tendance à parler au nom d'un peuple défini au niveau national.

Ce rapport étroit entre le populisme et le nationalisme a conduit à une confusion (partielle) des deux concepts. Dans l'ouvrage fondateur de Gellner et Ionescu sur le populisme, Stewart (1969, 183) est allé jusqu'à qualifier le populisme d'« une sorte de nationalisme ». Depuis lors, une grosse part de l'abondante littérature sur le populisme a traité le nationalisme (exclusif) comme une partie intégrante des politiques populistes (voy. par exemple Jagers et Walgrave, 2007 ; Stewart, 1969 ; Taggart, 2000). Au sein du contexte académique, des avancées significatives (associées notamment à Laclau et Mudde) dans la conceptualisation du populisme ont conduit à des définitions plus précises qui évitent la réduction du populisme au nationalisme et mettent plus clairement en évidence la spécificité du populisme. Pour autant, le terme populisme continue d'être utilisé pour renvoyer à des positions politiques (ultra-)nationalistes, nativistes, racistes et parfois même néonazies (voy. par exemple, Aalberg *et al.*, 2016 ; Freeden, 2017 ; Inglehart et Norris, 2016 ; Oliver et Rahn, 2016). Dans les débats publics, plus larges, la confusion terminologique entre populisme et nationalisme (exclusif) est encore plus perceptible. Les récents débats sur le Brexit et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis illustrent cette confusion alors que le « populisme » a été mobilisé comme terme désignant la rhétorique anti-établissement ainsi que la rhétorique anti-immigration.

1 De Cleen Benjamin et Stavrakakis Yannis (2017), « Distinctions and Articulations. A Discourse-Theoretical Framework for the Study of Populism and Nationalism », *Javnost – The Public*, 2017, 24 (4) : 301-319, https://doi.org/10.1080/13183222.2017.1330083.

Parallèlement, et malgré l'importance structurelle des liens entre le populisme et le nationalisme pour la politique contemporaine, la relation théorique et empirique entre les deux concepts n'a pas reçu beaucoup d'attention systématique. C'est pourquoi notre principal raisonnement sera le suivant : une distinction conceptuelle claire entre populisme et nationalisme représente une condition nécessaire afin de comprendre leurs liens complexes tels qu'ils se manifestent, de manière assez différente et même antithétique, dans une variété de phénomènes populistes. S'appuyant sur la perspective post-marxiste et post-structuraliste de la *Discourse Theory* originellement formulée par Ernesto Laclau and Chantal Mouffe ([1985] 2001), cet article propose de distinguer le populisme du nationalisme en tant que différentes manières de construire discursivement le « peuple » et de prétendre à le représenter, respectivement comme opprimé et comme nation. En plus de ce premier critère, les différences entre les constructions distinctes du « peuple » peuvent également être identifiées et mises en évidence d'un point de vue spatial, en regardant l'architectonique du populisme et du nationalisme comme reposant sur des arrangements sociopolitiques antagonistes très différents, construits respectivement à partir d'un axe bas/haut et d'un axe intérieur/extérieur (voy. Dyrberg 2003, 2006).

L'article propose également un cadre pour l'étude des interrelations complexes entre le populisme et le nationalisme dans des contextes politiques particuliers. En s'appuyant sur la distinction conceptuelle entre le populisme et le nationalisme, il devient possible de faire avancer les études empiriques sur la manière dont le populisme et le nationalisme sont combinés dans différents types de politique populiste, de la gauche à la droite, de Podemos au Front National. Nous estimons que l'utilisation de ce cadre emprunté à la *Discourse Theory* facilite une étude rigoureuse de la co-occurrence du populisme et du nationalisme au travers du prisme de l'articulation, et ce en examinant les différentes façons dont le populisme et le nationalisme deviennent intimement liés l'un à l'autre dans différents cas empiriques. Encore une fois, axer la recherche sur l'architectonique discursive permet de comprendre comment différents projets politiques construisent différents discours en reliant des éléments constitutifs du populisme et du nationalisme de manière spécifique. Le point central réside, d'une part, dans les positions du peuple dans différents discours politiques en tant que « ceux d'en bas » et du peuple en tant que nation et, d'autre part, sur les différentes manières dont l'axe bas/haut et l'axe intérieur/extérieur interagissent l'un avec l'autre. L'étude de ces articulations se base sur une distinction formelle entre populisme et nationalisme et est, à notre avis, une étape nécessaire afin d'approfondir davantage notre compréhension de la variété et de la complexité des politiques populistes exercées dans les sociétés contemporaines, de dévoiler les similitudes et les différences qui existent entre des projets populistes contrastés, ainsi que de saisir leur attractivité pour une large partie de la population.

2. Pourquoi est-il nécessaire de distinguer le populisme du nationalisme pour pouvoir étudier leurs articulations ?

Pourquoi la confusion entre le populisme et le nationalisme est-elle si couramment rencontrée au sein des recherches sur le populisme, mais également au-delà ? L'une des raisons majeures se situe au sein même de l'État-nation en tant qu'élément de contexte principal du débat démocratique et de la représentation. En investissant généralement le niveau national, les partis et mouvements politiques populistes lancent un appel populiste au « peuple » qui (comme les appels démocratiques au « peuple » plus généralement) tend à se définir à partir de cet État-nation. De plus, tant le nationalisme que le populisme tournent autour de la souveraineté du « peuple », le même signifiant étant souvent utilisé pour désigner le « peuple » au sens populiste et nationaliste (voy. Billig, 1995, 94 ; Rémi-Giraud et Rétat, 1996). En effet, ces liens remontent à la genèse de l'État-nation (Canovan, 2005, 45 ; Greenfeld, 1992 ; Hermet, 2005, 191, 1997 ; Lekkas, 2005), ce qui a engendré de nombreuses confusions quant à ce qu'implique précisément l'appel populiste au « peuple ». Trop souvent, ces appels à l'identité nationale et à la souveraineté nationale ont été considérés comme faisant partie intégrante de « l'essence » du populisme.

La confusion entre le populisme et les politiques nationalistes (et surtout le nationalisme à tendance plus exclusive) peut également s'expliquer par la forte présence de partis populistes de droite radicale en Europe. Comme le note van Kessel (2015, 2, notre traduction), « dans le contexte européen, le populisme est habituellement associé à la politique xénophobe et aux partis d'extrême droite ou de droite radicale (et sont donc considérés comme dangereux) » (voy. aussi Mudde, 2007 ; Stavrakakis et Katsambekis, 2014 ; Stavrakakis *et al*., 2017). En effet, alors que la progression récente des partis populistes de gauche a affaibli l'association entre le populisme et l'extrême droite, la littérature scientifique sur le populisme produite en Europe a longtemps montré une tendance à utiliser le terme « populisme » presque exclusivement pour désigner ce qui sont en fait des partis de droite radicale populiste (comme le Front National, le Vlaams Belang, le Partij voor de Vrijheid, le Freiheitliche Partei Österreichs) ou même des forces d'extrême droite (comme l'Aube Dorée grecque, une organisation paramilitaire néonazie ; voy. par exemple, Anastasakis, 2013 ; Halikiopoulou et Vasilopoulou, 2013 ; et, pour une critique, Stavrakakis et Katsambekis, 2014). Ainsi, à partir d'une analyse

sur les partis populistes de droite radicale, il a pu être avancé que le « peuple » dans le populisme faisait référence à « l'ethnos plutôt qu'au demos » (Akkerman, 2003, 151) ou, au mieux, tant à l'ethnos qu'au demos (voy. par exemple, Taguieff, 1997, 15). L'argument de Taggart (2000, 2002, 2004), selon lequel les populistes s'identifient à un « *heartland* » historique et idéalisé, tend à faire du nationalisme (compris comme une politique fondée sur l'identité d'un « peuple » homogène, mythologique et historique) une partie intégrante de la politique populiste. Dans le même ordre d'idées, si Mabel Berezin reconnaît la variété des populismes de gauche et de droite, elle semble également accepter la tendance qui utilise le populisme « comme le terme employé par défaut dans le discours public et dans la littérature scientifique pour décrire les phénomènes politiques qui comprennent la classe des événements constituant la droite » (Berezin, 2009, 26, notre traduction). Par conséquent, aucune justification n'est fournie pour expliquer pourquoi, par exemple, ceux qui « s'identifient à la nation » (2009, 28) devraient être qualifiés de populistes et non de nationalistes (2009, 257). Malgré les connotations historiques très différentes de la notion de populisme aux États-Unis, des dynamiques similaires ont pu être observées lors de l'élection présidentielle américaine de 2016. En effet, les positions de droite de Donald Trump – en particulier sa rhétorique négative concernant les migrants, et notamment les Mexicains et les Latinos – ont été souvent considérées comme faisant partie intégrante de son populisme, ce qui a entraîné un rejet de ce « populisme » assimilé à un nationalisme d'exclusion.

Cette confusion entre populisme et nationalisme entraîne des difficultés d'au moins trois ordres : empirique, analytique et normatif. Premièrement, faute d'une conceptualisation rigoureuse du populisme, la plupart des analyses européennes semblaient, jusqu'à récemment, souffrir d'un eurocentrisme qui, d'une part, réduisait la catégorie du « populisme » à une expérience spécifiquement européenne – les mouvements et partis xénophobes de droite radicale – et, d'autre part, essentialisait l'association qui en résultait, faisant ainsi de la signification européenne contingente du populisme un critère universel et transhistorique (Stavrakakis *et al*., 2017). Ce faisant, l'impasse a été faite notamment sur l'expérience complexe de l'Amérique latine où de nombreux travaux universitaires sur le populisme de gauche ont été produits (Panizza, 2013 ; Stavrakakis et Katsambekis, 2014). Plus généralement, l'inclusion *a priori* du nationalisme dans les définitions du populisme empêche d'appliquer le concept à d'autres formes de populisme – non nationalistes ou d'un nationalisme qualifié de banal, voire des formes transnationales qui définissent le « peuple » au-dessus du niveau de l'État-nation (voy. De Cleen, 2017). Ce qui est également perdu, c'est la nuance entre ce que Mudde et Kaltwasser ont appelé les types de populisme exclusif (*exclusionary*) et inclusif (*inclusionary*) (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2012a). En réalité, plutôt qu'inhérent au populisme par essence, le caractère exclusif est largement dû à une association particulière du populisme

avec le nationalisme d'exclusion qui est absent des populismes plus inclusifs (voy. De Cleen, 2017).

Deuxièmement, l'inclusion du nationalisme dans les définitions du populisme empêche de saisir la spécificité de la dimension populiste des politiques populistes, qu'elles soient également nationalistes ou non. Une grande partie de la réflexion académique sur le populisme a accepté facilement l'association réifiée entre « peuple » et « nation » sans examiner si elle pouvait simplement résulter du conditionnement général du champ symbolique opéré par l'institution de l'État-nation qui a dominé l'époque contemporaine. Même si le contexte national se profile toujours en arrière-plan de la politique populiste, nous ne devrions pas assimiler le populisme et le nationalisme si nous voulons comprendre ce qui rend le populisme populiste[2]. De plus, même en regardant spécifiquement des politiques qui sont à la fois explicitement (et pas simplement de façon banale) nationalistes et populistes, notre compréhension de ce que signifient tant la première que la seconde dépend toujours d'une distinction conceptuelle claire entre les deux. Ce faisant, la confusion engendrée par les relations empiriques étroites entre populisme et nationalisme a également empêché une compréhension précise de la nature de leurs liens.

Troisièmement, distinguer clairement le populisme du nationalisme comporte également des avantages normatifs et politiques en ce que cette distinction permet d'évaluer plus précisément le caractère démocratique des politiques populistes qui peuvent être très diverses. Il est ainsi possible d'éviter une certaine tendance qui consiste à dénoncer les populismes de gauche et de droite comme des menaces similaires pour la démocratie, les dangers de l'ultra-nationalisme étant alors utilisés pour dénoncer des formes de politique populiste qui ont très peu à voir avec un tel ultra-nationalisme.

Des avancées significatives sur la conceptualisation du populisme qui ont vu le jour ces dernières années en s'appuyant sur les travaux de Laclau (2005a) et sur la définition « minimale » associée principalement à Mudde (2004, 2007), d'une part, et sur l'expérience latino-américaine ainsi que sur la montée des populismes de gauche en Europe, d'autre part, ont fortement limité la tendance à confondre populisme et nationalisme (exclusif). Ce tournant a également conduit à une identification plus précise de la spécificité du populisme et à des évaluations plus nuancées de son rapport à la démocratie. Néanmoins, les réflexions conceptuelles explicites sur la relation entre populisme et nationalisme ainsi que sur la nature de leurs liens empiriques ont été étonnamment rares (voy. cependant Canovan, 2005 ; De Cleen,

2 Il pourrait également être soutenu que, si le populisme et le nationalisme sont confondus en raison de la domination de l'État-nation en tant que contexte, il pourrait en être de même pour de nombreuses autres familles idéologiques contemporaines.

2017 ; Hermet, 1997, 2005 ; Lekkas, 2005 ; Mény et Surel, 2000, 204-214). Parallèlement, les travaux empiriques sur les politiques populistes ont offert des indicateurs pertinents sur la manière dont le populisme et le nationalisme fonctionnent ensemble dans des mouvements et des partis en particulier. Toutefois, les travaux empiriques axés sur une analyse approfondie des articulations entre populisme et nationalisme et s'appuyant sur une conceptualisation claire des deux restent rares.

3. Mobiliser la *Discourse Theory*

Notre stratégie pour distinguer le populisme du nationalisme et pour étudier les liens complexes entre les deux s'appuie sur la *Discourse Theory* formulée originellement par Laclau et Mouffe ([1985] 2001) et développée par ces deux auteurs ainsi que par d'autres (par exemple, Glynos et Howarth, 2007 ; Howarth, Norval et Stavrakakis, 2000).

Au lieu de concevoir le nationalisme et le populisme comme des projets politiques qui représentent des catégories sociopolitiques préexistantes, le cadre proposé par la *Discourse Theory* les entend comme étant étroitement impliqués dans la construction discursive des catégories qu'ils prétendent représenter. Cette proposition est basée sur l'hypothèse ontologique que le sens est au cœur des sociétés humaines – et certainement de la politique – et que tout sens dépend de relations d'articulation socialement construites et (par conséquent) contingentes (Glynos et Howarth, 2007 ; Howarth, 2000, 8-9, 2005, 336 ; Howarth et Stavrakakis, 2000, 2-3 ; Laclau et Mouffe, [1985] 2001, 107). De ce point de vue, le discursif constitue « un horizon de pratiques signifiantes et de différences significatives » (Howarth, 2000, 9) au sein duquel se produit l'identité de tous les objets et sujets, et qui permet aux personnes de s'engager dans le monde dans lequel ils vivent. Une telle approche du populisme et du nationalisme détourne donc l'attention des « catégories principalement sociologiques, qui concernent le groupe, ses rôles constitutifs et ses déterminants fonctionnels, vers les logiques sous-jacentes qui rendent ces catégories possibles » (Laclau, 2000, xi), autrement dit vers la construction d'identités politiques dans le discours politique.

La *Discourse Theory* fournit également une base méthodologique pour distinguer de manière conceptuelle le populisme du nationalisme à partir de leurs affirmations discursives distinctes. En effet, si la *Discourse Theory* approche la réalité sociale comme construite discursivement, sur un niveau plus concret, cette théorie parle de discours au pluriel, de plusieurs discours analytiquement distinguables : « chacun de ces discours est une construction sociale et politique [spécifique] qui établit un

système de relations [significatives] entre différents objets et pratiques, tout en fournissant des positions (du sujet) auxquelles les agents sociaux peuvent s'identifier » (Howarth et Stavrakakis, 2000, 3). Nous considérons le populisme et le nationalisme comme deux de ces discours.

À côté d'une approche particulière du « discours », Laclau et Mouffe ont introduit un certain nombre de concepts utiles qui fournissent un vocabulaire typique pour saisir la façon dont les discours sont structurés et la manière dont ils diffèrent les uns des autres, tout comme la manière dont ils se relient les uns aux autres. Au cœur de la conceptualisation du sens, les discours sont le résultat d'un processus d'articulation. L'articulation fait référence à la pratique consistant à rassembler d'une manière particulière des éléments discursifs préexistants dans une tentative (hégémonique) de construire un arrangement de sens plus ou moins nouveau (Laclau et Mouffe, [1985] 2001, 105). De cette manière, la *Discourse Theory* prend une position intermédiaire entre la structure et l'agentivité. Alors que toute pratique discursive s'inspire d'éléments existants, les reproduit ou les exclut, l'espace de l'action réside dans la sélection de ces éléments ainsi que dans le fait que les articulations sont des relations contingentes « sans correspondance nécessaire » (Laclau, 1990) et que le processus d'articulation effectué peut dès lors changer radicalement le sens de tout ce qui a été articulé (Laclau et Mouffe, [1985] 2001, 105 et 113-114).

Des pratiques articulatoires découle le sens des signifiants qui dépend donc d'autres signifiants auxquels ils sont liés. Il s'agit dès lors de se demander quels sont les signifiants qui apparaissent dans le discours et de quelle manière ils sont liés les uns aux autres. Pour autant, tous les signifiants ne sont pas aussi importants pour connaître la manière dont un discours produit du sens. C'est pourquoi est introduite ici la notion de *nodal points* – qui s'inspire des « points de capiton » de Lacan – qui désignent des « points discursifs privilégiés qui fixent partiellement le sens dans des chaînes de signification » (Torfing, 1999, 98, notre traduction). D'autres signifiants au sein d'un discours particulier – ce que Laclau et Mouffe appellent les « moments » d'un discours donné – acquièrent leur sens par leur rapport à ces points nodaux (Howarth, 2000, 118 ; Laclau et Mouffe, [1985] 2001, 112). Par exemple, dans le libéralisme, le signifiant « liberté » joue un tel rôle. D'autres signifiants, tels que « État », « individu » ou « société », acquièrent un sens à partir du *nodal point* « liberté ». L'identification des *nodal points* est cruciale dans l'analyse proposée par la *Discourse Theory* en ce que ces *nodal points* fonctionnent comme des points de référence, c'est-à-dire comme des noyaux privilégiés qui surdéterminent le sens de toute la chaîne de signification. Par ailleurs, il est possible de mieux saisir la position du *nodal point* à partir d'une représentation spatiale : le *nodal point* se situe au centre d'un certain discours avec les différents moments situés à la périphérie de l'articulation. Pareille représentation peut aisément être reliée à l'approche morpho-

loqique de l'idéologie morphologie de Freeden (1994) qui mobilise également une métaphore spatiale pour distinguer les concepts fondamentaux et adjacents d'une idéologie particulière (voy. Sutherland, 2011, 7).

Si nous voulons comprendre la manière dont un discours produit du sens, il est nécessaire de regarder non seulement quels éléments sont combinés et à quel point chacun de ces éléments est nodal, mais aussi comment ces éléments sont combinés les uns avec les autres. La *Discourse Theory* se concentre sur l'architectonique politique, analysant comment les signifiants sont liés les uns aux autres en vue de produire des structures de sens particulières. Ces structures relationnelles de signification peuvent être mieux saisies au moyen de métaphores spatiales[3] (voy. Dyrberg, 2003, 2006 ; Howarth, 2006). En politique, la gauche et la droite représentent une métaphore spatiale explicitement visible dans le discours, mais d'autres métaphores spatiales nous aident également à comprendre la structure du discours politique. Citons notamment les couples haut/bas, intérieur/extérieur, avancer/reculer, avant/arrière, centre/périphérie et ouvert/fermé (voy. Bacot et Rémi-Giraud, 2002, 2007 ; Dyrberg, 2003, 2006 ; Laponce, 1981 ; Lakoff et Johnson, 1980).

Particulièrement pertinentes pour notre recherche, ces métaphores spatiales nous aident à saisir la construction (et la déconstruction) discursive de ce que Laclau et Mouffe appellent les « frontières politiques » construites selon la logique de l'équivalence. Il s'agit de la mise en relation (articulation) de différents groupes sociaux, identités et revendications dans un projet politique (hégémonique) visant à simplifier l'espace socio-politique qui est alors représenté comme étant constitué de deux blocs opposés (opposés l'un à l'autre le long d'une ou plusieurs des dimensions spatiales mentionnées précédemment). Un tel projet se produit, par exemple, dans les périodes prérévolutionnaires, lorsque différents groupes sociaux dont les revendications respectives (et particulières) ne sont pas entendues par un seul et même régime se réunissent pour tenter de renverser ce régime. *A contrario*, la logique de la différence prévaut lorsque les groupes sociaux, leurs revendications et leurs identités demeurent dans « des positions différentielles au sein des discours qui constituent le tissu social » (Laclau et Mouffe, [1985] 2001, xiii, notre traduction). Une telle situation se produit lorsqu'un régime est capable d'accorder ou d'ignorer des demandes provenant de différents groupes sociaux sans risquer la formation d'une chaîne d'équivalence entre ces derniers mobilisée contre le régime. La logique de la différence est également utilisée pour compromettre la construction d'une chaîne

3 Une distinction doit être ici faite entre l'utilisation théorique des métaphores spatiales et l'analyse des dimensions spatiales de la vie sociale. Bien que les deux puissent être liées (par exemple, dans le discours nationaliste, voy. Wodak *et al*. [2009, en particulier le Chap. 4]), c'est davantage l'utilisation métaphorique des constructions spatiales qui nous importe ici plutôt que leur utilisation substantielle.

d'équivalence en désarticulant les éléments de cette chaîne et en leur donnant une place dans le système ; en satisfaisant (partiellement) à des demandes selon la tactique de « diviser pour régner », par exemple, c'est-à-dire en semant le trouble entre des groupes différents à partir de dimensions (qui peuvent être compris de manière spatiale) autres que celles pouvant structurer ces groupes autour d'oppositions communes au régime (Laclau et Mouffe, [1985] 2001, 127-134).

Enfin, identifier la spécificité d'un discours implique également de s'intéresser aux « positions de sujet » qu'un discours particulier offre à ses destinataires. Laclau et Mouffe s'appuient sur Althusser et Foucault pour théoriser la manière dont les discours offrent aux citoyens des positions de sujet particulières auxquelles s'identifier, et comment ce processus d'interpellation par le discours construit les individus comme sujets (Howarth et Stavrakakis, 2000, 12-13). Cette dialectique d'interpellation/identification produit un sentiment d'identité collective en s'appuyant sur l'affirmation de la différence. La construction d'un groupe, par exemple, dépend de la construction d'un autre groupe, extérieur au premier. Cette localisation des soi-disant « extérieurs constitutifs » est une condition de la formation identitaire qui découle tant de la dialectique identité/différence (implicitement constitutive de toute formation identitaire), que de la nature de l'investissement affectif présent dans de telles identités.

Ensemble, ces éléments de la *Discourse Theory* permettront de distinguer conceptuellement le populisme du nationalisme en tant que discours analytiquement distincts. Mais ce n'est qu'une partie du travail. Il est également nécessaire d'examiner la façon dont le populisme et le nationalisme sont liés l'un à l'autre dans des politiques populistes concrètes. Là encore, le cadre proposé par la *Discourse Theory* contribue largement à fournir les outils conceptuels *ad hoc*.

La notion de discours possède un degré élevé de flexibilité, pouvant également être appliquée à différents niveaux d'abstraction, allant du discours spécifique d'un homme ou d'une femme politique sur un sujet particulier (par exemple le discours de Trump sur le changement climatique) au discours d'un groupe d'acteurs politiques (par exemple le discours des partis socialistes), ou encore en étant appliquée au type de discours produit dans un domaine particulier (par exemple le discours politique). Pour les besoins de cette recherche, il est utile de faire une distinction analytique entre, d'un côté, le discours des partis politiques et des mouvements qui s'appuient sur le populisme et le nationalisme (par exemple le discours du Front national ou de Podemos), et, de l'autre côté, le populisme et le nationalisme en tant que structures de sens plus globales et stables possédant un niveau d'abstraction supérieur (apparenté aux répertoires discursifs ou cadres principaux) (voy. Jørgensen et Philips, 2002, 140).

Nous ferons donc appel à la notion d'articulation qui joue un rôle central afin de saisir la manière dont des pratiques politiques particulières émergent à travers un processus d'incorporation d'éléments provenant d'horizons discursifs préexistants. Pour reprendre Howarth et Stavrakakis :

> « Un projet politique va tenter de lier différents courants de discours en vue de dominer ou d'organiser un champ de signification pour fixer d'une certaine manière les identités des objets et des pratiques. La *Discourse Theory* étudie la manière dont les pratiques sociales articulent et contestent les discours qui constituent la réalité sociale. » (2000, 3, notre traduction)

Après avoir identifié les différentes ressources sur lesquelles s'appuie une pratique discursive, nous devons plus précisément déterminer la manière dont sont articulés les discours. L'on pourrait par exemple se demander comment les populistes de gauche de Podemos et le Front national de droite radical et populiste « tissent ensemble » le populisme et le nationalisme. Comment cela aboutit-il à des discours politiques très différents ? Les notions de la *Discourse Theory* que sont les *nodal points*, l'interpellation et la position du sujet, ainsi que l'approche spatiale/architectonique de la façon dont le sens est structuré dans un discours particulier, peuvent être utilisées à ce niveau également en vue d'analyser les particularités de l'articulation du populisme et du nationalisme effectuée par des agents populistes particuliers.

4. La *Discourse Theory* et la distinction entre populisme et nationalisme

Commençons par définir le nationalisme et le populisme en utilisant les concepts de la *Discourse Theory* déjà présentés (voy. aussi De Cleen, 2017). L'enjeu ici réside dans le fait que le populisme et le nationalisme en tant que structures de sens doivent être définis à un niveau d'abstraction suffisamment élevé pour permettre d'étudier comment le populisme et le nationalisme s'articulent de différentes manières au sein du large éventail de projets politiques qui s'appuient sur ces discours. Laclau (1977, 10, notre traduction) a soutenu qu'« une condition préalable à toute appréhension théorique du concret se situe dans le processus progressif d'abstraction qui libère les concepts de leurs articulations connotatives ». Notre tâche, ici, est donc de libérer le concept de populisme de ses articulations connotatives avec le nationalisme. Pour autant, nos définitions ne doivent pas être trop abstraites si nous

voulons identifier la spécificité du populisme et du nationalisme (voy. Howarth, 2005, 327 ; voy. aussi Glynos et Howarth, 2007, 136).

4.1. Nationalisme

La confusion théorique entre populisme et nationalisme se retrouve principalement dans des travaux concernant le premier. Malgré un débat conceptuel considérable sur le nationalisme, le chevauchement avec le populisme n'est pas l'un des problèmes conceptuels majeurs du nationalisme. Il est possible de donner une explication à ce constat en soulignant que la politique populiste opère dans ce que Billig (1995) a appelé « un monde de nations » et non l'inverse. Les théories du nationalisme ont également une histoire plus longue. Bien qu'il ne soit peut-être pas une idéologie à part entière, le nationalisme est moins « mince » que le populisme (Freeden, 1998, 2017) (voy. plus loin pour le populisme en tant qu'idéologie mince [*thin ideology*]). Commençons donc par définir le nationalisme avant de passer à une définition du populisme qui le distinguerait clairement du nationalisme.

L'élaboration d'une définition du nationalisme s'inspirant de la *Discourse Theory* passe par la prise en compte d'un ensemble important d'approches constructivistes du nationalisme. Les approches modernistes du nationalisme (notamment Anderson, [1983] 2006 ; Gellner, 1983 ; Hobsbawm et Ranger, 1983 ; Hobsbawm, 1990) selon lesquelles « la nation » est un phénomène moderne tendent à infirmer l'affirmation nationaliste selon laquelle les nations sont des entités naturelles dont l'histoire remonte très loin dans le temps. Un tel constat a ouvert la porte à des analyses constructivistes du nationalisme qui se concentrent sur la construction sociale de la nation. Plutôt que de se concentrer sur la définition des nations ou sur les conditions structurelles de l'existence de la nation, ces approches appréhendent les nations comme des constructions sociales, et donc comme étant contingentes et fragmentées. Tout en empruntant au modernisme l'idée de la construction de la nation, ces recherches laissent de côté la théorisation socio-historique du nationalisme au profit de l'analyse de la production, la reproduction et la contestation de la nation, ainsi que des visions divergentes de la nation.

La théorisation constructiviste du nationalisme comme discours qui construit la nation (par exemple, Bhabha, 1990 ; Day et Thompson, 2004, 13-17 ; Jenkins et Sofos, 1996, 11) implique d'abandonner toute recherche d'une essence nationale – qu'est-ce qui définit le sentiment d'appartenance nationale ? (voy. Brubaker, 1996, 7) – en vue d'identifier les manières dont le nationalisme construit discursivement la nation. Ce faisant, l'exercice de développement d'une définition plus formelle du nationalisme inspirée de la *Discourse Theory* nous amène à proposer la définition suivante :

> Le nationalisme est un discours structuré autour du *nodal point* « nation » qui lui-même est envisagé comme une communauté limitée et souveraine, existant à travers le temps, liée à un certain espace et qui se construit à travers une opposition intérieur/extérieur entre la nation et ses « autres ». (Pour une approche explicitement liée à la *Discourse Theory* sur le nationalisme, voy. Sutherland, 2005 ; voy. aussi Demertzis, 1996 ; Norval, 1996 ; Stavrakakis, 2007 ; Waever, 2005.)

Le point de départ d'une définition discursive du nationalisme se situe dès lors dans le signifiant « nation », ce qui, malgré tout, ne signifie pas que les nationalistes utilisent exclusivement le mot « nation ». Ils se réfèrent également au « peuple » (*das Volk*, *el pueblo*), par exemple, mais entendent ce dernier comme un autre nom pour désigner la communauté nationale. Ce qui compte, alors, c'est que le nationalisme structure l'identité collective d'un groupe d'une manière particulière et que cette identité collective particulière forme le noyau même du nationalisme. Pour employer les mots de la *Discourse Theory*, la « nation » est le *nodal point* autour duquel le discours nationaliste est structuré (voy. Sutherland, 2005, 186) et par rapport auquel d'autres signifiants tels que l'État, la terre, la liberté, la démocratie, le peuple et la culture acquièrent leur sens (voy. Freeden, 1998, 755).

La définition du nationalisme que nous proposons permet de couvrir une grande variété de nationalismes, de la reproduction nationaliste banale des États-nations (Billig, 1995) aux formes inclusives de nationalisme, mais aussi les formes exclusives de nationalisme qui caractérisent la droite radicale : « en tant que formation discursive, le nationalisme façonne la forme de sa représentation et non son contenu précis ou son niveau d'inclusion » (Calhoun, 1997, 124, cité dans Sutherland, 2005, notre traduction). Mais à quoi ressemble cette formation discursive ? Le nationalisme, comme le racisme et le sexisme, divise l'espèce humaine en groupes différents et (plus ou moins) exclusifs (Balibar, 1989, 9-10). Par conséquent, il est utile de réfléchir à la structure du discours nationaliste en termes spatiaux ; ce qui peut également aider à le distinguer du discours populiste (Dyrberg, 2003, 2006). Le discours nationaliste est structuré à partir d'une relation intérieur/extérieur, l'« intérieur » intégrant les membres de la nation et l'« extérieur » les non-membres.

Dans la mesure où la construction intérieur/extérieur de l'identité de groupe n'est pas exclusive au nationalisme, nous devons identifier la manière dont ce dernier construit de façon particulière un « intérieur » et un « extérieur » (voy. Day et Thompson, 2004, 102-103). Pour cela, il est possible de se tourner vers les travaux d'Anderson ([1983] 2006) qui a développé une idée de la nation en tant que « communauté imaginaire ». Bien qu'un « esprit anthropologique » ([1983] 2006, 6) ait guidé Anderson pour imaginer la façon dont les membres d'une nation se représentent en tant que communauté, son analyse est utile pour nous en vue de comprendre la construction discursive de la nation mobilisée par le nationalisme.

Premièrement, selon l'auteur, la nation est construite avec l'idée de limite : le nationalisme est avant tout une représentation d'un monde constitué de nations distinctes (Anderson, [1983] 2006, 7 ; Vincent, 2002, 10). En effet, la nation ne peut être construite qu'à travers la distinction entre une nation et d'autres nations, ainsi qu'entre les membres de la nation et les non-membres. Selon le degré d'inclusion ou d'exclusion du nationalisme, la distinction intérieur/extérieur est plus ou moins rigide (il peut être plus ou moins difficile de devenir membre de la nation) et a des conséquences plus ou moins importantes (l'accès au territoire et aux droits citoyens peut être plus ou moins conditionné à l'appartenance à la nation). Mais même dans un nationalisme qui serait assez ouvert, la distinction entre membres et non-membres persiste car, sans les non-membres de la nation et/ou d'autres nations qui servent comme extérieurs constitutifs, il ne peut y avoir d'identité nationale. Ici, l'horizontalité de la distinction intérieur/extérieur (membres/non-membres) renvoie à une conceptualisation nationaliste du monde comme étant constitué de nations distinctes situées géographiquement les unes à côté des autres. Pour autant, cette horizontalité n'implique pas que toutes les nations aient une valeur égale. En effet, la distinction entre la nation et son extérieur s'est souvent accompagnée d'une hiérarchie constituée de supériorité et d'infériorité nationale, raciale ou culturelle. Mais cette dimension verticale n'est pas une condition indispensable au nationalisme et, en tant que mode d'évaluation particulière de l'appartenance ou de la non-adhésion à la nation, elle est subordonnée à la dimension horizontale intérieur/extérieur.

Deuxièmement, la nation est construite en tant que communauté. Alors que pour Anderson, une communauté renvoie à un réel sentiment d'appartenance, ce qui compte pour une perspective discursive, est la construction de la nation en tant que communauté organique. Troisièmement, la nation est construite de façon souveraine : elle a le droit de prendre des décisions de manière indépendante et sans ingérence. Une telle revendication devient plus évidente lors d'une demande d'indépendance d'un État. Cependant, ce n'est pas l'État mais la nation qui sert de point central au nationalisme : la légitimité de l'État dépend de sa représentation en tant que nation souveraine (voy. Jenkins et Sofos, 1996). Le temps (un passé, un présent et un futur partagés), l'espace (un territoire partagé avec des frontières et des caractéristiques distinctes), ainsi que la langue, les coutumes et les autres aspects qui en découlent, servent à différencier le groupe de l'extérieur, en vue de masquer la contingence (historique) de la nation, ainsi que de donner une légitimité à la souveraineté de la nation sur un territoire donné (Freeden, 1998, 752 ; Wodak *et al.*, 2009, 26).

Afin d'acquérir une certaine saillance et une stabilité pérennes, l'identification nationaliste – comme toutes les identifications réussies – doit se réaliser à un niveau supplémentaire d'attachement empreint de passion, d'amour, de solidarité,

de dignité et de fierté, mais aussi d'aversion, de méfiance, voire de haine. La définition du nationalisme développée ici souligne le rôle central joué par la structure intérieur/extérieur du nationalisme dans cette dimension affective du nationalisme. Par exemple, le nationalisme investit la nation de façon affective au moyen de fantasmes de jouissance suprême, attribuant l'absence de leur réalisation à des ennemis externes ou internes (Stavrakakis, 2007, 189-210).

4.2. Populisme (et la manière dont il diffère du nationalisme)

La *Discourse Theory* a joué un rôle relativement mineur (au moins directement) dans la refonte constructiviste du nationalisme. Le tableau est très différent lorsqu'on regarde le populisme. La théorie du populisme de Laclau a fortement influencé l'étude de la politique populiste, même si cette influence n'a pas toujours été explicitement reconnue (Stavrakakis et Katsambekis, 2014, 122). En fait, le populisme a été au cœur du développement de *Discourse Theory* en tant que fondement principal sur lequel cette approche a été initialement conçue et sur laquelle elle est revenue à plusieurs reprises (voy. Laclau, 1977, 1990, 2005a, 2005b).

Tout en s'inspirant largement de la contribution de Laclau, notre définition du populisme diffère de ses travaux ultérieurs, principalement au niveau de sa finalité. Le populisme de Laclau devient, en fin de compte, synonyme de politique (2005a, 67), ce qui pose la question de la distinction entre les deux concepts (voy. Arditi, 2007, 225 ; Beasley-Murray, 2006 ; Stavrakakis, 2004, 263). Contrairement à Laclau (2005a, 2005b), nous appréhenderons ici le populisme comme un type particulier de la politique. Dès lors, nous proposons la définition suivante afin de saisir la particularité de la politique populiste :

> Le populisme est un discours dichotomique dans lequel le « peuple » est juxtaposé à l'« élite » à partir d'un antagonisme bas/haut, ce « peuple » étant construit discursivement comme un grand groupe impuissant, par opposition à cette « élite » conçue comme un petit groupe illégitimement puissant. La politique populiste prétend ainsi représenter le « peuple » contre une « élite » qui contrecarre ses revendications légitimes, et présente ces revendications comme provenant de la volonté du « peuple ». (Pour des définitions similaires, voy. De Cleen, 2017 ; Laclau, 2005a, 2005b ; Stavrakakis, 2004 ; Stavrakakis et Katsambekis, 2014.)

Plus que d'autres approches, la *Discourse Theory* propose une définition qui se concentre sur la manière dont le populisme construit discursivement le « peuple » à travers une confrontation antagoniste entre le « peuple » et l'« élite ». Il met en

évidence plus explicitement la construction active du « peuple » que les conceptualisations idéationnelles du populisme en tant qu'idéologie (mince) (par exemple, Mudde, 2007 ; Stanley, 2008). Cet éloignement de l'idéologie au profit de la manière dont les populismes se construisent discursivement et prétendent représenter le « peuple » permet de prendre en compte de manière plus approfondie les dimensions stratégiques cruciales du populisme (voy. Stavrakakis et Katsambekis, 2014) ainsi que ses dimensions matérielle, performative et affective (voy. aussi Moffitt, 2016). Cela dit, cette définition inspirée par la *Discourse Theory* ressemble fortement à la définition de l'« idéologie mince » telle que développée par Mudde et d'autres chercheurs dans son caractère dit « minimal ». Cette définition se concentre également sur l'opposition entre « le peuple » et l'« élite » ainsi que sur la prétention populiste à représenter le « peuple », et exclut toutes les autres caractéristiques (idéologiques) des différentes politiques populiste particulières[4].

La *Discourse Theory* entrevoit une politique populiste organisée selon une logique politique particulière. Les logiques, selon Glynos et Howarth (2007, 136, notre traduction), sont « construites et nommées par l'analyste » afin d'identifier et de comprendre « les règles ou la grammaire de la pratique étudiée ». Considérer le populisme comme une logique politique implique de déterminer la manière dont le populisme est utilisé pour interpeller et mobiliser les sujets, pour formuler des revendications et pour contester les régimes existants ou encore sous-tendre les relations de pouvoir (Glynos, 2008, 278). En regardant le populisme à travers le prisme d'une logique particulière, à travers ce que Laclau appelait « la raison populiste », notre compréhension du populisme est « formalisée », c'est-à-dire que l'attention qui est portée se déplace du contenu du populisme (quelles sont les revendications concrètes formulées par les agents populistes ? Ou quelle est leur idéologie ?) à la manière dont ils formulent « ces contenus – quels que soient ces contenus » (Laclau, 2005b, 33, notre traduction).

La question devient alors de savoir ce qui est spécifique à la manière dont les populistes formulent leurs revendications. En plus de tourner autour de la relation antagoniste entre le « peuple » et l'« élite », les populistes rassemblent différentes revendications et identités dans ce que Laclau et Mouffe (2001) appellent une « chaîne d'équivalence » symbolisée par le signifiant le « peuple ». Or, passer du fonctionnement du *nodal point* le « peuple » à l'architectonique du discours populiste, oblige à se demander ce qui regroupe les différentes demandes et identités

4 Contrairement à une longue tradition qui remonte à Hofstadter (1969) et englobe, par exemple, Mudde (2007 ; Mudde et Rovira Kaltwasser, 2012b) et Müller (2016), nous choisissons également de ne pas faire référence à la nature « moraliste » des discours populistes. Nous ne considérons en effet pas cet aspect comme un élément indispensable à la politique populiste. De plus, la réduction du politique à des questions de moralité est également très présente dans les discours antipopulistes (voy. Stavrakakis et Katsambekis, 2014 ; Stavrakakis *et al.*, 2017).

présentes dans une chaîne d'articulation populiste, en d'autres mots, ce qui les rend « équivalentes ». Ce qu'ils ont en commun n'est pas quelque chose de positif mais le fait et/ou l'impression de frustration engendrée par une « élite » qui représente un danger (voy. Laclau, 2005a, 2005b ; Stavrakakis et Katsambekis, 2014). En ce sens, les populistes mobilisent et stimulent ou renforcent le mécontentement à l'égard de cette « élite » à partir de la (réelle et/ou perçue) frustration qu'elle provoque et/ou le danger qu'elle représente pour un certain nombre de revendications, d'intérêts ou d'identités (voy. Stanley, 2008, 98 ; Moffitt, 2015).

En mobilisant des termes spatiaux et d'orientation, nous pourrions souligner que le populisme est donc structuré autour d'un axe vertical bas/haut qui renvoie au pouvoir, au statut et aux positionnements hiérarchiques socio-culturel et/ou socio-économique (Dyrberg, 2003 ; Laclau, 1977 ; Ostiguy, 2009). La rhétorique populiste fait souvent référence à ces identités bas/haut avec les mots « peuple » et « élite », mais utilise également plusieurs autres étiquettes. Ce qui est crucial, c'est que les populistes prétendent parler pour les « gens ordinaires », le « petit homme », l'« homme ordinaire », l'« homme de la rue », etc., en tant que groupe inférieur, « ceux d'en bas », en rejetant l'« *establishment* », la « caste politique », la « classe dirigeante » en tant que groupe supérieur qui ne représente pas le « peuple » et qui met en danger ses intérêts.

Cette structure bas/haut est un des éléments qui différencient le populisme des autres discours tournant également autour du signifiant « peuple », mais qui le signifient de manière différente, comme le discours tourné vers la démocratie (le peuple en tant que demos), ou, plus pertinent pour nous, celui sur le nationalisme (le peuple en tant que nation) (Canovan, 2005 ; Mény et Surel, 2000, 177-222). Cette identification spatiale de la structure afférente au populisme fournit également des pistes pour une meilleure compréhension de la spécificité de l'attrait affectif du populisme, et en quoi il diffère de l'attrait affectif du nationalisme (voy. Demertzis [2006] sur les dimensions affectives du populisme). En effet, si les deux se rejoignent étroitement lors de certains projets politiques, l'amour nationaliste pour la nation et la haine de l'Autre sont en effet très différents de l'identification populiste au peuple opprimé et de son animosité envers les élites, les deux étant stimulés par des prémisses différentes et dirigées vers des cibles différentes selon des canaux différents.

De plus, la définition que nous proposons ici permet de couvrir la pluralité des politiques populistes, et ce de manière chronologique, géographique et à travers l'entièreté du spectre politique. Les revendications incarnées par le « peuple », l'identification des personnes considérées comme faisant partie de l'« élite » et les raisons de traiter cette dernière comme illégitime varient considérablement d'un populisme à l'autre : de droite ou de gauche (radicale), agraires, nationalistes, démocratiques ou autoritaires, progressistes ou conservateurs (Jansen, 2011, 82 ; Taguieff, 1997, 8-10).

Avant de discuter de la manière dont nous pouvons étudier les liens empiriques entre le populisme et le nationalisme, il est utile de mettre sous la forme de tableau la distinction que nous faisons entre les deux concepts. Le tableau 1 illustre les caractéristiques structurelles fondamentales du populisme et du nationalisme en tant que discours et qui apparaissent lorsque ces discours sont considérés de façon plus formelle sous l'angle constructiviste de la *Discourse Theory*.

Tableau 1. Conceptualisation du nationalisme et du populisme à partir de la *Discourse Theory*

Critères formels	Nationalisme	Populisme
Nodal point de la chaîne d'équivalence et prétention à représenter	La nation et/ou le peuple comme nation	Le peuple comme opprimé, ceux d'en bas
Position du sujet offerte	Citoyen de la « nation »	Membre du « peuple »
L'extérieur constitutif de la chaîne d'équivalence et de l'identité	Non-membres et/ou autres nations	L'élite/l'*establishment*
Orientation de la relation entre le *nodal point* et l'extérieur constitutif	Horizontale : intérieur/extérieur (appartenance, identité – reliées au temps et ou territoire partagés)	Verticale : bas/haut (hiérarchie, pouvoir, reconnaissance, incorporation, position socio-économique et/ou socio-culturelle)

5. Conclusion : un programme de recherche sur les articulations entre populisme et nationalisme

Dans cette section conclusive, nous partirons de la distinction entre le populisme et le nationalisme pour formuler un programme sur la manière dont les liens empiriques entre populisme et nationalisme peuvent être recherchés. Dans une perspective liée à la *Discourse Theory*, ces connexions engendrent une interrogation de l'articulation. Lorsqu'un projet politique articule (des éléments de) différents discours, ces derniers ne sont pas simplement ajoutés les uns aux autres. Au contraire, à travers le processus d'articulation (les éléments de) chacun de ces discours articulés acquiert un sens particulier. Cela signifie que l'articulation du populisme et du nationalisme par des agents politiques différents peut engendrer des résultats fort contrastés (voy. également De Cleen, 2017)[5].

Toute analyse d'une politique précise qui articule le populisme avec le nationalisme doit viser à découvrir les spécificités de cette politique en particulier. Mais, globalement, l'étude de l'articulation du populisme et du nationalisme se résume à une analyse de l'identification des signifiants populistes et nationalistes dans un projet politique particulier, de la manière dont cette structure de sens gravite respectivement autour de l'axe vertical bas/haut ou de l'axe horizontal intérieur/extérieur, et des relations qui se forgent entre les signifiants populistes et nationalistes et entre les axes bas/haut et intérieur/extérieur[6].

Une première question à se poser lorsque nous étudions les liens empiriques entre le populisme et le nationalisme effectués par un agent politique précis est la suivante : l'État-nation sert-il simplement de contexte à une politique populiste, ou les revendications nationalistes jouent-elles un rôle structurant ? Sommes-nous confrontés ou non à la reproduction banale de la nation à travers une politique populiste opérée au niveau de l'État-nation mais où la définition de « ceux d'en bas » n'a rien à voir avec le nationalisme ? Ou la politique populiste formule-t-elle également des

5 La perspective proposée par la *Discourse Theory*, qui porte son attention sur l'articulation du populisme et du nationalisme, n'est pas très éloignée de la vision du populisme comme une « idéologie mince » qui doit être combinée avec d'autres idéologies, et fournit un cadre possible pour analyser les combinaisons d'idéologies minces et épaisses.

6 L'analyse de discours de tout type de politique qui articule le populisme et le nationalisme doit évidemment se demander également quels sont les autres discours qui, au-delà du populisme et du nationalisme, sont également articulés, et à quoi ressemblent les articulations opérées entre ces autres discours et le populisme ainsi que le nationalisme.

demandes (d'exclusion) à propos de l'identité, des intérêts ou de la souveraineté de la nation et de sa différence par rapport aux autres nations ?

Deux principaux types d'articulation peuvent être à ce sujet identifiés (voy. De Cleen, [2017] pour une discussion plus détaillée). Une première série de revendications nationalistes qui ont été clairement articulées avec le populisme tournent autour de l'exclusion de certains groupes de personnes de la nation, de l'État-nation et de la prise de décision politique. Les partis populistes de droite radicale en sont le meilleur exemple. Dans le discours populiste de droite radicale, le sens des signifiants populistes « peuple » et « élite » dépend fortement du nationalisme d'exclusion. Cette idée est parfaitement illustrée par le fait que le peuple opprimé représente un sous-groupe d'une nation définie sur le plan ethnique et culturel et qui ne peut inclure les « gens ordinaires » d'origine étrangère. De plus, le peuple opprimé est construit par opposition aux migrants et aux autres groupes nationaux. En effet, la politique populiste de droite radicale interpelle les gens ordinaires principalement (mais pas exclusivement) en tant qu'*en bas* en utilisant des arguments nationalistes exclusifs. Les gens ordinaires, affirment-ils, sont les premières victimes de la société multiculturelle. En outre, l'argument principal présentant l'« élite » comme illégitime est qu'elle favorise les minorités ethnoculturelles et ne prend pas à cœur les intérêts des gens ordinaires qui souffrent de la diversité (Caiani et della Porta, 2011 ; De Cleen, 2016a, 2016b). Ce que nous voyons ici est la manière dont les positions occupées sur l'axe intérieur/extérieur (appartenance à la nation, ainsi que servir les intérêts de la nation) parviennent à déterminer les positions occupées sur l'axe bas/haut.

Un deuxième groupe de revendications nationalistes qui ont été formulées en termes populistes tourne autour de la souveraineté de la nation par rapport aux structures étatiques plus larges, aux forces colonisatrices et aux organes politiques supranationaux (voy. Hermet, 1997, 2001). Ces revendications comprennent à la fois les demandes liées à un État-nation indépendant et les demandes de protection de la souveraineté des États-nations existants. Cette articulation a été au cœur des revendications de plusieurs partis et mouvements populistes de droite comme de gauche, le nationalisme de ces partis pouvant varier d'un nationalisme très exclusif à un nationalisme beaucoup plus inclusif. À travers cette diversité, l'articulation du populisme et du nationalisme se reflète dans la connexion complexe qui existe entre les axes bas/haut et intérieur/extérieur. Les intérêts et la souveraineté du peuple comme opprimé (bas) deviennent étroitement associés, voire assimilés, à l'identité, aux intérêts et à la souveraineté de la nation (intérieur). En outre, l'élite (haut) est rejetée car perçue comme illégitime pour ne pas avoir pris en compte les intérêts de la nation, un argument qui s'applique à la fois à l'élite nationale (haut et intérieur) et aux élites internationales (haut et extérieur).

Une recherche visant à identifier les *nodal points* et se concentrant sur l'architectonique des discours politiques peut nous aider à déterminer la nature précise de la relation entre le populisme et le nationalisme, d'une part, et la centralité relative de chacun des deux dans une politique en particulier, d'autre part. Le « peuple-opprimé » (et son extérieur constitutif, c'est-à-dire l'« élite ») et la « nation » (et ses extérieurs) sont présents dans tous les discours qui articulent le populisme et le nationalisme, mais ils opèrent à des degrés divers au niveau de leur caractère nodal ou non selon les discours. Il faut se demander quel signifiant est vraiment au cœur de chaque discours pour comprendre leur manière de produire du sens.

Dans certains discours populistes, la nation (en tant qu'État-nation) ne se retrouve que comme contexte. Dans d'autres, les revendications nationalistes sont importantes, mais n'interviennent seulement qu'en tant que simple élément de la chaîne populiste d'équivalence. Plus important encore, dans les discours où le populisme joue un rôle central – c'est-à-dire les discours qui fonctionnent structurellement selon la logique populiste consistant à rassembler une variété de demandes et d'identités dans une chaîne populiste d'équivalence construite dans une opposition bas/haut à une élite – le « peuple », en plus d'être situé au cœur de l'articulation discursive, fonctionne comme un signifiant vide, autrement dit, comme un signifiant sans signifié (Laclau, 2005, 69-72 et 161-163). À l'opposé, dans les discours qui sont avant tout nationalistes mais qui s'appuient tout autant sur l'opposition populiste peuple-élite (par exemple la droite populiste radicale), le signifiant populiste « peuple » soit se situe à la périphérie de la chaîne d'équivalence, soit, lorsqu'on lui donne une place plus centrale, son aspect populiste vide est fort réduit car le sens donné au peuple opprimé est fortement déterminé par le nationalisme (Stavrakakis *et al*., 2017). Dans une politique à prédominance nationaliste, la nation est au cœur de la structure signifiante, et le sens de « ceux d'en bas » ainsi que de l'« élite » dépend presque entièrement de la « nation ». Autrement dit, la « nation » fonctionne comme une référence rendue naturelle, originelle (mythique), comme un « signifié transcendantal » tentant de fixer le sens une fois pour toutes (Derrida, 2005, 354).

Cette question de la centralité relative peut également être abordée à partir d'une perspective spatiale. Articuler le populisme et le nationalisme implique de faire se rapprocher l'orientation bas/haut du populisme et l'orientation intérieur/extérieur du nationalisme. La question ainsi posée devient : quel axe est le plus central ? Comment les axes intérieur/extérieur et bas/haut sont-ils liés ? Si le populisme joue un rôle central, l'antagonisme bas/haut jouira d'une position structurante dans le discours en rassemblant un éventail de revendications et d'identités identifiées comme « bas » sur l'axe et opposées à l'« élite » qui se situe en « haut ». C'est le cas, par exemple, de l'articulation effectuée par SYRIZA à propos de la souveraineté et de la dignité populaires, de la résistance au néolibéralisme, des revendications

anti-corruption et de la position pro-immigration, tous ces éléments étant réunis dans une chaîne d'équivalence contre les élites nationales et internationales. En revanche, si le nationalisme est au cœur du discours, l'antagonisme vertical bas/haut tend à dépendre dans une large mesure de l'opposition horizontale intérieur/extérieur. Autrement dit, les positions occupées sur l'axe bas/haut (posant la double question consistant à savoir qui appartient au « peuple comme ceux d'en bas » et pourquoi, tout comme celle qui détermine qui appartient à l'« élite » et pourquoi) dérivent des positions occupées sur l'axe nationaliste intérieur/extérieur (comme dans la politique populiste de droite radicale évoquée précédemment). Ainsi, l'exclusion horizontale surdétermine la dimension verticale.

Ce sont là quelques indications sur la manière dont le focus de la *Discourse Theory* sur l'architectonique discursive peut faciliter une compréhension rigoureuse de la façon dont différents projets politiques peuvent construire des discours distincts en reliant des éléments constitutifs du populisme et du nationalisme. L'étude de ces articulations, basée sur une distinction rigoureuse entre le populisme et le nationalisme, est, selon nous, une étape cruciale pour approfondir encore davantage notre compréhension des politiques populistes qui sont complexes et variées. Ce genre d'analyse peut également faciliter une évaluation normative plus précise des différents types de politique populiste, car elle nous permet, à partir des différentes articulations entre le populisme et le nationalisme, d'identifier clairement le potentiel démocratique ainsi que les risques antidémocratiques implicites.

6. Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Nicolas Demertzis et Jason Glynos pour les précieux commentaires qu'ils ont apposés à la première version de cet article. Par ailleurs, certaines parties de ce dernier s'appuient sur un texte rédigé pour l'*Oxford Handbook of Populism* (De Cleen, 2017). À ce titre, Benjamin De Cleen tient à remercier Cristóbal Rovira Kaltwasser et Paul Taggart pour leurs commentaires pertinents sur ce chapitre.

7. Références

Aalberg Toril, De Vreese Claes, Esser Frank, Strombäck Jesper et Reinemann Carsten (eds), *Populist political communication in Europe. A cross-national analysis of 27 European countries*, London, Routledge, 2016.

Anastasakis Othon, « Greece's Radical Politics in the Dark Side of the Dawn », *E-International Relations*, 5 novembre 2013, disponible à l'adresse suivante : http://www.e-ir.info/2013/11/05/greeces-radical-politics-on-the-dark-side-of-dawn/.

Anderson Benedict, *Imagined communities. Reflections on the origin and spread of nationalism* (Rev. and ext. ed.), London, Verso, [1983] 2006.

Arditi Benjamin, « Post-hegemony: politics outside the usual post-Marxist paradigm », *Contemporary politics*, 2007, 13 (3) : 205-226.

Bacot Paul et Rémi-Giraud Sylvianne (eds), *Mots de l'espace et conflictualité sociale*, Paris, L'Harmattan Collection, 2007.

Balibar Étienne, « Racism as universalism », *New political science*, 1989, 8 (1-2) : 9-22.

Beasley-Murray Jon, « Review of 'On populist Reason' (Ernesto Laclau) and 'Populism and the mirror of democracy' (Francisco Panizza [ed.]) », *Contemporary Political Theory*, 2006, 5 : 362-367.

Berezin Mabel, *Illiberal Politics in Neoliberal Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Bhabha Homi K. (ed.), *Nation and Narration*, London, Routledge, 1990.

Billig Michael, *Banal Nationalism*, London, Sage, 1995.

Brubaker Rogers, *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Caiani Manuela et della Porta Donatella, « The Elitist Populism of the Extreme Right: A Frame Analysis of Extreme Right-wing Discourses in Italy and Germany », *Acta Politica*, 2011, 46 (2) : 180-202.

Calhoun Craig, *Nationalism, Buckingham, Open University Press,* 1997.

Canovan Margaret, *The People*, Cambridge, Polity Press, 2005.

Canovan Margaret, « The Thin Ideology of Populism », *Journal of political ideologies*, 2008, 13 (1) : 95-110.

Day Graham et Thompson Andrew, *Theorizing nationalism*, Basingstoke, New York, Palgrave Macmillan, 2004.

De Cleen Benjamin, « Representing 'the people'. The articulation of nationalism and populism in the rhetoric of the Flemish VB », *in* Jamin Jérôme (éd.), *Le destin de la norme*, Brussels, Academia Bruylant, 2016a, pp. 224-242.

De Cleen Benjamin, « The party of the people versus the cultural elite. Populism and nationalism in Flemish radical right rhetoric about artists », *JOMEC – Journal of Journalism, Media and Cultural Studies*, 2016b, vol. 9, disponible à l'adresse suivante : https://publications.cardiffuniversitypress.org/index.php/JOMEC/article/view/87.

De Cleen Benjamin, « Populism and nationalism », *in* Rovira Kaltwasser Cristóbal, Taggart Paul, Ochoa Espejo Paulina et Ostiguy Pierre (eds), *Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017, pp. 342-362.

Demertzis Nicolas, *The Discourse of Nationalism*, Athens, Sakkoulas (in Greek), 1996.

Demertzis Nicolas, « Emotions and Populism », *in* Hoggett Paul, Clarke Simon et Thompson Simon (eds), *Emotion, Politics and Society*, London, Palgrave, 2006, pp. 103-122.

Derrid Jacques, *Writing and Difference*, London, Routledge, 2005.

Dyrberg Torben Bech, « Right/left in context of new political frontiers: What's radical politics today? », *Journal of Language and Politics*, 2003, 2 (2) : 339-342.

Dyrberg Torben Bech, « Radical and plural democracy: in defence of right/left and public reason », *in* Tønder Lars et Thomassen Lasse (eds), *Radical democracy. Politics between abundance and lack*, Manchester, Manchester University Press, 2006, pp. 167-184.

Freeden Michael, « Political concepts and ideological morphology », *Journal of Political Philosophy*, 1994, 2 (2) : 140-164.

Freeden Michael, « Is Nationalism a Distinct Ideology? », *Political Studies*, 1998, 46 (4) : 748-765, DOI:10.1111/1467-9248.00165.

Freeden Michael, « After the Brexit referendum: revisiting populism as an ideology », *Journal of Political Ideologies*, 2017, 22 (1) : 1-11.

Greenfeld Liah, *Nationalism*: *Five Roads to Modernity*, Cambridge, MA, Harvard University Press, *1992*.

Gellner Ernest, *Nations and nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983.

Glynos Jason, « Ideological fantasy at work », *Journal of Political Ideologies*, 2008, 13 (3) : 275-296.

Glynos Jason et Howarth David, *Logics Of Critical Explanation In Social And Political Theory*, London et New York, Routledge, 2007.

Halikiopoulou Daphne et Vasilopoulou Sofia, « The Rise of the Golden Dawn », *in* Giusto Hedwig, Kitching David et Rizzo Stefano (eds), *The Changing Faces of Populism*, Brussels, Lexington Books, 2013, pp. 107-124.

Hermet Guy, « Populisme et nationalisme », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 1997, 56 (1) : 34-47.

Hermet Guy, *Les populismes dans le monde*, Paris, Fayard, 2001.

Hermet Guy, « From nation-state populism to national-populism », *in* Dieckhoff Alain et Jaffrelot Christophe (éd.), *Revisiting nationalism. Theories and processes*, London, Hurst and Company, 2005, pp. 191-201.

Hobsbawm Eric J. et Ranger Terence (eds), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

Hobsbwawm Eric J., *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Hofstadter Richard, « North America », *in* Ionescu Ghita et Gellner Ernest (eds), *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, London, Weidenfeld and Nicholson, 1969, pp. 9-27.

Howarth David, « Space, subjectivity and politics », *Alternatives*, 2006, 31 : 105-134.

Inglehart Ronald et Norris Pippa, Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash, Harvard Kennedy School Working Paper nr. RWP16-026, 2016, downloaded from http://research.hks.harvard.edu/publications/workingpapers/.

Jagers Jan et Walgrave Stefaan, « Populism as political communication style: An empirical study of political parties' discourse in Belgium », *European Journal of Political Research*, 2007, 46 (3) : 319-345.

Jansen Robert S., « Populist mobilization: a new theoretical approach to populism », *Sociological theory*, 2011, 29 (2) : 75-96.

Jenkins Brian et Sofos Spiros A., « Nation and nationalism in contemporary Europe. A theoretical perspective », *in* Jenkins Brian et Sofos Spiros A. (eds), *Nation and identity in contemporary Europe*, London et New York, Routledge, 1996, pp. 9-32.

Jørgensen Marianne W. et Philips Louise, *Discourse Analysis as Theory and Method*, London, Sage, 2002.

Laclau Ernesto, « Foreword », *in* Howarth David, Norval Aletta et Stavrakakis Yannis (eds), *Discourse theory and political analysis. Identities, hegemony and social change*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2000, pp. x-xi.

Laclau Ernesto, *Politics and ideology in Marxist theory: capitalism, fascism, populism*, London, New Left Books, 1977.

Laclau Ernesto, *New reflections on the revolution of our time*, London, Verso, 1990.

Laclau Ernesto, *On Populist Reason*, London, Verso, 2005a.

Laclau Ernesto, « Populism: What's in a name? », *in* Panizza Francisco (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*, London, Verso, 2005b, pp. 32-49.

Laclau Ernesto et Mouffe Chantal, *Hegemony and socialist strategy*, 2e éd., London, Verso, (1985) 2001.

Lakoff George et Johnson Mark, *Metaphors we live by*, Chicago/London, University of Chicago Press, 1980.

Laponce Jean, *Left and right: the topography of political perceptions*, Toronto, University of Toronto Press, 1981.

Lekkas Pantelis, « Nation and People: The Plasticity of a Relationship », *in* Birtek F. et Dragonas T. (eds), *Citizenship and the Nation-State in Greece and Turkey*, London et New York, Routledge, 2005, pp. 49-66.

Mény Yves et Surel Yves, *Par le peuple, pour le peuple : le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000.

Moffitt Benjamin, « How to Perform Crisis: A Model for Understanding the Key Role of Crisis in Contemporary Populism », *Government and Opposition*, 2015, 50 (2) : 189-217.

Moffitt Benjamin, *The Global Rise of Populism: Performance, Political Style, and Representation*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2016.

Moffitt Benjamin, « Transnational Populism? Representative Claims, Media and the Difficulty of Constructing a Transnational 'People' », *Javnost-The Public* (XX), 2017.

Mudde Cas, « The populist zeitgeist », *Government and Opposition*, 2004, 39 (4) : 541-563, DOI:10.1111/j.1477-7053.2004.00135.x.

Mudde Cas, *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Mudde Cas et Rovira Kaltwasser Cristóbal, « Exclusionary vs. Inclusionary Populism: Comparing Contemporary Europe and Latin America », *Government and Opposition*, 2012a, 48 (2) : 147-74.

Mudde Cas et Rovira Kaltwasser Cristóbal, « Populism and (liberal) democracy: a framework for analysis », *in* Mudde Cas et Rovira Kaltwasser Cristóbal (eds), *Populism in Europe and the Americas. Threat or corrective to democracy?*, New York, Cambridge University Press, 2012b, pp. 1-26.

Müller Jan-Werner, *What is populism?*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

Ostiguy Pierre, *The High-Low Political Divide. Rethinking Populism and Anti-Populism*, Kellogg Institute Committee on Concepts and Methods Working Paper Series 360, 2009. downloaded from http://nd.edu/~kellogg/publications/workingpapers/WPS/360.pdf.

Norval Aletta, *Deconstructing Apartheid Discourse*, London, Verso, 1996.

Oliver Eric J. et Rahn Wendy M., « Rise of the Trumpenvolk. Populism in the 2016 election », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 2016, 667(1).

Panizza Francisco, *Contemporary Latin America: Development and Democracy beyond the Washington Consensus*, London, Zed Books, 2013.

Rémi-Giraud Sylvianne et Rétat Pierre (éd.), *Les mots de la nation*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1996.

Stanley Ben, « The thin ideology of populism », *Journal of Political Ideologies*, 2008, 13 (1) : 95-110.

Stavrakakis Yannis, « Antinomies of formalism. Laclau's theory of populism and the lessons from religious populism in Greece », *Journal of Political Ideologies*, 2004, 9 (3) : 253-267.

Stavrakakis Yannis, *The Lacanian Left. Psychoanalysis, Theory, Politics*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2007.

Stavrakakis Yannis, **«** Populism and Hegemony **»,** *in* Róvira Kaltwasser Cristobal, Taggart Paul, Ochoa Espejo Paulina et Ostiguy Pierre (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017, pp. 535-553.

Stavrakakis Yannis et Katsambekis Giorgios, « Left-wing populism in the European periphery: the case of Syriza », *Journal of Political Ideologies*, 2014, 19 (2) : 119-142.

Stavrakakis Yannis, Katsambekis Giorgos, Kioupkiolis Alexandros, Siomos Thomas et Nikisianis Nikos, « Extreme Right-wing Populism in Europe: Revisiting a Reified Association », *Critical Discourse Studies*, 2017, 14 (4) : 420-439.

Stewart Angus, « The social roots », *in* Ionescu Ghita et Gellner Ernest (eds), *Populism. Its meanings and national characteristics*, London, Weidenfeld and Nicholson, 1969, pp. 180-195.

Sutherland Claire, « Nation-building through discourse theory », *Nations and nationalism*, 2005, 11 (2) : 185-202.

Sutherland Claire, *Nationalism in the twenty-first century: challenges and responses*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2011.

Taggart Paul, *Populism*, Buckingham, Open University Press, 2000.

Taggart Paul, « Populism and the Pathology of Representative Politics », *in* Mény Yves et Surel Yves (eds), *Democracies and the Populist Challenge*, Houndmills, Palgrave, 2002, pp. 62-80.

Taggart Paul, « Populism and representative politics in contemporary Europe », *Journal of Political Ideologies*, 2004, 9 (3) : 269-288.

Taguieff Pierre-André, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1997, 56 : 4-33.

Torfing Jakob, *New theories of discourse. Laclau, Mouffe and Žižek*, Oxford, Blackwell, 1999.

Vincent Andrew, *Nationalism and particularity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Waever Ole, « European integration and security. Analysing French and German discourses on state, nation, and Europe », *in* Howarth David et Torfing Jakob (eds), *Discourse theory in European politics. Identity, policy and governance*, London, Palgrave Macmillan, 2005, pp. 33-67.

Wodak Ruth, de Cillia Rudolf, Reisigl Martin et Liebhart Karin, *The Discursive Construction of National Identity*, 2e éd., Edinburgh, Edinburgh University Press, 2009.

POPULISME
LA REVUE | 1/2021

#hitlerwasright: National Action and National Socialism for the 21st Century

Paul Jackson

Paul Jackson is Associate Professor at the University of Northampton. He curates the Searchlight Archive, one of the UK's largest collections related to the history of the extreme right. His most recent book is *Colin Jordan and Britain's Neo-Nazi Movement* (2017).

Department of History, Faculty of Arts, Science and Technology, University of Northampton, University Drive, Northampton, NN1 5PH, Paul.jackson@northampton.ac.uk

Abstract

This article examines the new neo-Nazi organisation National Action. It firstly offers and overview of the group, from its formation in 2013, to its latest activism in 2014. It then develops three analytical concepts to explore the nature of the group in greater depth. It firstly presents National Action as a groupuscule operating within a wider milieu of extreme right organisations in the UK, some of this it has developed working relationships with, others it rejects as inauthentic. Secondly, it analyses the transnational dynamics of the group, revealing its engagement with groups outside of Britain. Finally, it examines how the group historicises it activity, linking the contemporary situation with the history of interwar fascism, especially Oswald Mosley's British Union of Fascists. It concludes that, at the present moment, National Action poses limited risks to the public, however this could change over time given its extremist ideology and its links to international organisations.

keywords

Neo-Nazism, Nation Action, groupuscular, fascism, antisemitism, cultic milieu, terrorism.

© POPULISME
LA REVUE

Log on to National Action's website – www.national-action.info – in December 2014 and you are greeted by a piece of embedded video, hosted by YouTube. Once clicked, it plays the first 30 seconds of the Beach Boys song 'Heroes and Villains', which accompanies a short montage of video featuring stylised graphics and striking images from National Action demonstrations in 2014, along with phrases such as 'Terror Machine' and 'Believe – Fight – Obey'. It also reproduces images of an expose of the group by the *Mirror* newspaper, to evoke the sense of National Action as an impactful, extremist organisation. Such an incongruous piece of media is an arresting example of National Action's self-declared new style for self-declared fascist activism in the UK. To give another example, in the autumn of 2014, one of its activists, Garron Helm, became a minor extreme-right internet hero, after posting an anti-Semitic message on Twitter directed towards a British Jewish MP, Luciana Berger. He used the hashtag 'hitlerwasright' to help disseminate the posting, which even allowed him to connect with an international audience. Helm was arrested and eventually given a four-week prison sentence, becoming a minor cause célèbre in the process. Such combination of new media tools and old Nazi messages highlights the complexity with assessing National Action. Though formed recently, in 2013, they cannot simply be framed as 'new'. Their context is both contemporary and historical, and National Action activism blurs older extreme right traditions with novel styles and techniques.

This article seeks to give a contextual overview of this new group, one openly identifying as National Socialist. It will draw on the approach of viewing the extreme right milieu as a groupuscular movement, to help place National Action in wider networks of patriotic and nationalist organisations that have developed in Britain and internationally. As we will see, it views some broadly similar groups as cognate and compatible, while others are deemed to be inauthentic forms of nationalism. This analysis will also assess the ideological dynamics of the group, and explore how it engages with a tradition of extreme right activism in the UK, grounding its contemporary activity in a range of historical reference points, from the social credit movement, to Arnold Leese to Oswald Mosley's British Union of Fascists. As such, National Action represents a notable break with groups such as the English Defence League, which have denied associations with such a legacy.

1. National Action: From Formation to December 2014

Before exploring the ideology of National Action, it is important to give a sense of the small-scale nature of the organisation, as well as its timeline. In terms of lifespan, National Action first began developing its web presence in the summer of 2013; its first blog post is for August 2013. A document hosted on its website, *National Action: Year Review*, it claims that the group started to make an impact from 2014. The activism of key figures in the group can be traced before 2013 too. National Action itself can be described as a successor to an earlier micro-grouping, the Integralist Party of Great Britain and Northern Ireland, also calling itself the Greenshirts, as both have been animated largely though the energies of Benjamin Raymond. Raymond has also had links to the American Renaissance Party. Another of National Action's activists, Alex Davies, was a member of the Young British National Party. In a 2014 interview on the Voice of Albion podcast (which are typically hour long interviews by former British National Party activist Paul Hickman, hosted on the website www.renegadebroadcasting.com), Davies described how he found the YBNP a restrictive organisation, one that failed to develop a satisfactory militant strategy. So, like other micro-groupings breaking away from the larger BNP, such as Combat 18 in the 1990s, we can also see how the British National Party has played a role in developing a this more radical splinter. Yet unlike Combat 18, here we do not see the issue of violent football firm networks playing a role in developing the group's activist base.

As well as its recent formation, it is also important to highlight National Action's essentially small-scale dynamics. The group's own literature typically claims activist numbers in the tens, rather than the hundreds. To give some examples, at a conference in August 2014, 35 people attended, some of which were connected to other groups, such as the British Movement and Western Spring. A few months earlier, a demonstration in London following the death of Nelson Mandela saw a turnout of approximately 25. In sum, National Action is not a large-scale group, or one that is growing and making a wider impact in the same manner as, say, the English Defence League did between 2009 and 2010. National Action activities have included stunts on university campuses, street demonstrations, and online campaigns, such as the one described in the introduction. To give more detail on the numbers and types of activity developed by National Action, we can also note its *National Action: Year Review* document detailed some highlights as follows (National Action Homepage, 2014):

– September 2013 – National Action publishes website and strategy document that outlines its objectives, plans and ideas.

– 23.11.2013 – 3 activists carry out NA's first action – a banner drop in Birmingham.

– 30.01.2014 – 11 attend demonstration against halal in Coventry.

– 01.03.2014 – 13 demonstration in solidarity with Right Sector – Ukrainian Embassy.

– 15.03.2014 – Banner Drop in Birmingham.

– 19.04.2014 – 25 Demonstration against the Boer Genocide - South African embassy. In a spontaneous move we took parliament square unopposed 'desecrating' the statue of Nelson Mandella [sic].

– 07.06.2014 – 27 local activists demonstrate in Liverpool city centre unopposed.

– 09.08.2014 – 35 Attend event hosted by National Action Meeting with speakers from British Movement, Sigurd, and Western Spring.

From this list, we can also see some key issues emerge, including anti-Muslim sentiments, solidarity with Ukrainian nationalists, the development of a white genocide theme, and finally the willingness to link up with other groups, underscoring a transnational dimension to its ambitions too.

It is also important to emphasise the way the group target students and universities too. Its intrusion of campuses began in January 2014, when National Action activists disrupted a seminar at Warwick University led by Professor Alex Callinicos, an academic based at Kings College London and also active in the Socialist Workers Party. This helped the group become noticed as a potential threat to university campuses, and since then National Action have developed other campus campaigns, including putting up posters and stickers at various London universities in July 2014, developing a presence at Leeds University in September 2014, and demonstrating at both Coventry University and Warwick University at the end of September 2014. Such events are reported by the group both on its website, and on related YouTube videos. Other demonstrations also often lead to the creation of YouTube films, some of which are given provocative titles too. For example, the film for a demonstration held in Leeds from September 2014 was titled 'National Action March on Leeds - commit an absolute shoah'. In this and other videos of demonstrations, one finds a combination of graphics, and high tempo music, to add a sense of energy to what seem, ultimately, to be limited, small-scale demonstrations.

The attempt to specifically attract the attention of young people, and especially students, via its activities is also notable. The student profile of the group is

underscored through the backgrounds of some of its activists: Alex Davies was a student at Warwick University until 2014, but did not complete his studies; Benjamin Raymond was a former University of Essex student who graduated with a degree in politics. Garron Helm talked of being a college student in interviews following his release from prison. In National Action media, such as his Voice of Albion podcast, Davies has also stressed the group is made up of a combination of workers and students – and, as far as one can tell from limited data, this seems an accurate approximation of its support base.

2. The Groupuscular Approach

Following on from this overview, we can conclude that National Action is best described as a small, neo-Nazi groupuscule. In recent years, this term has been used by Fabien Virchow (2004), Roger Griffin (2003) and Jeffrey Bale (2002), among others, to describe such tiny, often neo-Nazi groupings, of the type that seem to typify the history of post-war fascism. Griffin's approach suggests that we should not treat these groups as failed political parties, but as something unique. Often they do not aspire to become a mass organisation, which helps explain the lack of a wider support base. To comment on their small scale as an inherent indication of their political failure misses the point: groupuscules often view developing a sense of authenticity and commitment among a small band of activists as a core aim. Griffin's analysis of more extreme neo-fascist groupuscules also stresses that the significance of such movements lies not in their individual existence, but in their collective nature, each individual group helping to generate a wider 'groupuscular' dynamic. Such groupuscules do not operate in a vacuum either, but collectively establish a milieu with reference points that stretch out internationally, and also into the past too. Bale, meanwhile, describes groupuscules as ambiguous, tiny groups trying to develop a range of qualities, blending elements of:

> mass parties (in terms of their emphasis on ideology, their use of militants, their concern for the popular factor and their claim to represent excluded political and social elements); pressure groups (as regards their overt and covert lobbying activities, their infiltration of other organizations and exploitation of dual membership and their application of pressure by means of violence); terrorist organizations (with respect to their insularity and their semi-clandestine and sectarian nature); and armies (in terms of their emphasis on discipline, maintenance of hierarchies and their penchant for training and paramilitary activities).

Similarly, Virchow's analysis of the highly fragmentary nature of neo-Nazi activism in Germany draws out the mixed nature of discrete groups. His work also helps to establish the relevance of this concept for understand the complex, marginalised nature of extreme right milieus.

A similar term that is useful for conceptualising this type of marginalised context is a 'cultic milieu', developed by Jeffrey Kaplan among others (Kaplan and Lowe, 2002). Kaplan uses this term to again identify how a variety of discrete neo-Nazi groups can, collectively, generate a wider culture, one that appears greater than the sum of its parts to adherents. From his analysis we also see the identification of a milieu defined by a culture of self-mythologizing, steeped in a sense of mission, and ostensibly offering its followers deeper truths that are seemingly being ignored by the masses of society. Building on these concepts, I have also recently developed the term 'accumulative extremism' to help draw attention to the historical dimension here: such discrete groupuscules operate within a wider set of perceived traditions of activity, deemed to stretch back into past generations too. By selectively identifying with past activity, and evoking the sense of operating within an inter-generational struggle, such neo-Nazi groupuscules also legitimise claims to be significant actors, even if they are small-scale operations in the present day. By evoking a sense of a past for the movement, one replete with martyrs and steeped in a long-term battle between an 'us' and a 'them', a wider movement can be imagined, helping to give validity and relevance to contemporary political extremism. Identification of a wider 'history' offers activists important lessons, pointing to successes, failures and wrong paths, as well as presenting a wider range of heroes and martyrs for the cause (Jackson, 2014).

Finally, in the emerging analysis of the extreme right, it is also clear that mapping and understanding the transnational relationships that such groupuscules develop is crucial to assessing the dynamics of this clandestine world. Andrea Mammone (2002) in particular has highlighted the importance of this field for analysis, and we can see elements of transnationalism within National Action's story to date too. With these themes in mind – groupuscular dynamics, transnationalism, and accumulative extremism – the following three sections will use these related terms to help parse the dynamics of National Action.

3. National Action's Groupuscular Dynamic

As we can see, National Action has not emerged in a vacuum. Its roots are in a wider set of neo-Nazi and extreme right activities in Britain, and its key activists were

politicised before joining the group. Understanding its place within the wider cultures of the British far right is important. In general terms, the wider anti-establishment right in Britain has become a highly complex environment from the later 2000s, especially with the growth and impact of the English Defence League from 2009 (Hitchens and Brun, 2013). Such developments have led to some interesting tensions developing between discrete groups. The EDL's distinct profile, one steeped in a public rejection of neo-Nazism and anti-Semitism, has created antagonisms with the older neo-Nazi and anti-Semitic style of activism, located largely in the British National Party and a range of fragmented groups (e.g. Blood & Honour, National Front, British Movement, British People's Party among others). So the EDL's newer, anti-Muslim, 'Counter-Jihad' culture has led to new lines of division developing. Such dividing lines also offer opportunities for neo-Nazi inspired activists to set out the parameters of their ideologies too, and we can see that National Action play with negatives attitude towards EDL activity to help legitimise their own.

How can we appreciate these tensions? One approach is to explore the ways the groups interact, such as at flashpoints where they are likely to encounter each other. One such flashpoint developed in 2014. One of the key themes to have enraged many extreme right groups, both neo-Nazi and 'Counter-Jihad', in the UK was a report published in August 2014 that detailed how local authorities in Rotherham had acted in an ineffective manner when tackling the sexual abuse of children from elements within Pakistani heritage communities, at times even ignoring evidence of such activity. Once this issue was made public knowledge, many groups, especially from the far and extreme right, seized upon such an example of the state's failure in order to ground various anti-Muslim and anti-establishment concerns. Such groups developed joint protests, leading to conflict when they met. To give an example, National Action took part in a demonstration featuring multiple groups in September 2014. Its website hosted a report on the behaviours of other groups, as well as its own activists, which included the following statements (National Action Homepage, 2014):

> Board train from Sheffield Train Station to go to Rotherham. Observations – Upon entering the train there was a group of around 30 EDL, 4 specific groups of them. All drinking alcohol, a distinct smell of damp cigarettes and BO. Their conversation including the discussion of whether females fart or not, whilst one man barely could stand …
>
> There was singing, chanting, a lot of drunkenness around us. There was one National Front man who was very drunk, severely obese who was stuttering around, slurring his words …

> … there was also a bit of a confrontation between drunk EDL carrying an Israel flag and NF. It amounted to nothing more than an exchange of words and angry talk. All of the NA guys were chanting 'White Power' I don't know if the EDL recieved this well [sic].

From such statements, we see National Action characterised the EDL as essentially comprised of drunks, as were older National Front activists. We also see the latter are in conflict with EDL over its lack of overt anti-Semitism, a criticism shared by National Action. As the report continued, the EDL were deemed to be Jewish too, for example as follows: 'The EDL Jew was in full Jew-Mode yelling at the pigs to arrest us for saluting because its "Illegal"'. The groupuscular approach should not lead us to conclude that all far right groups will agree with each other. As we can see, they do not.

So National Action rejects groups such as the EDL as 'bad' nationalists, while others, including the National Front, are deemed 'good' nationalists. The dividing line here is open support for white nationalism and anti-Semitism. The tone is conveyed by one of National Action's slogans, 'Step It Up White Man', a direct contrast to the EDL's claim to oppose racism. It is also set out explicitly on the group's website, for example as follows (National Action Homepage, 2014):

> Educated readers will agree that there is no legitimate reason to not be a racist or an anti-semite in 2014. Race – isn't even up for debate, the battlefield today is race with two teams 'racist' and 'anti-racist', there are no neutrals allowed. Weakness on the Jewish question is simply unforgivable, ignorance is inexcusable, the Jew has a name and it glares you in the face when discussing any world problems. An aphorism of the National Front founder AK Chesterton was 'if they don't name the Jew, their message isn't true' – If you don't – ever – then we are dealing with more than just active self censorship – this is a hole in the thought process. It is holes like this that comprise 'fake' nationalism.

For National Action, open anti-Semitism is the ultimate marker of being a good, authentic nationalist. We find this theme drawn out in their critical discussions of populist political parties too. The United Kingdom Independence Party, for example, has been described as a 'kosher' party by the movement.

Within this narrow context, there are nevertheless a variety of groups that National Action will work with. In his Voice of Albion podcast, Alex Davies talked extensively about working with other groups that, like them, openly endorse anti-Semitics and National Socialist themes. Here Davies talked of the need to put ideas before discrete organisations, as the cause was more important than individual egos. He also listed the British Movement, National Front, and also the British People's Party

as groups that he identified with. Moreover, here he claimed to be a member of the British Movement, and stated that he was also willing to work with veterans of British neo-Nazism such as Richard Edmonds. He also set out how he admired the earlier, more openly extreme form of the BNP under John Tyndall, as he put it 'before they got rid of compulsory repatriation'. Contrastingly, he took issue with the contemporary leadership of the party, cited as a reason why it has failed.

In terms of the British Movement's attitude to National Action, we see the willingness to work together reciprocated. Online material produced by the British Movement's key activist, Steve Frost, has talked positively about National Action's role within a wider white nationalist milieu, aligned to ideals such as David Lane's 14 Words (National Action Homepage, 2014). In a recorded speech placed on National Action's website, Frost has highlighted how different organisations play different roles within the wider neo-Nazi milieu. While groups such as British Movement were developing a range of activities, even including a National Socialist family-friendly summer camp called the Sunwheel Festival, the role of National Action was to focus on flash demos and street action – the 'sharp end' of building a grassroots movement, as Frost put it. We can see from such descriptions both the specific role for National Action and the way one group fits into a wider context.

Davies has talked about the importance of regular gatherings of minds. This included the London Forum, where 'speakers from all across the world … top intellectuals in the nationalist movement … from all different tendencies' were present. He has also described positively Blood & Honour gigs, characterised as a place to meet like-minded people; he even gave an example of meeting a Polish activist at a recent concert. Notably, Davies was also a speaker at another forum for the wider British neo-Nazi movement, the 9th John Tyndall Memorial Event held in October 2014. As set out in *Heritage and Destiny* magazine's webpage reporting on the event (Heritage and Destiny Homepage, 2014):

> Among the organizations represented at this year's memorial were (in alphabetical order): A.K. Chesterton Trust, Blood & Honour, British Movement, British Democratic Party, British National Party, Church of the Creator, Heretical Press, National Action, National Front, New British Union, Northern Patriotic Front and Telling Films…

Such clear lists present us with the groupuscular nature of the movement. Such events feature representatives from a variety of organisations that each develop a broadly cognate political agenda, yet also give themselves a discrete identity too.

Aside from these connections with older elements the wider British neo-Nazi milieu, we can also see National Action supporting other new developments in the British extreme right too. For example, the white nationalist website www.westernspring.co.uk, run by a former BNP organiser Larry Nunn using the pseudonym Max Musson,

has reported positively on National Action demonstrations, and currently his Western Spring website includes a link to the group. Another link between National Action and a wider neo-Nazi inspired culture is with Ashley Bell, who also uses the pseudonym Tommy Johnson. Bell has links with the National Socialist 'straight edge movement', which promoted a highly ascetic form of National Socialist activism, eschewing drugs and alcohol – a notable contrast to how National Action describes the followers of the English Defence League. National Action has also promoted the White Independent Nation movement, an embryonic British organisation attempting to develop white only enclaves in the UK. It also has had reported links with the North West Infidels, a neo-Nazi splinter from the EDL, as well as another patriotic group, the South East Alliance. Ultimately, the levels to which National Action are deeply involved with these wider strands of extreme right ethno-nationalism in the UK are difficult to assess, given the clandestine nature of the movement as a whole. What is clear, though, is National Action is attempting to embed itself within a wider network of activists. The groupuscule is trying to carve out a distinct profile for itself, framing its activities as provocative and extreme, yet it is also doing so by engaging with a wider community of National Socialist activism in the UK. Given the variety of movements it feels in solidarity with, this also raises the question of how to develop a distinct sense of identity too.

We saw earlier that open anti-Semitism is one of its key dividing lines to distinguish National Action from other far right groups. One of its strategies for distinguishing itself within the wider neo-Nazi and openly anti-Semitic milieu is by developing a unique sense of style. National Action literature often criticises other forms of British extreme right politics for failing to develop an aesthetic style that engages with a new generation with a fascist politics. For example, it has stated that Mosley's interwar fascists wore uniforms that, in their historic context, offered an important sense of style for BUF activists. Uniforms of this type were no longer appropriate, and times have changed – yet activists still needed to develop a new sense of style. National Action has attempted to turn its extreme politics into a new 'look', to distinguish it from other components of the British neo-Nazi milieu. The video described in the introduction to this article gave an example of this bid to create a distinct brand identity. We find this issue expressed in the document *National Action: Strategy and Promotion*, which has described this need to develop a distinct 'look' as follows (National Action Homepage, 2014):

> Part of raising the social status of nationalism is going to be providing a look – a style that is fashionable, but we own and is associated with us. Ideally this has to be for an urban environment – we need respect.
>
> Developing this look has always been a balancing act between awkward overdressing, and pub slobs. We need some kind of happy medium that kind of transcends the

> two. Right now our name is to somehow become chic – we have a limited audience, but we want them to have something they can wear which doesn't embarrass them, but makes them feel proud to represent.

This document also commented on the need to draw out a radicalised attitude among activists, using this new sense of style to achieve this aim. Such a distinct visual appearance, steeped in overt militancy, needed to be incorporated into a range of propaganda materials too. This new militant tenor has also been described as follows (National Action Homepage, 2014):

> Traditionally propaganda has been always softcore so as to not alienate the organisation from the public – but the only people who it actively reaches are going to be the softcore do-nothings. Hardcore propaganda suits our organisation because it will reach the hardcore activists, the people who we need to make this succeed.

This strategy would help to draw the attention of young people, who, it goes on to claim, are considered as being likely to look positively towards fascism as an ideology of hope. As the document continued (National Action Homepage, 2014):

> The mask has fallen from the face of fascism, and the kids like it – it's a human face that offers them hope. It is a friendly face that doesn't alienate with its arrogance, but also has no respect for the cancer of the world – the youth have finally found a true friend in the spectre of National Socialism … only a storm of flowing passion will save our people.

The unique selling point for National Action, then, is its combination of a novel appearance with older neo-Nazi politics, to create a new youth movement engaged in stunts and provocative demonstrations, while also operating as a part of the wider neo-Nazi scene.

4. National Action Transnational Identification

To help develop this new style for contemporary fascist activism, National Action has pointed to examples drawn from outside the UK, and its various international references are important to draw out too. In 2013, its early materials suggested the need to look to Russia. In the following extract we can see both a positive attitude towards the Russian state, and also to the example of Russian neo-Nazi movement in developing a new aesthetic too (National Action Homepage, 2014):

> When it comes to innovation Britain can certainly learn a lot looking abroad, and this is best illustrated with examples from Russia where nationalism has been a constant aspect of the post-communist state, and has since really flowered in a lot of interesting ways which are not so true or successful in the rest of mainland Europe. Principally Russian far right specialises in soft influence – there is no strong neo-fascist party, but there is a regime that is responsive to a culture of which Neo-Nazism is a part.

This discussion also pointed to the aesthetic developed by the Russian clothing company White Rex, described as 'a MMA (Mixed Martial Arts) sports club and Clothing brand'. The document praised White Rex as it 'recently found the work of a fascist "style" artist who has been responsible for their designs since.' British activists should look to imitate such an approach. Drawing on these international cultural reference points, National Action also contrasted exciting visuals from abroad with the rather dull graphical style of the BNP, among other British groups criticised in such documents.

As well as aesthetics, transnational elements to National Action can be seen developing in other ways too. Since 2013, it has taken an interest in European extreme right politics, and unsurprisingly we see a number of extreme right parties talked about positively, as inspirations, in various National Action documents. In particular, Greece's Golden Dawn, Hungary's Jobbik, Russian neo-Nazis and even Ukraine' Right Sector, are all identified as contemporary references for National Action. Nevertheless, its materials note that there are some important differences between the political situations found in places like Greece and the Ukraine, which have both experienced forms of elemental crisis, when compared to the more stable conditions in England. Such stable conditions hamper Nation Action's growth, and the group sees itself as one that will become more relevant in a time of national crisis. From late 2013 into spring of 2014, National Action's website also featured some lengthy analysis of the crisis in Ukraine. This presented Ukrainian nationalists gathered around Right Sector as inspirational figures fending off the advances dealt by Putin's Russia. This contrasted with the more positive description of Putin's Russia, written before the crisis began to unfold, cited earlier. Russia, we learn from some of these extended discussions from 2014, can be seen as a regime embracing what are deemed anti-nationalist ideas, such as pluralism and difference, and even promoting multiculturalism, and Putin should be regarded as antagonistic towards genuine nationalists in the Russian federation. As we explore these commentaries on international reference points developed by the group to date, we can see they are not static and can change over time.

The theme of transnationalism has developed in National Action's most recent networking activities too. In August 2014, its members were part of an international camp dubbed the Sigurd Outlaw Camp, held in the Brecon Beacons in Wales.

('Sigurd' was the pseudonym used by Anders Breivik.) *Searchlight* magazine highlights several key points connected to this development. International figures involved with this event included Denis Nitikin, owner of the White Rex clothing brand, and also an international guest speaker at the London Forum. Another attendee at the Sigurd Outlaw Camp was Matt Tait, a former BNP activist with a violent past who is also linked to wider transnational networking funded, in part, by the American millionaire activist Richard Spencer (Gable, 2014). Another camp, formally dubbed as a 'mixed marshal arts' gathering, is planned for January 2015, and is currently promoted by Western Spring and National Action websites.

Finally, we can see transnational links develop with the case of Garron Helm too. Following his release, he also recorded a Voice of Albion podcast. In Helm's interview, he discussed various elements of his case, including the Twitter campaign that developed to support him. The podcast also featured two callers, both from America, highlighting how news of Helm's case had reached US activists. Discussion revolved around comparisons with British and American activism. One American caller from Arizona lamented the poor state of the movement in America, and described Helm as a 'hero'. The American activist also contrasted the vitality found in National Action with current level of American activism. Helm's response commented on America's right to bear arms too, and he highlighted that, as US activists were already armed, they needed to take the lead and begin the rising. Another caller from America, based in Sothern California, expressed the need to develop new organisations, and talked up a relatively new outfit he was linked to, the White Advocacy Movement. This was described as an example of a new group in America that was trying to develop a novel form of white supremacist activism. Though again ultimately very small-scale, Helm's case, and the international response to it, has drawn out the links that exist between British and American neo-Nazi cultures too. These links are not new, and have been developed since the end of the Second World War (Jackson, 2014).

5. National Action and 'Accumulative Extremism'

It is likely that Helm would have had at least some sense of this longer tradition of Anglo-American activism, as we can see strong identification with the history of fascism in many National Action materials too. While recent groups such as the English Defence League have sought to reject associations with the history of fascism, with

National Action we find a strong identification with the politics of Adolf Hitler, as well as British fascists such as Oswald Mosley and Arnold Leese. This evocation of a fascist tradition in the UK in particular, to historicise the group, offers an example of a process of 'accumulative extremism', or the evocation of a selective identification with the past, used to give a new generation a deeper sense of legitimacy.

Indicative of an ideology engaged with the history of fascism, the 2013 document *National Action: Strategy and Promotion* included references to the theory of social credit as a way to develop a new type of economy. The social credit movement, first developed in 1919, has had a complex association with fascists in Britain in previous generations (Thurlow, 1998), and it is a clear marker of National Action's interests in the intellectual history of British fascism to see it emerge in a pamphlet published in 2013. As this document continued (National Action Homepage, 2014):

> Because our fundamental problem is a lack of credit in the public sphere, we believe this is best explained by the Social Credit idea. Developed in this country by C.H. Douglas and Arthur Kitson, this school of economics was developed specifically so the public could understand it and fight with it, and today its application remains just as relevant in explaining every aspect of the debt slavery system we live under, and refuting received wisdom.

Building on this interest in older fascist reference points, National Action's most comprehensive ideological statement to date, a 44 pages document called *Attack*, uploaded to its website in August 2014, highlighted the way a British tradition of fascist activism is central to the group's identity. For example, it described how BUF activists held Mosley in awe, a commitment to a 'higher' cause that *Attack* stressed current activism need to cultivate too. By connecting with the history of fascism, the current generation need be inspired by those who have fought in the past for the cause is the underlying message. As document stressed this theme (National Action Homepage, 2014):

> Know that you are part of a line of nationalism that goes back to the generation of the great war, and you have the victories and defeats of a century to learn from. Really get to know the history and the literature.

Such statements, urging followers to imbue their activities with a sense of historic significance, are important. They help to convey a cultic milieu for activism to develop within, one marked by a sense of an ostensible 'higher' cause, connecting with a largely hidden or at least ignored truth seemingly being ignored by the masses.

Attack is a useful document to explore National Action aspirations in other ways too. It evoked the urgent mood the group steeps itself in throughout the text. A typi-

cal example of this rhetoric of urgency was: 'We are done mincing our words, now we need something that flames the blood and fans the honour. Now is the time to put things right.' *Attack* also set out how National Action perceived the relationship between their activities, and wider society. Again, this is worth citing directly, to convey the tenor of the document as well as its arguments (National Action Homepage, 2014):

> We must accept that the people will never openly support a fascist movement, if for no other reason than mass movements in general are a lie because even when the masses themselves do rise up they were never full members of the original group that instigated it – people are passive, and active participation requires and active mind. World history is made by minorities that have come to embody the will and determination of the people as a whole to the extent that they at least do not face opposition in the seizure of power. The majority of humanity, especially White humanity, is timid – though it has longings, hopes, and dreams they look to leaders. Understanding that the masses cannot be appealed to – the movement must understand that it will be feared throughout its existence right up until the moment it achieves its aim of taking power, and its doctrines form the basis of the new State – then, and only then, will the people be truly won over.

Here we see how National Action's discourse on the one hand expects the movement to be marginalised, yet on the other does hold out the hope of achieving its political aims. These, ultimately, are nothing less than a revolution overthrowing the liberal democratic order and putting in place policies to somehow redeem the white race. As is often the case with neo-Nazism, details of this goal are left hazy.

With this sense of attacking a weakened and decadent society in mind, we find many extreme right keywords used in the materials too. The term 'cultural Marxism' was used to decry contemporary academia, while the phrase 'political soldier' was also deployed to style the type of activity the group ought to idealise. Finally, we see critique of the New Right too. *Attack* criticised those within the movement who played around with ideas, but did not engage in real-world activity, for example at one point declaring of such figures: 'YOU ARE NOT JULIUS EVOLA'. We also see a description of the type of person the group wants to attract: 'We do not need "intellectuals", what we need are brutes who can form the lines hard. Moral men who can rise above fear so they can both take and dish out punishment.' Again the idealisation of a violent, man of action theme is clear. To help evoke the idea of a revolutionary vanguard, we even find passages in *Attack* commenting on the history of the Russian Revolution, and the lessons to be learned from Lenin's attack on the more moderate Mensheviks – the latter deemed essentially Jewish. Such analysis of the Russian Revolution had a purpose: it highlighted how Bolsheviks

were successful revolutionaries despite extreme state persecution. They were victorious as they operated as an elite movement – one where ideological purity was maintained. Though no respecters of Lenin's ideology, the document highlights the value of his tactics.

To help evoke the sense of National Action activists inhabiting a higher form of fascist superman, we find the history of the BUF discussed in some depth. Interwar British fascism offered a variety of reference points to think highly of the fascist movement. Again to quote from *Attack* at length to convey the tone here (National Action Homepage, 2014):

> If you ask the question of where we need to look for the most practical examples of what we can learn from and apply to ourselves today, British Union was the most significant – no other political movements even compare when you really look at the history. Not only was this movement the closest we ever came to a genuine people's rebellion, but it was one based on great ideals.

The text also focuses a lot of attention on framing the BUF of the later 1930s as a pacifist movement, before then decrying the wartime experiences of British fascists who were interned by the British state. This reading of the past styled interned British fascists, and Oswald Mosley in particular, as mythic heroes of the movement. Conjuring a sense of the richness of BUF culture, we also find positive comment on a variety of notable figures linked to the BUF in its heyday, including artists such as Wyndham Lewis and Ezra Pound; industrial leaders such as William Morris; and writers and activists such as J. F. C. Fuller. We also find William Joyce, a.k.a Lord Haw Haw, positively discussed too. The text also developed the post-war period. Wilfully rejecting acknowledging the failures here, Mosley's decline into obscurity was still portrayed as a victory of sorts, while Enoch Powell and the National Front were also discussed, to help link the inter-war past to present day issues. The core conclusion drawn is that there has always been a powerful tradition of fascism in Britain, described as follows: 'What is so impressive is that time and again we have seen the ability of British Fascism to adapt and survive in the face of great change and under brutal conditions that made it practically Darwinian.' As a history of British fascism, this is wildly inaccurate, but the purpose of this discourse is to offer a powerful evocation of the past, to historicise a contemporary movement.

Wilfully playing around with the past, blurring fact with fantasy, is nothing new among fascists. Roger Griffin's (2007) work on the ideological dynamics of fascism highlights that the ideas fascists are inclined to include in their worldviews are eclectic, and the ideology is also highly syncretic. Similarly, George Mosse deployed the term 'scavenger ideology' to evoke the heterogeneous set of ideas found in forms of fascisms. Yet Griffin also uses the term palingenesis to highlight a concern

uniting various fascists: the idea that contemporary, liberal democratic society is in the process of a profound collapse, while a fascist ideology offers the chance for a revolutionary new start, and can steer a society to a new and 'purified' future. We can find this myth of the collapse of the liberal order, and the rebirth into a new society, throughout National Action's discourse too, as the following extract from the end of *Attack* highlights (National Action Homepage, 2014):

> Before the end things are going to get a lot worse; we are going to see massive change, more feminism, more third world immigration, more spilt blood, more acts of terrorism, more repression by the government. More guilt, more mental break down, more mind control, as civilization crumbles. It will be a harsh lesson but sometimes you have to go through hell. There will be rebuilding, it will be a complete nightmare, a complete mess, but one day – it will all be ours. It will be beautiful beyond our wildest dreams A thousand years from now, not only is it just going to be the white race, but a super eugenicised version, like an Arno Breker statue.

The author, or authors, of *Attack* are not identified, but given the prominence of the document on the group's website this is clearly a crucial statement of National Action's thinking. Its somewhat nuanced engagement with the history of fascist groups, and its wide range of reference points, highlights the considered, syncretic nature of the group's fascist ideology. As with all forms of fascism, its arguments are riddled with contradictions, and ideas are ultimately being evoked in order to develop an impetus for action. Yet there is richness to the discourse that does set National Action apart from many of its competitor groupuscules currently active in the UK.

6. National Action: A Threat or an Irrelevance?

This article has sought to set out some of the ideological and structural characteristics of National Action, presenting it as a new neo-Nazi groupuscule operating within a much wider, complex milieu. What is most striking about National Action's approach, when compared to other emergent far right grouping of recent years, such as the EDL, is its open identification with the very themes that the 'Counter-Jihad' far right has come to reject: open identification with racism, promotion of white nationalism, development of anti-Semitic conspiracy theories, as well as identification with the legacy of interwar fascism and Nazism. These viewpoints are anathema to the EDL, yet are embraced by National Action, to help carve out its own identity. What is particularly curious here, then, is the blurring of the old and the

new. National Action offers a small handful of activists an old set of reference points that are set out in a new, dynamic manner. This is targeted directly at a younger generation, including on university campuses. Theme of accumulative extremism also helps us see that there is more to the discourse than just idealisation of the current generation of younger activists. National Action wants to give its activists an alternate history too, and encourages followers to identify with an extremist past, stretching back several generations.

However, in terms of translating this idealised vision into activity, we can see a notable gap between the rhetoric of fighting a revolutionary war, and the reality of its campaigns – at least to date. For all the talk of revolutionary activism, its actual impact is more limited. We have seen that it has engaged in military-style training camps, and some media reporting of these events have suggested the presence of firearms too. Yet the majority of National Action activity is not linked to violence, but rather to stunts designed to grab media attention: disrupting a seminar by a left wing academic; holding banners on Nelson Mandela's statue in London, shortly after his death; or sending highly offensive Twitter messages, leading to a criminal conviction. This may change, and the ideologies found within the group clearly idealise revolutionary violence. One factor hampering them may be their awareness of being closely monitored by British police. High profile figures such as Garron Helm has talked publically about being monitored by the state, even before his anti-Semitic Twitter attack. This again also adds to the underlying theme in their self-presentation: National Action activists like to hype themselves as genuine threats to the state. Yet despite being unwaveringly fascist and National Socialist in political orientation, and idealising violence online, in itself the groupuscule – to date – is in no position to develop its revolutionary agenda, and seems wary of carrying out violent acts too.

Finally, by using the themes of the groupuscular extreme right and transnationalism to explore and contextualise National Action in wider trends, we can recognise that this is merely a single group within a much wider network of activists, located both in the UK and internationally. Some of these links may end up posing greater risks. The extreme right is not simply a 'domestic' phenomenon any more, and is international in scope. As an embryonic groupuscule, National Action has links to activists in America, Europe and Russia. If it does not wither on the vine, and succeeds in becoming a more a lasting fixture of the British neo-Nazi milieu, it is likely that these transnational links will develop too, which could also affect its seriousness of intent.

7. Bibliography

Bale Jeffrey M. , 'National Revolutionary Groupuscules and the Resurgence of Left-wing Fascism: the Case of France's Nouvelle Résistance', *Patterns of Prejudice*, 2002, 36/3.

Gable Gerry, 'Not Thugs but Terrorists in the Making', *Searchlight* website, 2014.

Griffin Roger, 'From Slime Mould to Rhizome: An Introduction to the Groupuscular Right', *Patterns of Prejudice*, 2003, 37/1.

Griffin Roger, *Modernism and Fascism: The Sense of a Beginning under Mussolini and Hitler*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.

Jackson Paul and Shekhovtsov Anton (eds), *The Postwar Anglo-American Far Right*, Basingstoke, Palgrave, 2014.

Kaplan Jeffrey and Lowe Helene (eds), *The Cultic Milieu: Oppositional Subcultures in an Age of Globalization*, Walnut Creek, CA, Altamira Press, 2002.

Mammone Andrea, 'The eternal return? Faux populism and contemporarization of Neo-Fascism across Britain, France and Italy', *Journal of Contemporary European Studies*, 2009, 17/2.

Meleagrou-Hitchens Alexander and Brun Hans, *A Neo-Nationalist Network: The English Defence League and Europe's Counter-Jihad Movement*, International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2013.

Thurlow Richard, *Fascism in Britain: From Oswald Mosley's Blackshirts to the National Front*, London, I. B. Tauris, 1998.

Virchow Fabien, 'The Groupuscularization of Neo-Nazism in Germany: The Case of the Aktionsbüro Norddeutschland', *Patterns of Prejudice*, 2004, 38/1.

POPULISME
LA REVUE | 1/2021

“Les fragilités des dynamiques populistes ouest-européennes”

Nicolas LEBOURG

Nicolas Lebourg est chercheur au CEPEL (UMR 5112, CNRS-Université de Montpellier) et au Project on the Transnational History of the Far Right de l’Institute for European, Russian, and Eurasian Studies (George Washington University).

Université de Montpellier, nicolaslebourg@yahoo.fr

Résumé

Le populisme de droite est souvent présenté tel une « vague » déferlant sur les démocraties. Sans minimiser l’importance de ses dynamiques, cet article cherche à circonscrire leurs fragilités dans les pays ouest-européens à travers trois sous-ensembles : 1) les partis en désescalade, souvent au profit d’une autre formation plus ou moins populiste à qui ils redistribuent leurs voix ; 2) les formations radicales, toutes en impasse électorale mais pouvant construire des problèmes sociaux ; 3) les partis inscrits dans la course au pouvoir. Finalement, il s’avère que l’électorat récuse tant l’extrême droite néofasciste que la droite postfasciste, au bénéfice d’une offre anti-oligarchie et altérophobe. Certes, le passage d’une offre de régimes à celle de partis se constituant tels des lobbies ethnoculturels au sein d’un ordre institutionnel pluraliste révèle l’adaptabilité d’une vision du monde née au XIXe siècle au contexte actuel. Néanmoins, en devenant un objet de consommation au sein d’un marché politique, ces forces politiques sont soumises à des fluctuations faisant apparaître des difficultés structurelles (entres autres : difficulté à pénétrer les classes supérieures ; transferts de suffrages dues à la perte d’autonomie de leur offre politique lors de leurs tentatives de normalisation ; radicalisation violente).

Mots-clés

Droite, élections, Europe, globalisation, islamophobie, néofascisme, violence.

© POPULISME
LA REVUE

Le terme « populisme » connaît son heure de gloire après la Seconde Guerre mondiale avec les régimes nationalistes arabes et, surtout, sud-américains. Est ici présente une alchimie particulière : culte du chef charismatique mais absence de totalitarisme, réunion des couches sociales dans une hiérarchie voulue comme légitime, affirmation d'un État non soumis aux oligarchies, nationalisme non impérialiste, etc. Ces régimes ont souvent été alors taxés de « fascistes » dans le débat polémique, mais à l'évidence ces critères les excluent rationnellement de cette catégorie. Or, dans le même temps, les premiers mouvements populistes européens émergeaient depuis les décombres des fascismes (Autriche, Flandres, etc.), cette matrice radicale les ayant depuis mené vers un populisme identitaire. On voit alors se forger l'étiquette de « national-populiste » pour décrire la réalité latino-américaine. Le premier, sans doute, à en faire usage en France est François Duprat, alors numéro deux du Front national (FN), qui, pour reprendre l'autodéfinition du parti que donnait Jean-Marie Le Pen, louait cette « droite nationale, sociale et populaire » latino-américaine[1]. D'ailleurs, l'apparition électorale des populismes se fait avant tout dans les années 1970 dans les pays nordiques (Danemark, Norvège), en réaction à l'État-providence. Ces populismes à matrice anti-fiscaliste ont évolué vers un identitarisme de la prospérité pouvant aller jusqu'à susciter des antagonismes intereuropéens – au Luxembourg, le Mouvement national exigeait le départ des Français, tandis qu'en Suisse, l'Union démocratique du centre (UDC) et le Mouvement citoyens genevois visent également les travailleurs frontaliers français.

La campagne présidentielle française de 2017 pourrait être considérée comme un palier de la course au populisme plutôt que du populisme, puisque les onze candidats se sont tous présentés comme voulant faire litière du personnel et du système politiques des trois dernières décennies – mais n'ont pas tous pour autant défini le peuple tel une unité homogène. Alors qu'il était commun, dans le débat français, de catégoriser comme populistes les opposants au « laissez-aller, laissez-faire », le candidat eurolibéral – Emmanuel Macron – comme l'ordolibéral – François Fillon – ont eux aussi su puiser dans ce fameux « style » par lequel Pierre-André Taguieff définit le populisme (dans la continuité du fascisme vu comme « style » par les travaux de George Mosse).

Pour autant, Marine Le Pen devait se contenter au second tour de l'élection de 33,9 % des exprimés (représentant 22,36 % des inscrits). En outre, l'action du président Trump a butté à plusieurs reprises sur l'obstacle des contre-pouvoirs, soulignant la difficulté à exercer une gouvernance personnelle populiste au sein d'un régime libéral. Enfin, le référendum sur le « Brexit » et la présidentielle française ne

1 Duprat François, « Le Néo-fascisme en Occident. II : Amérique latine », *Revue d'Histoire du fascisme*, supplément, novembre 1975, n° 13, p. 25.

sauraient être aisément assimilés à une métamorphose populiste : fonctionnant sur le principe 50 % plus une voix, ces processus démocratiques impliquent, par définition, la construction d'un bloc électoral interclassiste. Il ne s'agit donc pas de partir du principe d'une mue populiste de la vie politique occidentale pour comprendre le phénomène à l'œuvre.

L'image d'une « vague populiste », inexorable, suppose à la fois une convergence statistique dans la croissance et une cohérence idéologique dans les phénomènes. Or, si la dynamique populiste existe, elle ne saurait pour autant être exonérée de l'analyse de ses faiblesses. Pour tenter de cerner l'articulation des atouts et handicaps des populismes ouest-européens, il s'agit donc ici d'observer les partis qui, dans la vieille Europe, sont en désescalade, souvent au profit d'une autre formation plus ou moins populiste à qui ils redistribuent leurs voix (1) ; le cas spécifique des formations radicales, en impasse électorale partout mais pouvant construire des problèmes sociaux (2) ; et les faiblesses des partis les plus puissants (3).

1. Les dynamiques entre désescalade et redistribution

Si le « national-populisme » apparut en France en conséquence de la défaite de la guerre de 1870 contre l'Allemagne, le « néo-populisme » a connu son émergence en Europe grâce au 11 septembre 2001, et avec pour point de départ la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas en 2002, voyant la naissance d'un « hédonisme sécuritaire »[2] exigeant d'allier individualisme libéral et contexte sécuritaire. Le phénomène s'est incarné dans le Parti de la Liberté (PVV) de Geert Wilders. Le néo-populisme se différencie du national-populisme par son intégration des valeurs libérales à son altérophobie et à son projet organiciste – deux traits qui demeurent dans le néo-populisme, et qui confirment que ces mouvements ne sont pas exogènes au champ des extrêmes droites. La critique des musulmans ne se fait pas ici sur le thème du conservatisme chrétien, mais de la défense des libertés acquises par les femmes, par les gays, par les juifs. Le passage du national-populisme au néo-populisme marque ce vrai-faux paradoxe : l'extension des valeurs libérales au sein du champ extrême-droitier, le passage de celui-ci de la critique du *welfare state* à celle du multiculturalisme. Ce modèle néo-populiste a été plus ou moins intégré par l'ensemble des partis nationaux-populistes. Ainsi, l'UDC suisse a-t-elle connu l'intégration des thèmes islamophobes hollandais par Oskar Freysinger, artisan de l'initiative

2 Brustier Gaël et Huelin Jean-Philippe, *Voyage au bout de la droite*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

populaire aboutissant en 2009 à l'interdiction constitutionnelle des minarets dans le pays. Le succès de ce référendum a poussé les extrêmes droites européennes à approfondir plus loin leur discours sur le thème de la liberté et du recours à ce qui serait le « vrai peuple ».

Si cette voie néo-populiste paru royale dans les années 2000-2010, elle s'est essoufflée. Face à l'érosion de ses résultats électoraux, le PVV a tablé sur un durcissement anti-immigrés en s'inspirant du Front national (FN) français, et en s'alliant avec lui, alors qu'il présentait ce parti comme antisémite et extrémiste. Tandis qu'il attendait un triomphe de cette voie, il a enregistré un décevant 13 % des résultats aux européennes de 2014. À celles de 2019, il est descendu à 3,53 % des voix et n'a obtenu aucune siège, aggravant ainsi la crise mise à nu par les élections sénatoriales de 2019 (6,46 %) au profit du Forum pour la démocratie mené par Thierry Baudet. Avec un programme de démocratie directe, d'euroscepticisme et de principes libertariens en matière de fiscalité, ce dernier (14,53 % aux sénatoriales ; 10,96 % aux européennes) tranche avec la monomanie de Geert Wilders, dont la fixation sur l'islam et les multiples échecs à partager le pouvoir avec la droite ont pu lasser les électeurs des couches moyennes supérieures qui semblent séduites par Baudet. Le rejet de l'Autre dans les classes intégrées au système économique néolibéral suit les principes performatifs de l'économie de marché, et les électeurs néerlandais paraissent considérer que la plus-value et le mieux-disant ne sont plus fournis par l'offre PVV.

Pour autant, il n'existe pas un effet de ciseau mécanique entre rupture stylistique et impact électoral. En Belgique, le *Vlaams Blok* (Bloc flamand ; VB), parti indépendantiste flamand issu de l'extrême droite radicale et fondé en 1978, a remporté 23,2 % des suffrages aux élections européennes de 2004. Il change de nom, devenant le *Vlaams Belang* (Intérêt flamand), accentue son caractère libéral et, surtout, fait passer son discours du racisme à l'islamophobie. Mais il se retrouve alors sur une offre politique plus proche de la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* (Alliance néo-flamande ; NVA née en 2001), y perdant de sa plus-value « anti-système », tandis que la NVA a celle de l'honorabilité. Résultat, 32 % des électeurs VB de 2007 choisissent la NVA en 2010. Le VB tombe à 4,2 % des voix aux élections européennes de 2014. Mais, *in fine*, en acceptant de participer au gouvernement belge, quoiqu'en le quittant fin 2018 au prétexte du pacte non contraignant sur les migrations de l'Organisation des Nations unies, en gérant un certain nombre de communes, dont Anvers, la NVA semble être devenue trop « normale » à une partie de son électorat : aux européennes de 2019, le VB est remonté de près de huit points quand la NVA en perdait près de trois. Seule la radicalité pure est exclue du marché électoral, puisque les Belges post-rexistes du Mouvement Nation enregistrent 0,16 % des suffrages à cette élection.

Le maintien de la tension entre style en rupture et intégration institutionnelle demeure bien la très délicate ligne de crête des populistes de droite, comme en avaient déjà largement attesté l'histoire électorale du Movimento Sociale Italiano (MSI) et du FN, chez qui cette dynamique aboutit à sa grande scission de 1999[3]. Jusqu'à l'éclosion électorale du FN en 1984, le MSI, fondé en 1946, était la formation nationaliste de référence en Europe. Toutefois, il n'a pu intégrer l'exercice du pouvoir qu'après son congrès de 1995, au cours duquel Gianfranco Fini proclama la mue dite « postfasciste ». Transformé en Alliance nationale, son réalignement vers un centre-droit gestionnaire l'a *in fine* électoralement tué. L'expérience Fini a été maintes fois citée par Marine Le Pen en contre-exemple : intégrer culturellement le système revient à se désintégrer électoralement.

Le phénomène demeure un facteur de déstabilisation interne. En Finlande, *Perussuomalaiset* (Parti des vrais finlandais, fondé en 1995) a participé à une coalition gouvernementale de 2015 à 2017. Il y a réduit son discours social et anti-Union européenne à la volonté de ne pas « payer pour la Grèce » et à une politique identitaire et anti-immigration. Cette transaction entre politique anti-migrants et soumission à l'euro-libéralisme n'a pas été assez loin pour les membres du parti qui ont élu sa branche la plus xénophobe à leurs congrès de 2017, entraînant la fin de la coalition et la scission du parti.

La péninsule ibérique présente un cas particulièrement intéressant de redistribution. Au Portugal comme en Espagne, des tentatives de copie du FN avaient été faites, en usant explicitement de sa flamme – que lui-même avait empruntée au Mouvement social italien (MSI) –, mais ces formations ne récoltaient pas 1 % des suffrages. Ravagée socialement par l'explosion de sa bulle immobilière en 2010, l'Espagne demeure fermée à l'extrême droite : aux élections européennes de 2014, alors que le chômage touchait le quart de la population, les cinq listes d'extrême droite s'y sont partagé 0,38 % des voix. La crise a pourtant abouti à une transformation du paysage politique, de nouveaux partis à droite (Cuidadanos) et à gauche (Podemos), non exempts de style populiste chacun, captant un tiers des suffrages aux élections générales de 2016. La crise profonde ouverte par le désir d'indépendance de la région de Catalogne a paru aux groupes comme une opportunité pour se présenter chacun comme le plus nationaliste. Mais, la mémoire du franquisme rendait quasiment impossible de mener une formation d'extrême droite dans les autonomies connaissant justement les plus fortes dynamiques nationalistes – le nationalisme catalan se vivant d'ailleurs comme une optimisation dans la globalisation, et non telle une enclosure, comme le franquisme et le salazarisme. Les affaires de corruption ont miné la monarchie et le *Partido Popular* (Parti populaire, PP), permettant une

3 Dézé Alexandre, *Le Front National : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012.

alternance à gauche. Cette dernière a décidé d'affronter les restes du franquisme culturel.

Si le Portugal a connu en 2019 l'élection de son premier député d'extrême droite, l'Espagne connaît dorénavant une progression de *Vox*, autonomisation de l'aile dure du PP faite en 2013, et asséchant le marigot nationaliste. *Vox* est passé de 1,56 % des voix aux élections européennes de 2014 à 6,21 % – tandis que la coalition ADN (*Ante Todo España*, « avant tout l'Espagne ») comprenant ce qui reste des phalangistes espagnols obtient 0,05 %, laminée par le vote utile en faveur de *Vox*. L'essor est encore plus saisissant aux élections législatives : celles d'avril 2019 ont vu 24 députés post-franquistes élus, celles de novembre 2019 ont offert 52 députés au parti. Le résultat peut paraître d'autant plus surprenant, au vu des standards européens, que *Vox* affiche des éléments qui ne correspondent pas aux autres partis populistes : ces derniers se disent féministes, par islamophobie certes, mais *Vox* assume un sexisme inenvisageable en France par exemple ; les partis néo-populistes ne cessent d'affirmer leurs opposition aux *É*tats d'extrême droite du XX^e^ siècle : *Vox* leur reprend l'affirmation d'un légalisme au cadre constitutionnel, mais joue avec la mémoire du franquisme comme jamais, là non plus, Marine Le Pen ne pourrait le faire avec Vichy. Son outrance n'a pas connu de repli face à la pandémie de Covid-19, le parti accusant les marches féministes et catalanistes d'avoir propagé le virus, et le gouvernement de gauche d'être responsable des morts. Manifestement, *Vox* a d'abord pour ambition de perdurer en transformant les électeurs conservateurs radicalisés qui l'ont rallié en clientèle fortifiée ne pouvant plus repartir, d'une façon qui n'est pas sans rappeler le Front national des années 1980.

Si on prend les déconvenues du PVV et les gains de *Vox* ensemble, les choses deviennent plus claires. Les partis nationaux-populistes et néo-populistes participent au marché électoral des droites. *Vox* est né de la crise du système partisan espagnol, comme le FN a ressuscité grâce à Nicolas Sarkozy et à la colossale différence entre le bilan de son quinquennat et la tonalité de sa campagne électorale de 2007, qui avait marginalisé Jean-Marie Le Pen. La droite française avait cru pouvoir se tirer de sa crise politique en agitant le thème d'un islam prêt à désintégrer l'unité nationale française. Le PP espagnol a utilisé la crise catalane en suscitant la même crainte que la présence d'un « ennemi intérieur » et le « laxisme de la gauche » mettaient en péril l'existence même du pays. Or, dans les deux cas, les conservateurs ont ainsi vu s'autonomiser au bénéfice du parti d'extrême droite l'aile la plus nationalement unitariste de leur électorat. En outre, *Vox* tient de la résultante de la fragilisation de l'ensemble du système politique espagnol : ses résultats les plus saisissants sont en Andalousie, nourris par la critique du sécessionnisme catalan, mais dans le cadre d'une désaffiliation des Andalous à l'essentiel des offres partisanes. Aux élections de 2018, malgré le fait que le pays soit sorti du système bipolaire conservateurs-so-

cialistes, seuls 47,6 % des électeurs andalous ont opté pour ceux qui sont désormais les quatre grands partis[4]. Autrement dit : 1) les populistes ne transcendent pas les espaces sociologiques droite-gauche mais participent au « marché des droites » ; 2) au sein de celui-ci, ils bénéficient de la décomposition des autres offres ; 3) les transferts de suffrages entre formations s'opèrent par une règle de l'autonomie de l'offre politique qui s'observe dans l'histoire électorale des populistes européens de droite depuis les années 1960[5].

2. L'impasse des radicaux

Le seul pays européen ayant connu l'instauration d'une dictature d'extrême droite après 1945, la Grèce, est aussi celui qui a vu le succès puis la chute les plus intéressants d'une formation radicale. Fondée en 1980, Aube dorée ne reprend pourtant pas les codes de l'époque des colonels – un régime justement qualifié de populiste en son temps par la presse occidentale, mais en lien avec les néofascistes européens. Aube dorée a évolué du néo-paganisme à la défense de l'identité orthodoxe, mais en promouvant toujours un ethno-nationalisme impérialiste et en étant un cas avéré de parti-milice. L'évolution de 0,46 % des voix en 2009 à 9,32 % en 2014 est nettement corrélée à l'humiliation du pays consécutive à la crise financière. Le parti a profité de la normalisation du Rassemblement orthodoxe populaire (sécuritaire, anti-globalisation, xénophobe, et islamophobe), qui a perdu son attractivité après sa participation en 2011 à une coalition gouvernementale (de 7,13 % aux élections européennes de 2009 à 2,69 % en 2014). Le nationalisme blanc d'Aube dorée a ainsi pu se présenter comme un mode de régulation sociale et de palingénésie nationale. Nonobstant, en 2019, Aube dorée perd la moitié de ses électeurs aux élections européennes, toute représentation au Parlement national, puis, à l'issue d'un procès de cinq ans, voit en 2020 ses dirigeants être reconnus membres d'une organisation criminelle. Comme le note le politiste Benjamin Biard, il aura fallu pour qu'Aube dorée régresse : 1) le début du redressement de la Grèce ; 2) l'impact de l'orgie de violence du mouvement ; 3) la construction d'une offre concurrentielle avec la naissance en 2016 de Solution grecque qui, sur une ligne nationale-populiste et le slogan trumpiste et occidentaliste « *Make Europe christian again* », a capté 4,2 % des suffrages (et 1 siège) lors des élections européennes (puis a obtenu 3,7 % des voix et 10 sièges lors des élections législatives survenues consécutivement). Si Aube

4 Casals Xavier, « Espagne. Chroniques inachevées de trois vagues populistes », *in* Vidal Dominique (dir.), *Les Nationalistes à l'assaut de l'Europe*, Paris, Demopolis, p. 129.

5 Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les Droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015.

dorée est une offre politique ostracisée, les idées radicales continuent à travailler la société grecque : la Grèce rejoindrait la norme européenne des extrêmes droites, où le néonazisme n'a aucune chance électorale, plus qu'elle ne s'en détournerait[6].

Le cas allemand corrobore cette hypothèse. Fondé en 1964, le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (Parti national-démocrate ; NPD) a regroupé l'ensemble des mouvements néo-fascistes allemands jusqu'en 1970. Le lien historique était évident dans l'appareil militant : les deux tiers du bureau politique provenaient directement de l'ancien parti nazi. Le NPD a tenté le jeu électoral en 1965 en un grand écart entre réhabilitation de l'expérience historique nazie et programme conservateur et populiste destiné à fédérer les mécontentements[7]. L'orthodoxie national-socialiste n'a donc jamais été la ligne. Le travail de recentrage du NPD et de respect du cadre démocratique a affaibli le parti, et à partir de 1976, il s'est vu concurrencé par de nombreuses nouvelles formations, en particulier les *Republikaner* (Républicains), né en 1983 d'une scission de la CSU (Union chrétienne-sociale en Bavière) avec pour modèle stratégique le FN français. Parti bourgeois et âgé, les *Republikaner* ont obtenu des résultats non négligeables entre le Rhin et les Alpes et 7,1 % des voix aux élections européennes de 1989. Néanmoins, une fois faite la réunification de l'Allemagne, qui était leur thème de prédilection, le public de l'extrême droite allemande s'est trouvé à l'Est, parmi la jeunesse des classes populaires. Ce changement radical a amené la marginalisation des Républicains, et, derechef, un certain essor du NPD. Si sa revendication d'un retour de l'Allemagne en ses frontières de 1938 n'a pas suscité d'écho dans les masses, il a récolté les fruits de son travail de terrain dans les *L*änder orientaux, en tendant la main aux nébuleuses de groupuscules développées après la chute du Mur. Travaillant à son implantation en Saxe dès 1989, il a pu y obtenir 9,2 % des suffrages et 12 députés en 2004[8].

Nonobstant, aucun enracinement sociologique national ne paraît à portée : le NPD ne doit qu'à la loi allemande d'avoir pu obtenir un député européen en 2014, avec 1 % des suffrages, et l'a perdu en 2019 en ne récoltant que 0,3 %. Pour autant, la liquéfaction du NPD s'accompagne de deux radicalisations. D'une part, se déroule une radicalisation violente : le nombre de militants radicaux de droite potentiellement violents reste à la fois stable et très élevé (environ 13.000 personnes), mais

6 Biard Benjamin, « L'extrême droite en Europe centrale et orientale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire*, Bruxelles, CRISP, n° 2440-2441, 2019, pp. 27-28.

7 Solliers Robert, « Que devient l'Allemagne aujourd'hui ? Naissance et développement de la NPD (1964-1967) », *Revue d'Histoire du fascisme*, septembre 1974, n° 5, pp. 170-186.

8 Iost Delphine, « L'implantation du NPD dans les nouveaux *Länder* allemands », *Hérodote*, 2008, n° 128, pp. 87-102.

avec un accroissement des violences (781 en 2019 contre 690 en 2012)[9]. D'autre part, se produit une radicalisation du populisme : Alexander Gauland, leader de l'*Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne ; l'AFD lorsqu'elle a été fondée en 2013 était souverainiste plutôt que populiste), a ainsi enchaîné des déclarations provocatrices quant à la nécessité de retrouver une fierté nationaliste allemande, déclarant le 8 mai 2020 que cette date anniversaire représente « une défaite absolue »[10]. La dynamique du populisme de droite ne peut donc pas plus se séparer complètement de celle du champ des extrêmes droites que la dynamique de ce dernier ne peut se réduire au mouvement d'une seule de ses composantes.

Néanmoins, on ne saurait tenir pour acquis que bonne santé électorale du populisme et radicalisation violente soient liés. En Grande-Bretagne, s'observe le phénomène inverse : la décomposition du *British National Party* a donné jour à la *National Alliance* (NA) en 2013. Trois ans après, celle-ci a été interdite en tant qu'« organisation terroriste » – puis en 2017 ses surgeons Aube écossaise et NS131 (Action nationale-socialiste anti-capitaliste) – quand elle affirma son soutien à l'assassinat de la députée travailliste Jo Cox, perpétré par un proche de la *National Alliance* américaine. La NA a été l'élément le plus dynamique d'une nébuleuse de 24 groupuscules nationalistes et racistes source de diverses violences (en juin 2018, un membre de la NA a été arrêté alors qu'il voulait assassiner une députée travailliste de confession juive). Le nombre d'activistes a rarement été aussi bas (dans les 600), mais ils sont déterminés : les cinq attentats d'extrême droite en Europe en 2017 avaient tous eu lieu au Royaume-Uni. En 2019, douze activistes britanniques ont été arrêtés, pour l'essentiel car soupçonnés de préparer des actes de violence islamophobe, mais un militant a incendié une synagogue. Les deux formations les plus représentées parmi les individus appréhendés (*Order of Nine Angles* et *Sonnenkrieg Division*) sont liées entre elles et relèvent de la marge sociale la plus périphérique (néonazisme sataniste)[11].

La situation britannique montre caricaturalement ce qui vaut pour l'ensemble des pays : la question quant aux radicaux n'est pas leur potentielle ascension politique, mais relève des problématiques de l'ordre public. Le fait déterminant est que, depuis la concordance de la crise des réfugiés et des attentats djihadistes en 2015, le point

9 Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat, *Verfassungsschutzbericht 2018*, 2019 ; Ritzmann Alexander et Rasem Fabian, « Germany », Counter Extremism Project, *Violent Right-Wing Extremism and Terrorism. Transnational Connectivity, Definitions, Incidents, Structures and Countermeasures*, novembre 2020, p. 88.

10 Voy. https://www.zeit.de/politik/deutschland/2020-05/afd-fraktionschef-alexander-gauland-relativierung-ns-verbrechen.

11 Home Office, *Proscribed terrorist groups or organisations*, 22 décembre 2017, p. 16 ; HOPE not hate, *State of Hate 2018. Far right terrorism on the rise*, 2018 ; *id.*, *State of Hate 2020. Far right terror goes global*, 2020.

essentiel quant à la violence de droite est l'harmonisation européenne de la victimologie. Dans les divers pays, les violences visent globalement migrants et militants de gauche. La crise des réfugiés est interprétée comme un djihad devant entraîner une action de « *reconquista* » et sert de justificatif à une action contre les migrants et la gauche, jugée être un fourrier de ce qui serait l'invasion de l'Europe[12]. Il s'agit non pas d'un « retour des années 1930 », mais du penchant radical de la dynamique néo-populiste.

3. L'instable antichambre du pouvoir

Trois partis sont des candidats électoralement sérieux à la direction de leur pays, mais souffrant chacun de facteurs d'instabilité. La *Lega* italienne s'est imposée comme le premier mouvement populiste européen ces dernières années, depuis sa prise en mains par Matteo Salvini, a laissé de côté l'utopie sécessionniste de la « Padanie » (et le parti est désormais « la *Lega* » *et plus* « la *Lega Nord* »), pour se concentrer sur une opposition tranchée à l'immigration, à l'islam, à l'Union européenne et aux réfugiés. La Ligue est remontée de 4 % des voix aux élections législatives de 2013, *à 13 % aux régionales de 2015* et 34,3 % aux européennes de 2019. Elle a été concurrencée par l'entrée en politique de Beppe Grillo. Fondé en 2009, son Mouvement 5 *étoiles (M5S) a connu un succès fulgurant avec un programme social-populiste mais des élus très partagés dans leurs positions sur l'immigration ou le mariage des homosexuels. Ses eurodéputés ont rejoint le groupe fondé par le United Kingdom Independence Party* (UKIP), mais ont tenté de le quitter pour rejoindre, sans succès, celui des eurolibéraux en janvier 2017. Ce chaos participe de l'énergie du mouvement, mais il se comprend peut-être *via* l'exceptionnel score de populisme des sondés français se déclarant centristes. En effet, une enquête d'octobre 2016 sur 17.047 sondés proposant six items pour construire un score de populisme allant de 1 à 5 aboutit à une moyenne de 3,9 et enregistre les plus hauts scores parmi les personnes s'autopositionnant aux extrêmes mais également au centre[13], ce qui contribue à éclairer la stratégie « anti-élites » de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron et le goût pour l'autorité de sa gouvernance. Ce type de dynamique semble se retrouver des deux côtés des Alpes, le positionnement « ni droite ni gauche » n'étant pas pour le M5S et pour une part des Français la synthèse du centre euro-libéral, mais un bricolage transidéologique en quête d'une capacité politique à agir – le Parti des Finlandais affirme d'ailleurs un autopositionnement centriste

12 Europol, *EU Terrorism Situation and Trend Report (Te-Sat) 2018*, 2018.

13 Ivaldi Gilles, Zaslove Andrej et Akkerman Agnes, « La France populiste ? », *Note de recherche CEVIPOF*, février 2017, n° 30, vague 7.

pour une politique alliant l'eurolibéralisme à la critique des élites et, surtout, de l'immigration.

L'alliance puis l'opposition entre M5S et Ligue a montré la prime donnée par l'électorat à la cohérence idéologique, le premier faisant la moitié du score du second, et la nécessité de savoir être dans une position idéologique permettant de nouer des alliances, puisqu'en revanche c'est lui qui demeure au pouvoir. Cette prime s'est encore retrouvée, cette fois au bénéfice de la Ligue, dans la concurrence entre les formations nationalistes : *CasaPound* et *Forza nuova* ont été en dessous de 1 %. *CasaPound* a d'ailleurs renoncé à l'action électorale après le scrutin, préférant rester une « communauté militante » comme l'extrême droite italienne en produit depuis les années 1970, fonctionnant comme une contre-société qui se veut être le pendant nationaliste-révolutionnaire à la contreculture de la gauche extraparlementaire. La crise sanitaire a néanmoins été préjudiciable à la *Lega*. Sa virulente opposition au gouvernement n'a pu masquer que l'épidémie avait été moins bien gérée dans la région lombarde, que dirige le parti. Dans les intentions de vote progresse *Fratelli d'Italia* (6,45 % aux élections européennes). D'orientation post-fasciste, le parti capitalise sur une ligne politique dure mais exprimée avec une bien moindre agitation que ce que ne fait Matteo Salvini.

L'autre montée vers le pouvoir a eu lieu en Autriche. Fondé par d'ex-nazis en 1956, le *Freiheitliche Partei Österreichs* (Parti de la liberté d'Autriche, FPÖ) a mis sous le boisseau sa tendance national-allemande en 1993, il a pris un axe néolibéral qui, une fois aux affaires, a entraîné une chute des suffrages de 26,9 % en 1999 à 10 % en 2002. Le parti a réinvesti le créneau xénophobe et populiste et sa politique d'alliance, comme avec les sociaux-démocrates dans le *Land* du Burgenland, à l'instar de ce qu'avait déjà fait le parti en coalition avec la social-démocratie entre 1983 et 1986. Cela ne change rien à l'orientation socio-économique du FPÖ, qui fustige le coût que représente la Grèce pour le contribuable autrichien. En revanche, il adopte la politique de condamnation des dérapages telle que Marine Le Pen la pratique : le parti s'est défait en 2014 de son théoricien Andreas Mölzer, après qu'il ait, entre autres, qualifié l'Union européenne de « conglomérat de nègres ». Revenant au populisme et à la dénonciation des immigrés et de l'islam, il a atteint les portes de la présidence en 2016, est remonté à 26 % des voix en 2017, parvenant à une coalition avec les conservateurs et à y disposer de plusieurs ministres et du poste de vice-chancelier. N'en demeure pas moins que la force du FPÖ a la même origine que sa faiblesse : relever en grande part de la fatigue de l'électorat envers une offre politique très indifférenciée : c'est-à-dire qu'il est autant tributaire du marché politique qu'il ne contribue à le façonner[14].

14 Moreau Patrick, « The FPÖ: the road to the power », *in* Jamin Jérôme (dir.), *L'Extrême droite en Europe*, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 107-144.

Le Front national (FN) français, rebaptisé Rassemblement national (RN) en 2018, fut la boussole des extrêmes droites européennes entre les succès du MSI et ceux de la *Lega* : les radicaux lui empruntaient des dynamiques de notabilisation, les droitiers se radicalisaient selon son modèle[15]. Les biographies militantes de nombre de ses fondateurs en 1972 ont certes à voir avec les fascismes, dans un pays qui a connu une courte dictature d'extrême droite – hétéronormée par l'Occupation, et avec cette particularité d'avoir pas moins de 88 partis politiques[16]. Ce passé n'a cependant jamais été qu'un passif. Aux européennes de 2019, la liste RN est sortie première, tandis que la liste néofasciste de la Dissidence française a obtenu 4.700 suffrages et celle de la Ligne claire lancée par Renaud Camus, pourtant auréolé d'un buzz médiatique constant, entre autres depuis l'attentat de Christchurch (Nouvelle-Zélande) où le terroriste avait repris sa formule de « grand remplacement », n'a réuni que 1.578 suffrages. L'élection prouve qu'il n'existe rien à droite de Marine Le Pen et, plus encore, que l'électeur d'extrême droite ne fait pas un « vote de colère », mais qu'il sait rationnaliser son vote et choisir l'offre la mieux positionnée. Si cette dernière connaît une réception à un niveau jusque-là inégalé en France, c'est d'abord qu'elle correspond à l'opinion.

En premier lieu, l'autorité est conçue comme une protection : les sondés répondent « oui » à plus de 80 % de 2013 à aujourd'hui aux propositions « on a besoin d'un vrai chef en France pour rétablir l'ordre » (avec une exception en 2019 : 79 %) et « l'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée aujourd'hui »[17], et de 2015 à 2018, 40 % accepteraient un « pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement »[18]. La difficulté centrale n'est donc pas la demande, mais l'offre : la capacité du RN à convaincre qu'il peut effectivement diriger. Durant la première vague du Covid-19, alors que la gestion et la communication du gouvernement étaient jugées désastreuses, un sondage montrait que seuls 20 % des sondés pensaient que Marine Le Pen aurait fait mieux si elle avait été au pouvoir, soit un niveau qui la ramène au premier tour de l'élection présidentielle et qui représente une baisse de 7 points par rapport à la même question posée dans le contexte d'octobre 2019, et avec un taux de seulement 10 % chez les sondés ayant un niveau de diplôme supérieur à bac+2[19].

15 Ivaldi Gilles, « *Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes* », *Pouvoirs, 2016, n° 157, pp. 115-126.*

16 Inspection générale des services des renseignements généraux, « Partis et groupements politiques », 14 juin 1941, 98 p., AN/F/7/15588.

17 Sondage annuel « Fractures françaises » effectué par l'institut Ipsos-Steria.

18 Ifop, « L'attirance des Français pour un gouvernement technocratique ou autoritaire », 2 novembre 2015 ; *id.*, « Les Français et le pouvoir », 31 octobre 2018.

19 Voy. les résultats complets à l'adresse suivante : https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2020/05/117350-Rapport-JDD_.pdf.

Le problème des populistes est partiellement que même si leur idéologie est interclassiste, leur assise demeure surtout populaire – même si en Hollande ou en Scandinavie une plus grande partie de la jeunesse diplômée et urbaine vote à l'extrême droite. Marine Le Pen a obtenu 37 % du vote ouvrier et 32 % de celui des employés, 30 % de ceux qui ont l'impression d'exercer une profession en déclin, 43 % des voix de ceux qui s'en sortent « très difficilement » avec les revenus du ménage et 32 % de ceux qui disposent d'un revenu mensuel inférieur à 1.250 € par mois[20]. En Autriche, le FPÖ arrivait troisième avec 14,76 % aux élections régionales de Basse-Autriche le 28 janvier 2018, mais il était choisi par 42 % des ouvriers, loin devant ses rivaux conservateur et social-démocrate (29 % et 28 %). En 2017, l'AFD faisait son meilleur score chez les ouvriers (18 %) et les personnes dont le niveau d'éducation s'arrête à l'école secondaire (17 %). Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail avec le niveau de diplôme le plus faible sont plus sensibles au populisme xénophobe que les titulaires d'un diplôme universitaire : la *Lega* attire 19,6 % de ceux dont les études se sont arrêtées au lycée, mais seulement 13,2 % de ceux qui ont une licence. L'année 2019 a amplement confirmé cette tendance. Aux élections européennes, la liste RN obtient son meilleur score chez les ouvriers (40 %) et 30 % des suffrages au sein des foyers qui disposent de moins de 1.200 € mensuels (quand La République en marche y obtient 11 %). Les élections législatives autrichiennes ont vu 48 % des ouvriers voter FPÖ contre 4 % chez les électeurs diplômés du supérieur. Les élections européennes comme les régionales ont souligné que le vote AFD était avant tout celui des jeunes hommes peu qualifiés de l'Est, soit une géographie sociale qui souligne parfaitement comment la crainte du déclassement social personnel et le sentiment d'un déclassement de sa nation entrent en sympathie pour produire le vote au bénéfice de l'extrême droite. Autrement dit : les populistes en Europe sont avant tout riches des secteurs de l'électorat qui votent le moins.

4. Conclusion

L'adaptation du phénomène populiste à une société nationale s'avère donc complexe, avec peu de règles transposables d'un pays l'autre, ainsi qu'une difficulté à stabiliser l'offre populiste dans un certain nombre de territoires. Hormis la spécificité du cas grec, où les radicaux ont bénéficié de l'institutionnalisation

20 Sondage IPSOS-Sopra-Steria du 23 avril 2017 portant sur le premier tour de l'élection présidentielle. *Cf.* à l'adresse suivante : https://www.ipsos.com/fr-fr/1er-tour-presidentielle-2017-sociologie-de-lelectorat.

des néo-populistes, les populistes des anciennes dictatures sont redevables du croisement de logiques de dégagement des mémoires et d'absence de débouchés pour la contestation sociale. Il semble que l'électorat récuse tant l'extrême droite néofasciste que la droite postfasciste, au bénéfice d'une offre anti-oligarchie et altérophobe.

Crise économique, terrorisme, crise des réfugiés, pandémie : l'autoritarisme unitariste y répond en s'appuyant sur le désarroi identitaire, comme en attestent les polémiques sur les modes de vie amenant aux interdictions des abattages halal et casher en Pologne – en 2013, levées en 2014 – ou au Danemark (2015). La critique du multiculturalisme aboutit à une remise en cause du libéralisme culturel. Elle épargne, en revanche, le libéralisme économique : la participation des populistes à des coalitions se fait sur des programmes eurolibéraux, complétés par la lutte contre l'immigration. Les partis populistes permettent ainsi de construire un bloc politique d'alliance entre des catégories sociales ayant des intérêts économiques divergents, assurant la tenue de politiques eurolibérales, en les inclinant en un sens pour eux essentiel : la lutte contre l'immigration et le combat identitaire. Ils participent d'un libéralisme ethnicisé sous les contrecoups de la conjonction des crises – ce qui les rend souvent fragiles lors de l'exercice des responsabilités, mais ils bénéficient d'une mansuétude de leurs électeurs.

L'extension du populisme dans l'espace libéral, ainsi au centre, correspond à un autre type de réaction à ces crises, avec la volonté de contenir la dénonciation du caractère postdémocratique de l'Union européenne. Depuis le premier choc pétrolier, l'espace transatlantique connaît une droitisation qui recouvre un démantèlement de l'État social et de l'humanisme égalitaire au profit d'un accroissement de l'État pénal et d'une ethnicisation des questions et représentations sociales. Ce processus porte une demande sociale autoritaire qui est une réaction à la transformation et à l'atomisation des modes de vie et de représentations dans un univers économique globalisé, financiarisé, dont l'Occident n'est plus le centre. À l'est du continent européen, les démocraties illibérales qui se constituent viennent donner une forme institutionnelle à cette droitisation transatlantique, et par là même présentent un débouché politique crédible pour les populistes, en particulier pour les extrêmes droites qui ne présentent plus un projet d'instauration de régimes autoritaires, mais s'affichent comme présentant une offre de gouvernance autoritaire dans le cadre démocratique. Elles sont des modèles mais non des alliés – en 2017, Jaroslaw Kaczynski avait démenti tout accord idéologique avec Marine Le Pen, et Viktor Orban a fait de même juste avant le scrutin de 2019 ; ils ont en revanche reçu chacun Matteo Salvini en 2019, mais celui-ci a acquis la légitimité institutionnelle. L'illibéralisme a offert un horizon possible à des mouvements populistes qui devaient encore souvent se défendre auprès de leurs opinions nationales qu'ils n'étaient pas

les descendants des mouvements autoritaires et totalitaires du XXe siècle. Le paradoxe est que la popularité des partis illibéraux refusant de rejoindre le bloc des extrêmes droites a la même cause que la radicalisation violente des marges : la représentation obsidionale d'une colonisation ethno-culturelle qui, dorénavant, peut être également dénoncée au nom de mesure prophylactiques. Si les activistes devaient un jour parvenir à déclencher un cycle de violences, les extrêmes droites légalistes seraient d'ailleurs en possible position de répondre à la demande autoritaire et sécuritaire induite.

Le passage d'une offre de régimes à celle de partis se constituant tels des lobbies ethnoculturels au sein d'un ordre institutionnel pluraliste démontre l'adaptabilité d'une vision du monde née au XIXe siècle au contexte géopolitique fluctuant actuel. Mais une demande autoritaire et unitariste peut trouver une issue hors de l'autoritarisme. En France, lorsque la vague poujadiste disparaît en 1958 aussi soudainement qu'elle était apparue, ce n'est pas qu'elle fut un « feu de paille », selon une analyse classique. Les questions fiscale et algérienne qui la motivaient n'avaient pas non plus disparu. Cependant, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et le remplacement de la IVe République par la Ve avaient satisfait le désir d'ordre et d'autorité au bénéfice de la perpétuation de la démocratie libérale.

POPULISME
LA REVUE | 1/2021

“Populism and Ethics”

José Pedro Zúquete

José Pedro Zúquete (1978) is a political scientist whose research focuses mainly on comparative politics, social movements, and nationalism studies. He is currently a research fellow at the Institute of Social Sciences, University of Lisbon, Portugal. He is the author of Missionary Politics in Contemporary Europe (2007) and the coauthor (with Charles Lindholm) of *The Struggle for the World: Liberation Movements for the 21st Century* (2010) and *The Identitarians: The Movement Against Globalism and Islam in Europe* (2018). Zúquete is the editor of *The Routledge International Handbook of Charisma* (2021).

The Social Sciences Institute, Lisbon, Portugal, jose.zuquete@ics.ul.pt

Abstract

The paper analyses the relationship between populism and ethics. There is a fighting ethic in the populist and the anti-populist camps – and a clear moral rejection of political opponents that often shows hints of Manichaeism of the world between light and darkness, between good and evil. This “combat” is based on the moral division between the “good” and the “bad” – liberal-democrats against populists and vice versa – which deprives legitimacy of political opponents who, from adversaries, become enemies, either of “democracy” or of the “people”.

keywords

Populism, ethics, morality, normative, left-wing populism, right-wing populism.

© POPULISME
LA REVUE

1. Populism presents itself

The word "populism" has become popular in Europe, especially since the last decades of the 20th century, by integrating the vocabulary used in heated debate in the mass media about the condition and future of Europe's liberal democracies. The term's roots in the American continent are more remote, reaching back to the agrarian movement in the United States of America at the end of the 19th century, to the socioeconomic populism of Latin America since the 1930s.

The recent history of populism in continental Europe has essentially gone through three phases, all of which continue today. First, and particularly since the 1980s, as a categorization of radical right-wing parties, self-proclaimed defenders of the people against hostile, national and foreign forces, which threatened their well-being, their security, their values and their identity. Both then and a decade later in the 1990s, "populism" served to describe the intensification of the so-called "personalization of politics" and the advent of parties specializing in political marketing and focused exclusively on the figure of the leader, who communicates directly with the masses through television. This focus on the leader's cultivation of an audience thus gave rise to the expression "tele-populism." Finally, since about 2000, "populism" has also served to define a large set of social movements – sometimes including new political parties – of various ideological origins that protest via street mobilizations, through occupying public spaces, or, more recently, seating members in parliaments. These movements portray themselves in combat against the status quo, usually associated with insidious financial capitalism, the hollowing out of democracy, the uselessness and corruption of their traditional representatives, or "suicidal" immigration policies. Beyond Europe, South America witnessed throughout the 1990s neoliberal populisms (more aligned with Washington and defenders of less state intervention in the economy and austerity policies) and, in the early 2000s, most eminently in the Bolivarian path of Hugo Chávez, radical left-wing populisms that aimed at the anti-imperialist re-founding of their respective nations. Further, social movements of the Right (such as the Tea Party) and the Left (such as the Occupy movement) emerged in the United States, each in their own way, by presenting themselves as victims of the status quo and expressions of the neglected, "forgotten" people.

The designation (and, really, in most cases, denunciation) of these phenomena as "populist," was accompanied, for a long time, by the common view that "populism" was a vague, indeterminate, insufficiently clear term. In fact – and against this view – the fact of the matter is that the scholarly literature on populism has not only proliferated but also strengthened its status and made progress toward greater

conceptual certainty. There are, in fact, several ways to understand the phenomenon of populism, either as a political logic (in the line of the Argentine philosopher Ernesto Laclau), as a political strategy, political communication style, or general political style (emphasizing each time more like the "appeal to the people" is mediated, based on the performance or representation of the leader, before an audience). In any case, no scholar of populism, even if he or she prioritizes different understandings of the term and how it relates to the phenomenon, denies the centrality of a dichotomy on the basis of populist mobilization: there is a permanent discursive division between the good *people* and the wicked *elites*; or, in another version, between the *authentic* people and the *spurious* elites. Populism as "ideology" – "soft" or "thin" – is based on this founding antagonism, to which, according to the populist's ideological inclinations, other features may be added. For example, one dimension of populism is the permanent rejection of an *other*. The political elites are often joined in the revulsion of populists by another specific group (often immigrants, bankers, judges, or members of the media). Another dimension of populism is an anti-system rhetoric that is bound to a foundational anti-elitism. In the name of direct democracy, which is eminently pitted against the mainstream representative democracy, populists rail against the private interests and traitors to the people, both of which stand together against real democracy. The populist always speaks in the name of *common sense* and gives voice to those without it. In practice, therefore, and depending on national and social contexts, this populist ideology is characterized by versatility and compatibility, integrating with other ideologies (more detailed, or "thick"), right or left, reformist or revolutionary.

Populism, although its impact varies according to the strength or weakness of the political institutions in which it operates, has an air of rebellion. This makes its arrival generally unwelcome, either by the mainstream media, in their classic condition as guardians of the system, or by the traditional political class and, therefore, the target of the insurgency. For this reason, populism is often associated, in the media, with words such as "temptation" (the populist temptation), "drift" (the populist drift), or "rise" (the populist rise). At the same time, in editorials and political comments, the association between populism and simplicity, lack of sophistication, demagoguery (the "easy" emotional upheaval), and minority is common. Meanwhile, in the political class, the word is often disjointed from the actual populist phenomenon, and the term moves freely as a floating weapon of political attack and just another way of disabling and delegitimizing the proposals of political opponents by dismissing the latter as "populists." Thus, populism is excluded from "civilized" democratic debate. In this sense, the characterization of populism as a "danger to democracy" and the accusation of "extremism" against the political center toward which the elites of governance gravitate, characterize the traditional, or classic, denunciation of populism.

2. Moral philosophy and combat ethics

It is important to add that reflecting on the relationship between populism, anti-populism, and ethics is relatively simple. This connection is far from inscrutable and almost self-evident. There is a fighting ethic in both camps – the populist and the anti-populist – and a clear moral rejection of political opponents that often shows hints of Manichaeism of the world between light and darkness, between good and evil. This "combat" is based on the moral division between the "good" and the "bad" – liberal-democrats against populists and vice versa – which deprives legitimacy of political opponents who, from adversaries, become enemies, either of "democracy" or of the "people".

2.1. Populism as an enemy

The rejection by anti-populists of populism follows varying degrees of intensity. In the vernacular sphere (particularly in mass media and in political commentary) this rejection is generally more intense and explicit, whereas in the analytical (academic) sphere it is, as a rule, more nuanced and implicit, although clearly present. Joining them is the link to the same normative ethics – under the model of liberal-democracy – which has, in recent decades, been dominant in the traditional media, in the Western political classes, and in academic studies on populism. Here it is worth saying that, although left-wing populism is also disregarded (mainly as irresponsible and utopian), the greatest intensity of anti-populist indignation and fury has arisen against right-wing populism. This is where the moralization of discourse is most evident.

What then are the general features of the ethical rejection of right-wing populism? It manifests itself through words and deeds. In anti-populist discourse, populism is chastised for clashing head-on with the moral values that govern liberal-democratic societies, such as the celebration of openness, diversity, minorities, tolerance, or egalitarianism. This normative ethics is, at the same time, dominant and prescriptive, because it is based on the idea of what society *should be* like, against which populism – due to its characteristic "closeness," "exclusion," and "intolerance" – represents, more than a mistake, something unacceptable, a backsliding, in short, the denial of the very idea of "progress." This judgment not only excludes populism from civilized moral codes – because it opens (according to the anti-populist view) the way to de-civilization – as it justifies and legitimizes all the alarmist lexicon directed at contemporary populism. The constant alert about the possible "return to the 1930s" is just a more impressionistic image of this rationale. Among academics, this meta-narrative about populism reigns – the idea that populism con-

stitutes an attack on humanist values and aims to change the moral foundation of the political community. What stands out is a normative predisposition (implicit in most cases) to condemn the "wrong" values of populism and to contrast them with the "right" values (in terms of inclusion, pluralism and tolerance) of a "open" and socio-politically just society. Here too, it frequently deviates from the analytical to the prescriptive field, looking for and suggesting "solutions" to the populist "problem" (read "danger").

In Europe, the recognition of this populist danger to liberal democracies has long resulted in the imposition of a quarantine regime for the right-wing populist parties – through the creation of *cordon sanitaires* – through which the parties of the system came together to prevent the exercise of power by their "enemies," making right-populist parties electoral success relative or even nullifying it. It is noteworthy here how hygienist terminology is used to characterize the marginalization – necessary, virtuous, and just – of "impure" forces. At the same time, the fight against populist "contamination" of the liberal-democratic order is also made by combining moral and judicial condemnation through anti-discrimination laws that, over the years, have sanctioned deviant behaviors and attacks on the established socio-moral order. This "marginalization consensus" followed by traditional political forces has however been weakened and does not have the force it once did. This owes not only to the growth of these parties but also to a greater propensity by conservative parties to enter formal or informal ties with them. Also, many of these populist narratives and themes have been "stolen" by conservative parties hell bent on recapturing once-faithful voters and achieving political power. In short, these anti-system parties are becoming more and more "part" of the system.

2.2. Populist preaching

What about populisms? The characterization of populism as "moralistic" can almost be said to be a euphemism. Here, too, politics is reduced to morality. This is because in the populist narrative, the "people" – or a particular portrayal of the "people" – is not only the exclusive repository of virtue; it also opposes an elite seen as wicked, corrupt, and fundamentally immoral for acting against popular interests. Hence, if the term "populist" in the anti-populist narrative serves as a slur, the word "elite" has the same ignominious effect on populist communication. In reality, the populist – as an interpreter of the popular, debased will – always self-presents as a preacher of sorts, a prophetic moral agent that denounces the improbity of the "princes" in power.

In left-wing populisms, the values of equality and social justice tend to predominate, while in the "right," values of identity stand out. Both, however, target "others"

associated with the elites, that is, with "those above" who, for this very reason, are not counted among the real people, or "those below." To varying degrees and depending on each case, businessmen, bankers, politically opposed intellectuals, status quo-aligned academics, judges, journalists, political opponents, ethnic minorities, and others are excluded from the popular community defended by populism. "Giving voice to the people" – a commonplace in populist communication – means, above all, a clarion call, particularly to those excluded from the "elite system," to repair the injustice that constitutes the abandonment to which the "people" (in the populist version) have been "sentenced to" over years or even decades. This is one of the drivers of populist moral mobilization: the rights, interests, and wishes of the sovereign people have been disrespected and confiscated by the political class, and their voice has "not [been] heard" on a series of decisive issues for the national community, such as interference form abroad, the transfer of sovereignty, the deregulation of the financial system, the costs of delocalization and deindustrialization, the opening of borders or mass immigration, and multiculturalism. The current situation the people find themselves in, therefore, from the point of view of the populists, is one of stark injustice for communities that have been deprived of the ability to decide their own future. According to this logic, the present-day world is facing a violation of peoples' self-determination, that is, the loss of control over their destiny. The ability of most citizens to decide on their community's own future (including its shape, composition and characteristics) was denied, in practice, by the dominant oligarchy. The reaction against this dispossession, therefore, is based on moral indignation and can only take the form of a duty, or moral obligation. The populist, whatever his background, is always a vigilante.

This moral stigma of the forces associated with the status quo – central to all populisms – becomes an authentic "war of values" in the political struggle carried out by right-wing populisms. That is, a war against the value system of an elite that is transversal to ruling parties; university-educated, cosmopolitan, uprooted, and defending (to varying degrees) economic and social liberalism – a post-identitarian "globalist" class. This superclass is the enemy of "the people," often identified with the "working class" or the lower middle-classes, which tend to be territorial, rooted, and still attached to community practices, customs and traditions; in short, attached to a "way of life" seen (or rather, despised) by these same elites as backward , or at least in the process of being overcome, by the unstoppable march of liberalism and progressivism. This is the "original sin" of the elites – against which, in the populist preaching, the people rise up, as a singular, virtuous front, protesting the destruction of their social and ethno-cultural habitat. The loss of peoples' cultural identity – a fear that in Europe manifests itself mainly through popular resistance to immigration (and, since at least the end of the 20th century, "Islamization") – places the idea of

"protection" against an evil system that threatens millennial autochtonous societies at the center of populist exegesis.

In fact, the way in which – in many narratives from "above" – the vote in populists (the "wrong" vote) is denounced as a result of the easy manipulation of emotions (and not based on "self-interest" or "reason") and the result of an unworthy appeal to lower instincts (instead of the "high" instincts associated with the elites' value system), or how, in the new digital age, this "wrong" vote is explained in part as the effect of perverse interference from external powers ("The Russians," for example), or the accusations of popular "ignorance"; this whole panoply of accusations ends up serving the populist narrative about the undemocratic nature of the ruling elites. Following the populist logic, they reaffirm the populist indictment of the "unbearable" superiority complex of the political-media classes that pass a certificate of intellectual and moral inferiority to the popular desire – legitimate, and from an ethical point of view, fair and unassailable – for economic and cultural protectionism for their communities.

2.3. The redemptive solution?

Hence, in order to put an end to this putative victimization of the people in a "facade" democracy dominated by groups that act against their interests, it is very common in populist discourses – regardless of various ideological origin – to defend a "true" democracy, either participatory, or plebiscitary, but always tending to be "direct" and with broad mechanisms of effective popular participation in decisions about the destiny of the community. Basically, populism proposes a democratic system that is more "fair," and in which, contrary to the representative liberal democracies that have dominated in recent decades, the sovereign people are *really* sovereign. There is a strongly normative character to the populist aspiration of creating a system that practically fulfills the ideal of popular sovereignty as the essence of democracy. This character is based on the idea (or promise) of redemption – on overcoming a system completely lacking in morality and that the people do not rule. Thus, populism promises a kind of salvation, in that it is a moral victory over evil.

3. Beyond the barricades

Clearly, a major consequence of this "fight" of opposing ethical mores – which manifests itself with verbal and symbolic violence, both in electoral struggles and in traditional and alternative media – is the refusal, on both sides, of attributing

legitimacy to the opposing forces. The way out of this impasse – which over time deepens and entrenches – will necessarily have to be based on the recognition that populism is part of democracy and cannot be separated from it, not least because it exists in a dynamic relationship with democracy's successes and failures. From a normative point of view, this means that populism simultaneously contains the capacity to be *both* "good" *and* "bad" for democracies. First, and as a fundamental premise, the relationship between populism and democracy must not and cannot be simplified. It is true that populism, based on a homogeneous and monolithic vision of the people and their will, is in a state of war against representatives of the established power (seen primarily as enemies and not as mere rivals) and against an "other" group (whose composition varies according to each movement). Naturally, by simultaneously rejecting traditional forms of mediation and intermediation that "stifle the voice of the people," populism will, once it becomes a regime, that is, once the reins of power are in its hands, run into sacrosanct principles of the liberal state, such as individual rights, minority rights, and political pluralism itself (which resultantly weakens within an overtly delimited view of the people). In their enthusiasm and excess – in such a holistic view of a "redemption" policy and the founder of an "authentic" democracy – "power for the people" can ultimately give rise to an anti-liberal and even autocratic regime.

But this narrative of populism as a "threat" is counterbalanced by another narrative – not mentioned as much by most media and politicians – that of populism as an amendment, or "correction" to democracy. The evocation of a "crisis" is always present in the genesis of populism: in the case of Europe, for example, the crisis invoked is mainly one of democracy, of people's confidence in the system that governs them, and of widespread disbelief. In that case – where the elites in power seem aloof and non-responsive to popular cries and demands – the populist outburst can be positive. In the face of an indifferent and uncaring political class, enclosed in itself and unable to renew itself, the populist movement – reaffirming the central role of ideological conflict in politics – can contribute to the opening up of the political system when it appears shut. Because populism always wants to make a direct connection with the ultimate ideal of democracy ("power for the people"), something that is always frustrated in democratic practice (because the power in representative democracies is in their representatives who act through consensus, often slow commitment, backstage games, backdoor deals, and other seemingly obscure moves). In this perspective, democracy will always feature a deficit of legitimacy (and will always be confronted with calls for "more democracy" and "more popular participation"). According to this logic, when the democratic pendulum has swung too close to political elites – and citizens' concerns and concerns on different topics are being neglected – populism can help to push that pendulum back toward the who have been disenchanted with and feel defrauded by a representative system they

feel doesn't represent them. In this case, and contrary to popular belief, instead of being a symptom of "disease" in democracy, populism can be a manifestation of vigor and health, helping to regenerate it. In this case, it is the absence of populism, not its presence, that should cause apprehension.

POPULISME
LA REVUE | 1/2021

Populist Radical Right in the Czech Republic From Pariah to Governing Party?

Věra STOJAROVÁ

Věra Stojarová is an Academic Researcher at the Department of Political Science at the Faculty of Social Studies at Masaryk University in Brno, Czech Republic. Her entire professional career has been focused on the politics of the far right and on migration issues in both the Western Balkans and the Visegrad countries.

Department of Political Science, Faculty of Social Studies, Masaryk University, Joštova 10, Brno, 60200, Czech Republic, stojarova@fss.muni.cz

Abstract

This article follows the populist radical right in the Czech Republic, offering insight into its interaction with the media, its place within public discourse, and its status in the context of competing parties. The author tracks the communication patterns of radical right populism in the Czech Republic and highlights different aspects of discursive opportunities. The study asserts that high levels of visibility, resonance, and legitimacy in the topics chosen by the PRR result in broader acceptance of those topics by the public, but failure for the PRR in the party competition. The political opportunity structures have been unfavourable to the populist radical right in the Czech Republic. The 2017 elections brought the PRR the greatest success it has experienced in the Czech Republic so far, but the election results still lag far behind those of PRR parties in neighbouring countries. The study asserts that PRR social media platforms in the Czech Republic played a highly visible role for the first time in mobilizing voters during the 2017 electoral campaign, thereby becoming a significant factor in the electoral contest.

keywords

Czech populist radical right, SPD, Dawn, Okamura, Babiš, ANO, social media.

© POPULISME
LA REVUE

1. Introduction[1]

In the 1990s, both in Europe and around the world, the populist radical right (PRR) experienced a revival. Since that time, voting for the parties that comprise it has followed a sinusoidal pattern, with peaks followed by downturns; currently, these parties are on the rise once again, and this is reflected in the party systems of many European countries. Unsurprisingly, then, scholars have made these parties a focus, initially in Western Europe, later extending to Central and Eastern Europe, and have compared their presence in the two regions and studied their discourse in an attempt to uncover the roots of their success.[2] In the Czech Republic, scholars who have researched the populist radical right include Miroslav Mareš, who has investigated radicalism and extremism in the Czech milieu,[3] others whose focus has been populism,[4] and still other researchers who have explored the phenomenon specifically in the Eastern European context.[5] This study attempts to gain an understanding of what lies behind the variance in support for the PRR over time and from region to region. Our claim is that it is discursive opportunities that ultimately vary and in the process give rise to differing communicative constellations for radicalism.

The focus here is on the discursive opportunities of the populist radical right in the Czech Republic and trends in their utilization by these parties and movements over the past decade. It explores communication repertoires and examines the mainstreaming of populist radical right topics linking them with the public discourse. Relationships between the populist radical right and mainstream parties are analyzed, as is the role played by the media. This review is unique in tracking contemporary radical right populism, and offers broad insight into the specific situation in

1 This article has been written as part of the specific research project: 'Current Issues in Political Science III'.

2 E.g. Betz Hans-Georg and Immerfall Stefan, *The New Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, New York, St. Martin's Press, 1996; Heinisch Reinhard, "Right-Wing Populism in Austria: A *Case* for Comparison", *Problems of Post-Communism*, 2008, 53/3, 20-34; Wodak Ruth, *The Politics of Fear: What Right-Wing Populist Discourses Mean*, London, Sage 2015; Segert Dieter, "Viel weniger Rechtsradikalismus, als zu erwarten wäre. Kritische Anmerkungun zu einem interessanten Vergleich", *Osteuropa*, 52 Jg., 5/2002, pp. 621-625; Mudde Cas, *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007; and many others.

3 E.g. Mareš Miroslav, *Pravicový extremismus a radikalismus v ČR*, Brno, Barrister & Principal, 2003.

4 Havlík Vlastimil and Pinková Aneta, *Populist political parties in East-Central Europe*, Brno, Mezinárodní politologický ústav, 2012.

5 E.g. Mudde Cas, "Extreme Right Parties in Eastern Europe", *Patterns of Prejudice*, vol. 34, Issue 1, 2000; Minkenberg Michael (ed.), *Transforming the Transformation? The East European radical right in the political process*, London, New York, Routledge, 2015.

the Czech Republic as regards the media, public discourse, and party competition. How has the communicative repertoire of PRR parties evolved? What role did the mass media and social media play in the propagation of radical right topics? What role have competing parties played in the failure of PRR? The ambition is thus to track the communication patterns of Czech radical right populism as well as various aspects of discursive opportunities (cultural context, mass media, and new media as contributors to the shaping of public discourse) that are integral to opportunity structures. I begin with the PRR repertoire and then introduce the communication repertoire of competing parties, concluding with the media's treatment of the PRR and PRR topics and the use of social media by the PRR and competing players.

Political scientist and PRR expert Cas Mudde concludes that the optimum definition of the populist radical right comprises three ideological features: nativism, authoritarianism, and populism. Nativism equates to nationalism in terms of both internal homogeneity and external exclusivity, authoritarianism to the longing for a strong state; and populism is seen to be emphatically an ideology, not just a political style: a thin-centred ideology that divides society into two disparate, mutually antagonistic groups, the "pure people" and the "corrupt elite", and that argues politics should be the expression of the all-important will of the people, the volonté générale.[6] But using a strict interpretation of Mudde's criteria, it becomes clear that in the Czech Republic, unlike in other countries, the populist radical right has not performed well. Only three parties are relevant and even these have performed poorly: the Association for the Republic – Republican Party of Czechoslovakia (*Sdružení pro Republiku – Republikánská Strana* Československa, SPR-RSČ),[7] Dawn (Úsvit), and Freedom and Direct Democracy (*Svoboda a Přímá Demokracie*, SPD).

6 Mudde Cas, *Populist radical right parties in Europe*, *op. cit.*, pp. 20-23. For a discussion on the definition of populism see, e.g. Taggart Paul, "Populism and Representative Politics in Contemporary Europe", *Journal of Political Ideologies*, 2004, IX (3), 269-288. Hereinafter 'far right' will be used as an umbrella term for extremist (unconstitutional) as well as radical/extreme right (illiberal but in line with the constitution) parties.

7 SPR-RSČ coalesced into a political party immediately after the Velvet Revolution of November 1989 and was officially registered at the start of 1990. Although it gained no seats in the first democratic elections after the fall of communism, the party did better a couple of years later in 1992, when it won representation in the Federal Assembly (with 6.48% of ballots cast for the Chamber of the People and 6.37% of those for the Chamber of Nations) and in the Czech National Council (with 5.98%). The next elections, held in 1996 in what had by then become the Czech Republic, saw the party do even better. SPR-RSČ won 8.01% of the vote, equating to 18 seats in the Chamber of Deputies, which would turn out to be its best-ever result. Two years later in 1998, the party found itself unable to clear the 5% threshold, and it has been unable to do so at any time since. It has thus become a non-parliamentary party and has disbanded and reunited, splintered and tweaked its name, and revived itself several times along the way. Meanwhile, the various parties and movements that split off from SPR-RSČ were never able to attract much attention, remaining instead in the hinterland of the political contest. The party has been built around Miroslav Sládek.

Several frameworks have been proposed for understanding the success or failure of PRR parties, prominent among them that of Mudde, who differentiates demand-side explanations (theories of modernization, crisis and ethnic backlash, PRR attitudes and insecurity) from supply side explanations (institutional, political, and cultural context, media and ideology, leadership, organization and internalization of the PRR).[8] Scholars who have analysed the supply side have concluded that one reason behind the PRR's failure to take root in the Czech Republic is that the rightmost extreme of the Czech political spectrum has always been highly fragmented and so prone to bickering over issues both personal and ideological that its results at the polls have been nothing short of catastrophic. In addition, the features of radical right populism that have become salient topics of discussion in other countries have attracted little interest here. There has been a persistent presence of anti-Roma and anti-immigrant sentiment within Czech society but this – even coupled with the political and economic crisis – still does not explain the sinusoidal pattern and overall failure of the PRR. The 5% electoral threshold that limits the chances of small parties might serve as a partial explanation, accompanied by internal factors such as a lack of charismatic leadership, the internal tensions that are rife within the PRR spectrum, weak organizational structures, the absence of a coherent programme, and the inability of the parties to appeal to a wider segment of the electorate. But it is the cultural and political context that seems decisive.[9] Though the populist radical right parties have traditionally been weak in the Czech Republic, their customary topics have now been embraced not only by the Communist Party but by mainstream political players, as well. The 2017 parliamentary election results provide evidence of change: the PRR party received over 10% of the vote and served as an important player in putting together the new government.

Discursive opportunities, defined as aspects of public discourse that determine a message's chances of diffusion in the public sphere, are integral to political opportunity structures and help us to understand the success or failure of political parties and to explain the settings in which they operate. Discursive opportunity structure theory starts by linking political opportunity structures and potential activists via framing – the strategic attempts of political entrepreneurs to make issues resonate within existing cultural repertoires. The occurrence of diffusion and resonance is contingent upon channels of communication, but what is at stake more than simple visibility is the ability of the message to resonate – to reproduce and reach new audiences. Koopmans and Olzak have labelled supportive resonance *consonance*, while they label negative resonance *dissonance*. Both reinforce and diffuse the message in the public sphere. High levels of resonance are often achieved at the cost

8 Mudde Cas, *Populist radical right parties in Europe*, *op. cit.*, pp. 201-276.

9 Mareš Miroslav, "Czech Extreme Right Parties An unsuccessful Story", *Communist and Post-Communist studies*, 2011, 44, 283-298.

of increased controversy, resulting in a net decrease in legitimacy. Conversely, legitimate statements usually provoke few reactions and will not be widely diffused by the media. Political entrepreneurs treat certain ideas, feelings, and aspirations as normal. Especially when they are anchored in institutions, particular discourses become dominant – they legitimate problems, and institutionalize the right to be concerned.[10] The topics promoted by the PRR, if they have high levels of visibility, resonance, and legitimacy, may hearten or dishearten potential PRR voters and thereby affect their numbers at the polls.

For many years, the important communication channel in the diffusion and resonance of messages has been that of the mass media. But with the coming of the new millennium and Web 2.0 has come the rise of social media, which has prompted notice from scholars because of the revolutionary potential of its use as a political communication tool. Social media is cheap, personal, and easy to use. Content that goes viral may directly reach millions of people, which makes social media an ideal way for individual politicians to disseminate their messages. The mass media, by contrast, may ultimately reach a larger audience, but it works through gatekeepers and typically adds a layer of framing to messages that social media preserves in their original form.[11]

2. The Czech Populist Radical Right and its Discourses

The only contemporary PRR party of current relevance to the Czech political scene are those built around businessman and Senator Tomio Okamura. Established as Tomio Okamura's Dawn of Direct Democracy (*Úsvit přímé demokracie Tomia Okamury*), it was renamed in 2014 to Dawn of Direct Democracy (*Úsvit přímé demokracie*), or Dawn for short. It was initially founded by Okamura four months before the 2013 parliamentary elections, in which it obtained 6.88% of the vote.

In 2015, a group of party members expelled Okamura and Radim Fiala, accusing them of financially mismanaging the party and running it undemocratically. In response, Okamura immediately set up the SPD movement, which programmatically

10 Koopmans Ruud and Olzak Suzan, *Right-Wing Violence and the Public Sphere in Germany: The Dynamics of Discursive Opportunities*, 2002, at https://www.princeton.edu/~artspol/conferences/Olzak.pdf; Benford Robert and Snow David, "Framing Processes and Social Movements: An Overview and assessment", *Annual review of Sociology*, vol. 26/2000, pp. 611-639.

11 Jacobs Kristof and Spierings Niels, *Social media, parties and political inequalities*, London, Palgrave Macmillan, 2016.

follows the line of Dawn. What remained of the original party was renamed the Dawn-National Coalition (Úsvit-Národní *koalice*), led by Miroslav Lidinský. The 2016 regional elections confirmed that the party is tied to its charismatic leader, Okamura; only his successor party, SPD, held its own, winning 18 mandates in ten regions in coalition with the Party of Civic Rights (*Strana práv občanů*, SPO 32),[12] tied to President Miloš Zeman. But neither Dawn nor SPD gained a single seat in the Senate elections of 2016, in which they ran in only three districts. 2017 brought the biggest success yet recorded – SPD garnered 10.64% of the vote in the parliamentary elections, a figure which still, however, lags far behind the results of the PRR parties in neighbouring countries.

Dawn's discourse has undergone extensive alteration. Initially, it centered on an anti-establishment appeal that blamed the elites for the moral and political crisis. The solution offered was direct democracy, and accountability for politicians in general and for the presidential system. A key element was to be governance by referendum, along with the direct election of city mayors, county representatives, and MPs. The political and economic elite, the media, and "maladjusted citizens" were chosen as the main culprits in the crisis, with ordinary citizens the helpless victims. The role played by the people is repeatedly stressed by Dawn in proclamations that make clear that the country belongs not to politicians but to the people. It is they who should decide. Politicians should simply carry out the people's decisions. Dawn's role is only to fix the system by challenging the elite power monopoly and putting power back in the hands of the people.[13]

With the migration crisis, a fresh issue has come to the fore, and this has prompted Dawn to reorient itself to address it. As a consequence, the party has begun to target Islam, the EU and advocates a nationalist state and sovereignty as the remedy for the crisis. This vision points to the supranational institutions as the culprits. The victims, once again, are the helpless people, and the solution is to return power to the national state. The greatest emphasis is placed upon the concept of the nation.[14]

SPD, the party which splintered off from Dawn, adopted the latter's main ideological and programme principles: direct democracy (specifically, retaining the direct vote in presidential elections), accountability and the possibility of recall for politicians, and defending state sovereignty and national values against the European suprastate.

12 http://volby.cz/pls/kz2016/kz63?xjazyk=CZ&xdatum=20161007.

13 Úsvit, *Nenechte si vymluvit skutečnou demokracii*. (Be sure about real democracy), 2013, at http://www.usvitnarodnikoalice.cz/novinky/nenechte-si-vymluvit-skutecnou-demokracii/.

14 Okamura Tomio, *Buďme hrdí vlastenci* (Let us be proud patriots), 2015, at http://okamura.blog.idnes.cz/blog.aspx?c=481873.

SPD also issues anti-immigration, anti-Islamic, anti-EU, anti-media, and anti-elite statements that call for law and order to be restored in the Czech Republic.[15]

Crucial for the communicative repertoires of the PRR has been the construction of outgroups as the parties have never exhibited ideological consistency or coherence. The Czech PRR has traditionally focused on antiziganism and anti-communism and has taken stances against supranational institutions and immigration, but it has never adopted an anti-Semitic or anti-LGBT agenda, as has the PRR in neighbouring countries. These topics have never been at issue in Czech culture, which is predominantly liberal, as the positive stance of Dawn on gay adoption makes clear. The three parties demonstrate nationalism in promoting internal homogeneity,[16] authoritarianism in longing for a strong state, and populism in dividing society into the 'pure people' vs. the 'corrupt elite'.

3. Mass Media and Social Media vis-à-vis the Czech PRR and PRR topics

3.1. Media ownership and settings

The Czech Republic's rating from Freedom House dropped precipitously last year because of the concentrated nature of media ownership in the country and the fact that media outlets are owned by politicians.[17] The Berlusconisation of the media sphere is embodied in the character of ex-Minister of Finance of Andrej Babiš, who until recently controlled the MAFRA media group through his Agrofert corporation.[18] In January 2017, the Czech parliament overrode a presidential veto to pass the so-called "Lex Babiš", which bans members of the government from owning firms as well as media. The law was written to hinder Babiš from becoming a player

15 SPD, *Usnesení 3. celostátní conference hnutí Svoboda a přímá demokracie* (Resolution of 3rd conference of Freedom and Direct democracy), Praha, 19.11. 2016, at http://spd.cz/3-celostatni-konference-spd/.

16 The preservation of Czechoslovakia at the 1918 borders may not be seen as nationalism in terms of external exclusivity, as the Republicans have never denied the existence of the Slovak nation and all the nations living in Carpathian Ruthenia. The idea of Greater Czechoslovakia was based on a federation of four countries (Czech, Slovak, Moravia/Silesia, Ruthenia).

17 Freedom House, Czech republic, 2017, at https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/czech-republic.

18 Císař Ondřej and Štětka Václav, "Czech Republic: the rise of populism from the fringes to the mainstream", *in* Aalberg Toril, Esser Frank, Reinemann Carsten and Strömbäck H. Claas, *Populist Political Communication in Europe*, London, Routledge, 2017, 285-298.

of unlimited means with which to win the upcoming elections and forced Babiš to deposit his Agrofert shares in trust funds. But despite this precaution, a secret audio recording from May 2017 revealed Babiš had instructed a journalist from MF Dnes, owned by the MAFRA Group, as to when a story that discredited his political rivals should be published. The affair resulted in a government crisis and led to Babiš's resignation from the post of Minister of Finance. Indeed, the debate over freedom of the press in the Czech Republic reached the halls of the European Parliament, which concluded that press freedom had in fact been threatened. Unless the media is held clearly separate from the political realm, the threat to the democratic fabric of the Czech Republic will remain. The present refusal of Andrej Babiš to respect this principle may influence political competition and so distort that fabric.

3.2. The framing of the PRR and PRR topics by the media

Though the traditional media may be perceived as being on the run, it still plays a key role in gathering information, and most of the active Czech electorate still gets its information from television reports.[19] No discussion of the populist radical right can be complete without exploring how PRR topics are treated and framed by the media. Paradoxically, the Czech media portrays both ethnic minorities and PRR activists in a negative light. Research shows that stereotypical portrayals of Roma culture in the media are widespread, with its members depicted as criminals and parasites. Since the media is the chief source of knowledge about ethnic minorities, this contributes to the badly suboptimal state of mutual relations between the Roma minority and the Czech majority population. Similar findings have been made by scholars researching Muslims and other ethnic minorities. They are portrayed as strangers whose culture poses a threat to society. This negative media image frustrates minorities at the same time it contributes to the rise of islamophobia and xenophobia in Czech society.[20] Though the Czech Republic faces no pronounced wave of immigration, the media has nevertheless given increasing coverage to a so-called refugee crisis. The nonprofit journalism project *Hlídací Pes* released an

19 Macková Alena, *Nová média v politické komunikaci: Politici, občané a online sociální sítě*. Dizertační práce, FSS MU Brno, 2016.

20 C.f.[*Cf.*???] Homoláč Jiří, *Internetové diskuse o cikánech a Romech*, Internet discussions about Gypsies and Romas, Praha Karolinum, 2009; Klvačová Petra and Bitrich Tomáš, *Jak se (ne)píše o cizincích*, Praha, How media do (not) write about foreigners, Multikulturní centrum Praha, 2003; Multikulturní centrum Praha, *Cizinci, našinci a média. Mediální analýzy*, Foreigners, our people and media. Media analysis, Praha, 2007; Topinka Daniel (ed.), *Integrační projekt muslimů v* České *republice – pilotní projekt. Výzkumná zpráva*, Integration of Muslims in the Czech Republic, Ostrava, Very Vision, 2006/7; Veselková Zuzana, "Where others fear to tread: the role of journalists in the creation and spreading of negative stereotypes about Roma people", Środkowoeuropejskie *Studia Polityczne*, No. 2, Poznan, University of Adam Mickiewicz, 2016.

analysis in 2015 that showed the most negative reportage appeared in the tabloids *Blesk* and *Aha!*, followed by the left-wing daily *Právo*. It also showed that migrants were presented as foreigners with different cultural attributes that are negatively perceived as a potential source of threat. Other dailies referred to refugees in a neutral or positive way;[21] the analysis from the Council for TV and Media showed, that the private channel TV Prima manipulated the news on incoming refugees and violated the ethical standards.[22]

The Czech media's treatment of the far right differs substantially from its presentation of mainstream parties. Media coverage of radicalism and extremism has always been either negative or neutral, depending upon context – rallies and demonstrations have tended to attract neutral commentary, while violent events have gotten negative coverage. Critical comments from political figures on the attack contributed to the negative tone of reporting about it. The only exception was the tabloids (in the 1990s, the dailies Špígl and *Blesk* and, since 2004, *Aha*). When Sládek and Okamura entered politics, they too, attracted negative coverage, and the media dismissed both as incompetent xenophobes.[23] Okamura has been portrayed by both the mainstream media and his political competitors as a pragmatic populist, a liar with no scruples about changing the facts to suit his needs, and someone who presents a threat to Czech political stability. Only the so-called alternative media outlets, alleged to have ties to Russia, have provided positive coverage of the populist radical right.

3.3. Reproduction of PRR topics by competing players

In post-1989 politics, virtually every political party has promoted the Czech national identity. All have engaged in nationalist outbursts, whether at the talks leading up to the Czech-German Declaration, during the so-called immigration crisis, or vis-à-vis the European Union. The two most prominent politicians of the last decade, Zeman and Klaus, have also been the most vigorous defenders of the national interest – promoters of national and cultural values who employ inclusionary and exclusionary rhetoric, sparking fears of foreign rule, Germans, and immigrants, and

21 Hlídací pes. Zvládlo Česko apokalypsu? Jak obstála média v době migrační krize?, 2017, at https://hlidacipes.org/zvladlo-cesko-apokalypsu-jak-obstala-media-v-dobe-migracni-krize/.

22 Rada pro rozhlasové a televizní vysílání. Analýza vysílání programu televize Prima se zřetelem k migrační problematice, 2016, at http://www.rrtv.cz/cz/files/monitoring/2016_Analyza_vysilani_programu_Prima_se_zretelem_k_migracni_tematice.pdf.

23 IPM, *Facebook není hračka pro náctileté. Někteří politici to ale stále nechápou* (Facebook is not a toy for teenagers. Some politicians still do not understand this), 2015, at http://politickymarketing.com/facebook-neni-hracka-pro-nactilete-politici-to-nechapou.

generally stirring up emotions. Because of the positions they have occupied, as President and Prime Minister respectively, they have given legitimacy to nationalism and gotten print space and airtime in the mass media for nationalist notions, aspirations, and feelings, thereby institutionalizing these concerns. Zeman has gone a step further by supporting extremists and radicals instead of distancing himself from them and has spoken at their rallies. This legitimation of nationalism at the highest levels of government has been reflected at lower levels of the political hierarchy as well and almost all of the political parties employed exclusionary language. Local politicians in border areas and areas with a large Roma population, who run in districts with low voter turnout or senate representation under majoritarian voting have benefitted most from antiziganist rhetoric, stigmatizing the Other.

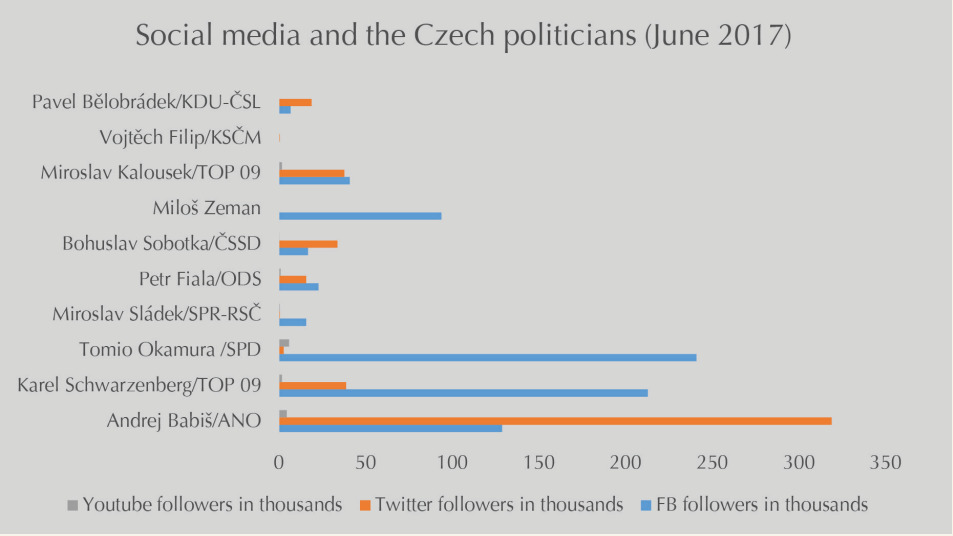
As Koopmans and Olzak have noted,[24] the media shows little interest in highly legitimate statements, which provoke little controversy. Instead, the media seeks out illegitimate messages. But these, too, may be given legitimacy by political players who institutionalize the right to hold these kinds of concerns. The legitimacy of PRR topics in the Czech Republic has come from their wide dissemination, aided by leading politicians who have shared nationalist ideas with the public, thereby mainstreaming both nationalism and xenophobia. This has been done, as we have seen, not only by the Czech president but by virtually the entire political establishment, and for at least a portion of the population, which remains polarized along a cosmopolitan/communitarian cleavage, has been decisive in these ideas' legitimation.

3.4. The PRR and social media

Shunned by the mainstream media, the PRR's most important communication platform for contacting voters has always been the public meeting. Web 2.0 offered new communication channels for the parties via Facebook, Twitter, YouTube, Flickr, and many others. When it comes to social media use, Czech politicians still lag behind their counterparts in other countries and have been slow to acknowledge the relevance of social media and adapt to the new channels of communication. Facebook remains the most-liked and most-used social medium not only by Czechs but by Czech politicians, as well. Even Twitter use lags far behind both with Czechs overall and Czech politicians in particular. Estimates state that there are more than 4 million

24 Koopmans Ruud and Olzak Suzan, *Right-Wing Violence and the Public Sphere in Germany: The Dynamics of Discursive Opportunities*, 2002, at https://www.princeton.edu/~artspol/conferences/Olzak.pdf.

active Czech Facebook users vs. only 300,000 using Twitter.[25] The use of YouTube is negligible compared to both.



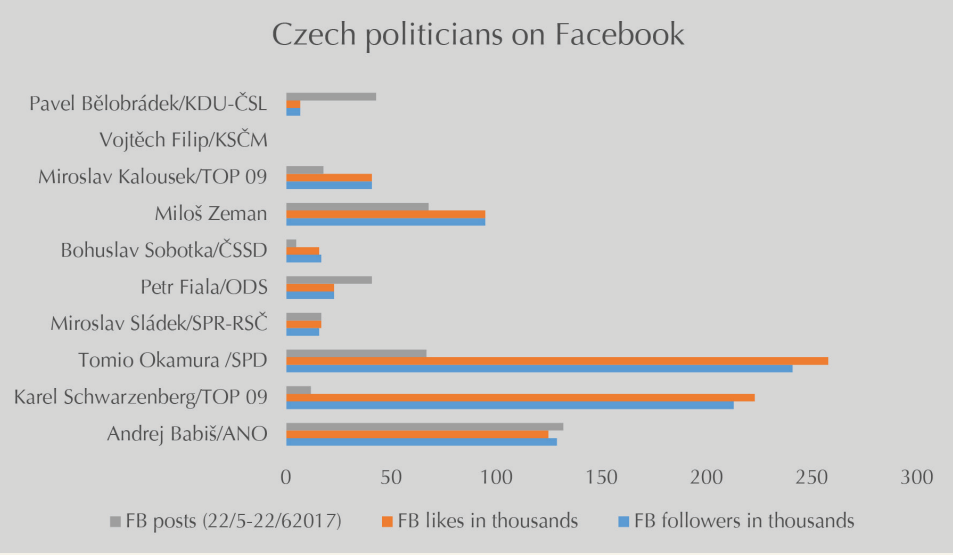
The research into selected Czech politicians' profiles[26] suggests that Okamura is the most liked politician on Facebook in terms of number of likes and followers – his profile has attracted many more supporters than that of any other politician and even far more than Babiš. Looking, however, at the number of posts during a month-long snapshot of the election campaign,[27] Babiš is almost twice as active as Okamura while Sládek is far less active on Facebook. Okamura's Facebook popularity seems to have contributed quite heavily to his success in the 2017 parliamentary elections, even though a large portion of the protest vote went in favour of Babiš. As leader of ANO, Babiš started an intensive campaign involving every channel: almost every day he held an informal meeting with the public. He made extensive use of Facebook

25 Macková Alena, *Nová média v politické komunikaci: Politici, občané a online sociální sítě*, Dizertační práce, FSS MU Brno, 2016.

26 The profiles of leaders of parliamentary parties are included (with TOP 09's double-headed leadership), accompanied by a profile of the Republicans and the Czech president. In several cases, the politicians have more than one profile/Facebook page. In such cases, the public profile with greater number of fans/followers was chosen. The data are from June 2017.

27 The data are from 22/5 2017-22/6 2017, after the resignation of the Minister of Finance, which coincided with the start of the election campaign.

and was the sole Czech politician to have made significant use of Twitter. He is also, it is important to keep in mind, linked to the majority of Czech media organizations.



The visibility and dissonance of Okamura's choice of social media topics led to higher virtual support, which translated into higher actual support at the polls. Still, Okamura was overwhelmed by the new anti-system player, ANO, which employs all available channels: mass media, social media, and direct contact with voters. Since there is little stability among voters for the PRR, fleeing Okamura voters may be expected to shift their sympathies not just to Dawn and other PRR parties, but also to other parties which have appropriated PRR language. Online support for the Republicans[28] is comparable to that of other political players, even relevant ones, but that does not change the reality that the SPR-RSČ is a political corpse. Meantime, because of the party's stable voting base, the lack of social media activity on the part of the Czech Communists has not marginalized it.

28 In the Czech Republic, the label *Republican* is exclusively tied to the SPR-RSČ.

4. Conclusion

The populist radical right has always been marginal in the Czech Republic compared to neighbouring countries; the political opportunity structures have not been favourable for the PRR. There is no major group within the Czech Republic that would feel forgotten or under threat and thus tend to vote for an extremist or radical party. What's more, the number of anti-system parties is high, which means the votes of those who might feel forgotten would be distributed among the many tiny competitors. Another factor that stands in the way of smaller parties is the 5% electoral threshold. Historically, these parties have not attracted large numbers of adherents, and the anti-establishment niche in the Czech party system is already occupied by the 'patriotic' Communist party. The PRR parties have consistently failed to come up with a compelling programme. Their organizational is weak, charismatic leaders are lacking, and internal tensions have run high.

The Czech Republic is ethnically homogenous – the only visible minorities are Romas and Vietnamese immigrants, and these are occasionally targeted by radicals. Anti-Roma prejudice is widespread in the country, and local politicians have exploited this to gain popularity by enacting anti-Roma measures. Immigration is a high-profile topic, to be openly anti-Muslim is no longer taboo at the highest levels of politics. Topics the PRR might otherwise exploit to its benefit have become political capital for virtually all the players. The cultural and political context in which framing takes place moderates the success of PRR parties, in accordance with the findings of other scholars.[29] These findings show Czech political parties have a long tradition of promoting Czech nationhood – it has in fact been promoted by almost every relevant political party in the contemporary political milieu. Nationalism has been misused and appropriated by top governmental leaders, chief among them the outspoken and prominent politicians Klaus and Zeman. These politicians legitimized, at the highest levels of the political system, the promotion of Czech nationhood and nationalism in terms of internal homogenization. Their legitimation of far right topics has led to the marginalisation of the far right. Along with nationalism, there has been an evident infiltration of unpredictable populist parties lacking clear ideology into the mainstream, similar to what has happened in neighbouring countries. The day-to-day use of discriminatory, exclusionary, and xenophobic speech by Czech leaders is reflected in media accounts that transmit the message that negative stereotypes are normal, casual, and ultimately neutral. This serves to reproduce and

29 E.g. McCammon Holly H., Muse, Courtney Sanders, Newman Harmony D. and Terrell Teresa M., "Movement framing and Discursive Opportunity Structures: The Political Successes of the U.S. Women's Jury Movements", *American Sociological Review*, 2007, vol. 72, Issue 5, pp. 725-749.

further reinforce societal prejudices, and the result is visible in an intolerant public discourse. When intolerance and discrimination receive casual treatment, the ideas of the populist radical right become publically acceptable and are incorporated into mainstream politics. When the mainstream parties acquire nationalist language, the convergence of their views with those of the radical right is finalized, and there is no further need for a radical right party – those that exist will therefore be (or become) marginalized. Therefore, the position of the mainstream parties, along with the influence of the media, plays a key role in determining the available opportunity structures. Research shows that the media has presented a stereotypical picture of national and ethnic minorities, portraying them in a negative light and as a threat. Because contact is minimal between majoritarian society and ethnic minorities, the media remains essentially the only source of knowledge, and thereby contributes to the stereotyping of ethnic minorities and to societal xenophobia.

As we have seen, the communication repertoire of the populist radical right has adapted to the hot-button issues. Okamura has shifted from direct democracy and the presidential system to immigration and the threat of Islamization, and stereotypical slogans and images are in use by his parties. Anti-elitism is also a prominent feature of Okamura's parties. Aside from the immigration issue, strong personalization continues to be the main advertising strategy of his parties. They express resentment towards specific segments of the public, mobilize negative emotions towards these groups via clearly negative campaigns. The strategies employed are both inclusionary and exclusionary. With the former, a common identity is established between communicator and recipient (the Czech nation, the Czech homeland); with the latter, an image is constructed of the 'other', the enemy (the Roma community and, later, immigrants). Unlike their counterparts in neighbouring countries, the Czech PRR does not target the LGBT community, abortion, or euthanasia, and it is not anti-Semitic.

Okamura is shunned by the media so he thus combines offline mobilization in the form of public meetings with online use of social media. He employs online messaging on a day-to-day basis; his use of public meetings was most intense in 2013, when he held meetings on at least a daily basis. Social media is perfect for disseminating unframed messages quickly, cheaply, and directly to the recipient. Okamura is one of the most liked politicians online, with the biggest online voter base and his online success has led to net increase in the electoral competition. The use of social media to disseminate PRR topics, reaching as it does millions of recipients with content that may go viral, creates high visibility and resonance and seems to have an impact on the level of voter support. The Czech example shows that social media has begun to take on importance as an additional channel even in a country where politicians have been slow to adapt to Web 2.0. Other cultural and political factors

win out: the mainstream parties encroaching on PRR ideological territory and, more recently, links between the media and politicians. The populist ANO dominates all available channels: the mass media, the social media, and direct contact with voters on the streets. It simply cannot be defeated.

Though the parties of the PRR have been neglected by the Czech mass media or portrayed in a negative light, their topics have gotten extensive coverage and have helped spread their message. Recalling Koopmans and Olzak, the dissonant claims against the PRR might be a double-edged sword. On the one hand, they may act as a disincentive for the PRR; on the other, they intensify public resonance.[30] But the adoption of what were formerly controversial statements and nativist messages by mainstream politicians lends these topics legitimacy, and issues that might further the standing of the PRR are exploited and legitimized, eventually leading to the failure of PRR. High levels of visibility, resonance, and legitimacy for PRR topics, leads to greater levels of acceptance by the public but hobbles the parties in the election campaign. This mainstreaming of nationalism, its public acceptance, then takes its place alongside the nationalism and xenophobia that are already present in pop culture – and the vicious circle is closed.

In many countries, the parties of the populist radical right is on the rise once again, being present in parliaments and governments. Although the 2017 parliamentary elections brought the greatest ever success for the PRR party in the Czech Republic, it still lags far behind its counterparts in neighbouring countries, with little prospect of gaining further traction. As it stands, the Czech Republic is a country with no potential for a significant populist radical right party but with stigmatisation of the Other on the agenda of almost all the parties. The many-headed hydra of nationalism has stretched its claws over Central and Eastern Europe, taking different forms in different places, a stubborn beast to battle. The question arises as to whether this may be the beginning of the end of the great multi-ethnic supranational party. In the Czech Republic, at least, the populist beast is not embodied in a strong party of the populist radical right. Because of unfavourable political opportunity structures, that should remain true into the foreseeable future.

30 Koopmans Ruud and Olzak Suzan, *Right-Wing Violence and the Public Sphere in Germany: The Dynamics of Discursive Opportunities*, 2002, at https://www.princeton.edu/~artspol/conferences/Olzak.pdf.

Articles

- Moins de parlement et plus de participation ? Les partis populistes en Belgique et la démocratie (2007-2019) 7
  Benjamin Biard, Régis Dandoy
- Du Vennamoïsme au parti des Finlandais : généalogie du populisme de droite radicale en Finlande 33
  Nathalie Blanc-Noël
- Les partis d'extrême droite européens et la crise sanitaire du Covid-19 51
  Jean-Yves Camus
- The Antinomies of Populist Reason 63
  Manuel Cervera-Marzal
- L'étude du populisme et du nationalisme sous le prisme de la théorie du discours : distinctions et articulations 81
  Benjamin De Cleen, Yannis Stavrakakis
- #hitlerwasright: National Action and National Socialism for the 21st Century 109
  Paul Jackson
- Les fragilités des dynamiques populistes ouest-européennes 129
  Nicolas Lebourg
- Populism and Ethics 145
  José Pedro Zúquete
- Populist Radical Right in the Czech Republic From Pariah to Governing Party? 155
  Věra Stojarová

Presses Universitaires de Liège